Commission municipale du Québec

Rapport annuel 1984-1985

Québec

Régie des rentes du Québec
Bibliothèque

Le contenu de cette publication
a été rédigé par
la Commission municipale
du Québec

Cette édition a été produite
par la Direction générale
des publications gouvernementales

Dépôt légal–2e trimestre 1985
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-551-09218-3
ISSN 0229-8139

© Gouvernement du Québec

Monsieur Alain Marcoux
Ministre des Affaires municipales
20, avenue Chauveau
Édifice Cook-Chauveau
Québec

Monsieur le Ministre,

Je vous transmets le rapport annuel de la Commission municipale du Québec pour l'exercice 1984-1985.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le président,

Juge Richard Beaulieu

Mai 1985

Avis au lecteur

A-) La Loi modifiant diverses dispositions législatives* (L.Q., 1984, c. 27), sanctionnée le 20 juin 1984, a modifié, entre autres, la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1); en conséquence, la Commission municipale du Québec se substitue à la Commission nationale de l'aménagement dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs à compter de cette date. Vous trouverez au chapitre 4 du présent rapport le bilan des activités rattachées à l'exécution de ce nouveau mandat.

B-) La Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales (L.Q. 1984, c. 38) a été sanctionnée le 21 décembre 1984; ainsi l'exercice financier concernant les statistiques du chapitre 3 prend fin le 31 décembre 1984, à l'exclusion des sous-chapitres 3.9 et 3.10.

* Texte de l'article 115 de ladite loi:

« 115. La Commission municipale du Québec inclut dans son rapport annuel pour l'exercice financier 1984-1985 les activités exercées par la Commission nationale de l'aménagement pendant la période postérieure à celle que couvre le dernier rapport annuel de celle-ci déposé devant l'Assemblée nationale. »

Table des matières

Chapitre 1

Création, compétence, organisation et fonctionnement de la Commission 7

1.1 Création 7

1.2 Composition 7

1.3 Siège social 7

1.4 Expédition des affaires 7

1.5 Compétence 7

1.6 Liste des membres 9

Chapitre 2

Décisions et enregistrements de la Commission municipale du Québec 10

2.1 Sommaire des décisions et enregistrements 10

Chapitre 3

Statistiques générales 11

3.1 Emprunts à court terme et à long terme 11

3.2 Dépenses et emprunts temporaires pour Laval et Sainte-Foy et appropriations à des fins d'immobilisations (Montréal) 19

3.3 Fonds et programmes de subvention créés en vertu de la Loi visant à promouvoir la construction domiciliaire 20

3.4 Engagements de crédits 20

3.5 Fonds de roulement 21

3.6 Fonds industriels 22

3.7 Dispositions d'immeubles et de biens meubles 23

3.8 Utilisations de soldes disponibles 24

3.9 Énumérations abrégées 24

3.10 Régimes de rente de retraite 24

3.11 Modifications de règlements d'emprunt et de fonds de subvention 25

3.12 Autres modifications ou abrogations de résolutions ou règlements 25

3.13 Appropriations d'un pourcentage budgétaire 25

3.14 Cautionnements 26

Chapitre 4

Aménagement et urbanisme 27

4.1 Modifications législatives 27

4.2 Mandats de la Commission 27

4.3 La fonction d'enregistrement 28

4.4 Les avis de conformité 28

Les annexes:

Tableau I: État du processus d'aménagement des MRC au 31 mars 1985 29

Tableau II: État du processus d'aménagement des municipalités au 31 mars 1985 32

Tableau III: Registre de la Commission du 1er avril 1984 au 31 mars 1985 36

Tableau IV: Statistiques cumulatives des enregistrements au 31 mars 1985 66

Tableau V: Sommaire des documents devant être transmis par les MRC pour enregistrement 68

Tableau VI: Sommaire des documents devant être transmis par les municipalités pour enregistrement 69

Tableau VII: Sommaire des documents devant être transmis par le ministre des Affaires municipales pour enregistrement 70

Chapitre 5

Requêtes déposées à la Commission municipale du Québec 71

5.1 Requêtes en appel des décisions du sous-ministre de l'Environnement 71

5.2 Requêtes en appel de la part de fonctionnaires municipaux 71

5.3 Requêtes en reconnaissance à des fins d'exemption de taxes foncières 75

5.4 Requêtes en fixation du prix de vente d'eau 81

5.5 Requête en arbitrage d'une entente intermunicipale 82

5.6 Requête en appel de la répartition du déficit d'exploitation de la C.T.C.U.M. 83

5.7 Requête en appel de la répartition du déficit d'exploitation de la C.T.R.S.M. 83

5.8 Requête en vertu de la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport 84

5.9 Requête en appel de la fixation de la contribution financière du village de Saint-Sauveur-des-Monts 85

5.10 Requêtes en opposition de modifications de règlements d'emprunt 85

5.11 Requête en opposition d'un regroupement municipal 86

5.12 Annexion municipale 87

5.13 Relevé général des décisions sur ces requêtes 87

Chapitre 6

Tutelle des municipalités **88**

6.1 Mise en tutelle **88**

6.2 Contrôle des municipalités en tutelle **89**

6.3 Municipalités en tutelle au 1er avril 1984 **89**

6.4 Relevé des résolutions administratives lors des tutelles **90**

Chapitre 7

Administration de municipalités sans conseil **91**

7.1 Interventions de la Commission **91**

Chapitre 8

Les enquêtes de la Commission municipale **92**

8.1 Compétence **92**

8.1.1 Pouvoir général d'enquête **92**

8.1.2 Pouvoirs spéciaux d'enquête **92**

8.2 Pouvoirs des enquêteurs **92**

8.3 Déroulement des enquêtes **92**

8.4 Aboutissement des enquêtes **93**

8.5 Enquêtes en cours d'exercice **93**

Chapitre 9

Résolutions et approbations diverses ainsi que recommandations au ministre des Affaires municipales **94**

9.1 Relevé des résolutions et approbations **94**

9.2 Permis d'évaluateur **94**

9.3 Recommandations à l'égard de soumissions publiques **94**

Chapitre 1
Création, compétence, organisation et fonctionnement de la Commission

1.1 Création

La Commission municipale a été créée en 1932 (L.Q. 1931-1932, c. 56); elle était alors composée de deux membres.

1.2 Composition

Elle se compose, présentement, de quinze membres dont un président et trois vice-présidents.

1.3 Siège social

Le siège social de la Commission municipale est à Québec en vertu d'un arrêté en conseil adopté en 1932. Il est présentement situé à l'adresse suivante:

Commission municipale du Québec
20, avenue Chauveau
Tour, 5e étage
Québec (Québec)
G1R 4J3

La Commission maintient, en outre, un bureau permanent à Montréal à l'adresse suivante:

Commission municipale du Québec
800, boulevard de Maisonneuve Est
14e étage
Montréal (Québec)
H2L 4L8

1.4 Expédition des affaires

L'expédition des affaires courantes confiées à la Commission municipale, en matière administrative, se fait au siège social.

L'expédition des affaires en matière quasi judiciaire et les auditions à des fins d'enquête s'effectuent partout au Québec et, principalement, le plus près des citoyens intéressés.

Le quorum de la Commission est de deux membres et la quasi-totalité des affaires sont traitées par deux membres désignés par le président.

1.5 Compétence

De 1932 à 1962, la Commission n'a possédé que des pouvoirs d'ordre administratif qui ont consisté principalement dans l'approbation des emprunts à court et à long terme et des engagements de crédit.

Depuis le début des années 60, la Commission s'est vu confier de nombreux pouvoirs quasi judiciaires.

Le 20 juin 1984 a marqué une étape importante pour la compétence de la Commission. C'est, en effet, ce jour-là qu'a été abolie la Commission nationale de l'aménagement créée en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et que ses pouvoirs ont été transférés à la Commission.

Le 1er janvier 1985, les pouvoirs d'ordre administratif de la Commission ont été modifiés par la disparition, notamment, de l'approbation des emprunts et des engagements de crédit.

1.5.1 Emprunts à long terme

La Commission approuve les emprunts à long terme. Ces emprunts sont, généralement, contractés pour l'exécution de travaux ou l'acquisition de biens durables.

Ces emprunts ne sont, dorénavant, approuvés que par le ministre des Affaires municipales depuis le 1er janvier 1985.

1.5.2 Emprunts temporaires

Elle approuve les emprunts temporaires lorsque ceux-ci excèdent 70 % des revenus autonomes ou 90 % du montant d'un emprunt à long terme.

Ces emprunts sont, habituellement, contractés à court terme, soit moins de 12 mois, en attendant une entrée de fonds comme les taxes ou une subvention ou en attendant la vente d'une émission d'obligations.

Ces emprunts ne requièrent plus d'approbation depuis le 1er janvier 1985.

1.5.3 Emprunts au fonds de roulement

Les municipalités qui possèdent un fonds de roulement peuvent y emprunter des fonds avec l'approbation de la Commission. Ces emprunts peuvent être contractés pour toutes fins de la compétence de la municipalité.

Ces emprunts ne requièrent plus d'approbation depuis le 1er janvier 1985.

1.5.4 Emprunts à des fins industrielles

Les municipalités qui possèdent un fonds industriel peuvent acquérir des terrains au moyen d'emprunts approuvés par la Commission.

Ces emprunts ne requièrent plus d'approbation depuis le 1er janvier 1985.

1.5.5 Engagements de crédit

Tout engagement de crédit excédant 12 mois requiert l'approbation de la Commission. Un engagement de crédit est une convention par laquelle une municipalité s'engage à payer une somme d'argent à terme pour l'acquisition d'un bien ou la fourniture d'un service.

Depuis le 1er janvier 1985, ces engagements ne requièrent plus l'approbation de la Commission et s'ils excèdent 36 mois, ils doivent être approuvés par le ministre des Affaires municipales.

1.5.6 Cautionnements

Les municipalités peuvent se porter caution des engagements financiers de certains organismes sans but lucratif. Une telle caution requiert l'approbation de la Commission.

Depuis le 1er janvier 1985, une telle caution ne requiert que l'approbation du ministre des Affaires municipales.

1.5.7 Pourcentages budgétaires

Les municipalités peuvent verser certaines subventions à des fins de bienfaisance, d'éducation, de culture scientifique, artistique ou littéraire, de loisir ou d'initiative industrielle, commerciale ou touristique.

De telles subventions ne peuvent être accordées que si la municipalité a fait approuver, au préalable par la Commission, un pourcentage budgétaire à cette fin.

Ces pourcentages ne requièrent plus aucune approbation depuis le 1er janvier 1985.

1.5.8 Dispositions de biens

La disposition de gré à gré de tout immeuble et de certains biens meubles requiert l'approbation préalable de la Commission. La disposition doit se faire à titre onéreux et lorsque la municipalité n'en a plus besoin.

Depuis le 1er janvier 1985, une telle disposition ne requiert plus d'approbation.

1.5.9 Soumissions

La Commission analyse les demandes d'autorisation d'accorder des contrats à d'autres que les plus bas soumissionnaires et fait des recommandations au ministre des Affaires municipales.

1.5.10 Modifications de règlements d'emprunts

La Commission approuve, après enquête, les demandes de modifications des règlements d'emprunts dont les billets ou obligations ont été émis.

Depuis le 1er janvier 1985, c'est le ministre des Affaires municipales qui donne cette approbation.

1.5.11 Permis d'évaluateur

La Commission établit les critères de délivrance de permis d'évaluateur et délivre ces permis.

1.5.12 Annexions et fusions

La Commission peut enquêter sur l'opportunité d'une annexion de territoires ou peut entendre les opposants à un projet de regroupement de municipalités.

1.5.13 Administration temporaire

La Commission administre temporairement les municipalités où un conseil municipal ne peut pas siéger faute de quorum.

1.5.14 Enquêtes

La Commission enquête, de sa propre initiative ou à la demande du ministre des Affaires municipales, sur l'administration financière des municipalités; elle enquête également, à la demande du gouvernement, sur tout aspect de l'administration des municipalités.

1.5.15 Tutelles

La Commission peut s'adresser à la Cour supérieure pour faire mettre une municipalité sous sa tutelle lorsque celle-ci n'est plus en mesure de faire face à ses obligations financières.

1.5.16 Appels des hauts fonctionnaires

Les hauts fonctionnaires municipaux, c'est-à-dire tous les fonctionnaires et employés d'une municipalité qui sont non syndicables, peuvent en appeler à la Commission de leur destitution, de leur réduction de traitement et de certaines suspensions sans solde.

1.5.17 Environnement

La Commission entend les appels d'ordonnance ou de refus d'autorisation du sous-ministre de l'Environnement.

1.5.18 Arbitrage

La Commission peut intervenir comme arbitre dans les conflits résultant des ententes intermunicipales. Cet arbitrage ne peut intervenir qu'après l'échec d'une médiation du ministre des Affaires municipales.

1.5.19 Exemption de taxes foncières

La Commission peut accorder des reconnaissances à des fins d'exemption de taxes foncières à certains organismes sans but lucratif ou à des organismes de charité. Pour être reconnus, les organismes doivent utiliser des locaux ouverts au public à des fins culturelles, scientifiques, récréatives, charitables ou sociales.

1.5.20 Vente d'eau

La Commission fixe le prix de vente de l'eau entre municipalités à défaut d'entente entre celles-ci.

1.5.21 Aménagement et urbanisme

La Commission exerce, depuis le mois de juin 1984, tous les pouvoirs de la Commission nationale de l'aménagement créée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

1.5.22 Avis au ministre des Affaires municipales

Lorsqu'une disposition législative donne au ministre le pouvoir d'approuver, d'autoriser ou de désavouer un règlement, une résolution ou un autre acte, il peut, avant de prendre sa décision, demander l'avis de la Commission municipale du Québec.

1.6 Liste des membres de la Commission municipale du Québec au 31 mars 1985

M. Richard Beaulieu, j.c.p., président

Me Jean-Charles Lafond, avocat, vice-président

M. Jean-Paul Boucher, ing., vice-président

Me François Mathieu, avocat, vice-président

Me Mariette Bécotte, adm.

M. Guy Desbiens, adm.

Me Claude Gélinas, avocat

M. Jérémie Giles, C.R.I.

M. Paul Laliberté, ing. et urbaniste

Me Odette Lapalme, avocate

M. Roger Létourneau, adm.

M. Jean-Marc Rivest, urbaniste

M. Marcel Robidas, adm.

Me Louise Sauvé-Cherrier, adm.

M. Armand Trottier, adm.

Secrétaire: Me Caroline Pouliot, notaire

1.6.1 Liste des membres dont le mandat s'est terminé en cours d'exercice

M. Jacques Choquette, M.B.A.

M. Lionel Harvey, adm.

M. Jean-Marie Moreau, adm.*

Me Jean-Marc Roberge, notaire

* décédé accidentellement

Chapitre 2
Décisions et enregistrements de la Commission municipale du Québec

Statistiques générales

2.1 Sommaire des décisions et enregistrements de la C.M.Q.

La Commission municipale du Québec a rendu, au cours du présent exercice financier, 8362 décisions de toutes sortes comparativement à 8 714 en 1982-1983 et à 9 494 en 1983-1984. Elle a également procédé à 1 250 enregistrements en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Sommaire des décisions et enregistrements

Nombre en			Objet
1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**	
1 094	1 144	679	Emprunts à court terme
1 421	1 505	1 702	Emprunts à long terme
68	83	110	Dépenses et emprunts temporaires pour la ville de Laval
7	10	14	Dépenses et emprunts temporaires pour la ville de Sainte-Foy
866	753	673	Appropriations à des fins d'immobilisations pour la ville de Montréal
170	243	166	Fonds et programmes de subvention créés ou modifiés en vertu de la Loi visant à promouvoir la construction domiciliaire
980	1 330	1 075	Engagements de crédits
558	577	479	Fonds de roulement
13	10	3	Fonds industriels
1 258	1 523	1 506	Dispositions d'immeubles et de biens meubles
143	139	107	Utilisations de soldes disponibles
59	54	48	Énumérations abrégées
83	167	110	Régimes de rente de retraite
1 225	1 247	1 007	Modifications de règlements d'emprunt et de fonds de subvention
164	162	121	Autres modifications ou abrogations de résolutions ou règlements
92	91	46	Appropriations d'un pourcentage budgétaire
17	25	21	Cautionnements
—	—	1 250	Aménagement et urbanisme (enregistrements)
212	194	240	Décisions sur requêtes
109	192	186	Résolutions administratives
102	45	69	Résolutions et approbations diverses
8 714	**9 494**	**9 612**	**Total global**

Chapitre 3
Statistiques générales

Note

Dans le présent chapitre, les « catégories » suivantes seront utilisées à des fins statistiques seulement :

1. Municipalités locales régies par le Code municipal
3. Municipalités de cités et de villes régies par la Loi sur les cités et villes
4. Communautés urbaines ou régionale
5. Commissions de transport et Corporations municipales ou intermunicipales de transport
7. Municipalités régionales de comté (M.R.C.)
8. Régies intermunicipales
9. Autres

3.1 Emprunts à court terme et à long terme

Relevés des emprunts et renouvellements d'emprunts temporaires approuvés par la C.M.Q. par catégorie

Nouveaux emprunts

Catégorie	Nombre			Montant		
	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983 $	1983-1984 $	1984-1985 $
1	346	554	262	34 809 528	38 025 873	42 303 478
3	391	298	270	252 921 160	170 088 166	231 879 026
4	10	7	2	16 680 242	54 008 975	201 600
5	30	24	15	210 672 331	266 489 584	157 932 900
7	48	54	20	1 823 974	2 815 703	1 341 028
8	4	3	4	4 796 800	942 000	3 200 183
Total global	**829**	**940**	**573**	**521 704 035**	**532 370 301**	**436 858 215**

Renouvellements d'emprunts

1	38	39	30	4 455 482	6 051 065	5 816 823
3	183	136	61	142 749 560	132 138 983	73 286 727
4	2	—	—	43 552 819	—	—
5	28	15	4	191 199 206	30 274 770	30 938 805
7	10	12	10	829 726	406 651	434 301
8	4	2	1	2 574 000	1 845 800	495 000
Total global	**265**	**204**	**106**	**385 360 793**	**170 717 269**	**110 971 656**

Détails des emprunts temporaires approuvés par la C.M.Q.

Fins — Catégories 1 et 3

	Nombre			Montant		
	1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**	**1982-1983 $**	**1983-1984 $**	**1984-1985 $**
1. À des fins d'administration	188	166	78	29 254 121	15 731 575	4 810 563
2. En attendant la vente d'obligations	458	360	370	247 526 667	174 561 447	264 593 726
3. En attendant le versement de subventions	91	326	84	10 949 900	17 821 017	4 778 215
4. À d'autres fins	—	—	—	—	—	—
Total	**737**	**852**	**532**	**287 730 688**	**208 114 039**	**274 182 504**

Fins — Catégories 4 et 5

	Nombre			Montant		
	1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**	**1982-1983 $**	**1983-1984 $**	**1984-1985 $**
1. À des fins d'administration	21	21	9	196 520 926	274 098 805	153 700 000
2. En attendant la vente d'obligations	19	10	8	30 831 647	46 399 754	4 434 500
3. En attendant le versement de subventions	—	—	—	—	—	—
4. À d'autres fins	—	—	—	—	—	—
Total	**40**	**31**	**17**	**227 352 573**	**320 498 559**	**158 134 500**

Fins — Catégorie 7

	Nombre			Montant		
	1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**	**1982-1983 $**	**1983-1984 $**	**1984-1985 $**
1. À des fins d'administration	43	34	16	1 555 531	1 694 494	1 085 869
2. En attendant la vente d'obligations	1	—	—	100 500	—	—
3. En attendant le versement de subventions	4	20	4	167 943	1 121 209	255 159
4. À d'autres fins	—	—	—	—	—	—
Total	**48**	**54**	**20**	**1 823 974**	**2 815 703**	**1 341 028**

Fins — Catégorie 8

	Nombre			Montant		
	1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**	**1982-1983 $**	**1983-1984 $**	**1984-1985 $**
1. À des fins d'administration	1	1	1	300 000	375 000	50 000
2. En attendant la vente d'obligations	3	2	3	4 496 800	567 000	3 150 183
3. En attendant le versement de subventions	—	—	—	—	—	—
4. À d'autres fins	—	—	—	—	—	—
Total	**4**	**3**	**4**	**4 796 800**	**942 000**	**3 200 183**

Fins — Catégories 1 à 8

	Nombre			Montant		
	1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**	**1982-1983 $**	**1983-1984 $**	**1984-1985 $**
1. À des fins d'administration	253	222	104	227 630 578	291 899 874	159 646 432
2. En attendant la vente d'obligations	481	372	381	282 955 614	221 528 201	272 178 409
3. En attendant le versement de subventions	95	346	88	11 117 843	18 942 226	5 033 374
4. À d'autres fins	—	—	—	—	—	—
Total global	**829**	**940**	**573**	**521 704 035**	**532 370 301**	**436 858 215**

Détails des renouvellements d'emprunts temporaires approuvés par la C.M.Q.

Fins — Catégories 1 et 3

	Nombre			Montant		
	1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**	**1982-1983 $**	**1983-1984 $**	**1984-1985 $**
1. À des fins d'administration	19	13	13	11 628 896	7 179 901	5 555 427
2. En attendant la vente d'obligations	196	150	75	135 100 067	129 793 729	73 457 251
3. En attendant le versement de subventions	6	12	3	476 079	1 216 418	90 872
4. À d'autres fins	—	—	—	—	—	—
Total	**221**	**175**	**91**	**147 205 042**	**138 190 048**	**79 103 550**

Fins — Catégories 4 et 5

	Nombre			Montant		
	1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**	**1982-1983 $**	**1983-1984 $**	**1984-1985 $**
1. À des fins d'administration	24	14	4	188 928 216	21 174 770	30 938 805
2. En attendant la vente d'obligations	6	1	—	45 823 809	9 100 000	—
3. En attendant le versement de subventions	—	—	—	—	—	—
4. À d'autres fins	—	—	—	—	—	—
Total	**30**	**15**	**4**	**234 752 025**	**30 274 770**	**30 938 805**

Fins — Catégorie 7

	Nombre			Montant		
	1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**	**1982-1983 $**	**1983-1984 $**	**1984-1985 $**
1. À des fins d'administration	10	5	5	829 726	130 908	259 500
2. En attendant la vente d'obligations	—	—	—	—	—	—
3. En attendant le versement de subventions	—	7	5	—	275 743	174 801
4. À d'autres fins	—	—	—	—	—	—
Total	**10**	**12**	**10**	**829 726**	**406 651**	**434 301**

Fins — Catégorie 8

	Nombre			Montant		
	1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**	**1982-1983 $**	**1983-1984 $**	**1984-1985 $**
2. En attendant la vente d'obligations	4	2	1	2 574 000	1 845 800	495 000
Total	4	2	1	2 574 000	1 845 800	495 000

Fins — Catégories 1 à 8

	Nombre			Montant		
	1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**	**1982-1983 $**	**1983-1984 $**	**1984-1985 $**
1. À des fins d'administration	53	32	22	201 386 838	28 485 579	36 753 732
2. En attendant la vente d'obligations	206	153	76	183 497 876	140 739 529	73 952 251
3. En attendant le versement de subventions	6	19	8	476 079	1 492 161	265 673
4. À d'autres fins	—	—	—	—	—	—
Total global	**265**	**204**	**106**	**385 360 793**	**170 717 269**	**110 971 656**

Relevés des emprunts à long terme approuvés par la C.M.Q. par catégorie

Par émissions d'obligations

	Nombre			Montant		
	1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**	**1982-1983 $**	**1983-1984 $**	**1984-1985 $**
1	219	200	280	47 995 794	40 962 301	62 262 161
3	966	1 092	1 192	470 886 913	548 396 300	607 968 662
4	9	11	9	29 193 714	469 363 000	39 362 000
5	16	12	10	102 571 300	31 712 200	42 545 000
7	1	1	—	200 000	200 000	—
8	4	6	4	4 349 000	2 857 060	12 666 723
9	27	1	18	2 901 196	114 000	5 650 393
Total	**1 242**	**1 323**	**1 513**	**658 097 917**	**1 093 604 861**	**770 454 939**

Par émissions de billets

1	175	174	180	8 763 573	11 815 832	11 201 908
3	2	—	—	122 000	—	—
4	—	—	—	—	—	—
5	—	—	1	—	—	200 000
7	2	5	6	102 198	528 000	1 843 612
8	—	3	2	—	901 000	402 838
Total	**179**	**182**	**189**	**8 987 771**	**13 244 832**	**13 648 358**

Obligations et billets

	Nombre			Montant		
	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983 $	1983-1984 $	1984-1985 $
1	394	374	460	56 759 367	52 778 133	73 464 069
3	968	1 092	1 192	471 008 913	548 396 300	607 968 662
4	9	11	9	29 193 714	469 363 000	39 362 000
5	16	12	11	102 571 300	31 712 200	42 745 000
7	3	6	6	302 198	728 000	1 843 612
8	4	9	6	4 349 000	3 758 060	13 069 561
9	27	1	18	2 901 196	114 000	5 650 393
Total global	**1 421**	**1 505**	**1 702**	**667 085 688**	**1 106 849 693**	**784 103 297**

Détails des emprunts à long terme approuvés par la C.M.Q. (O + B)*

Catégorie 1

Objet des emprunts	Nombre			Montant		
	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983 $	1983-1984 $	1984-1985 $
1. Acquisitions de terrains						
a) pour services municipaux	1	12	3	11 030	686 705	127 400
b) à des fins industrielles	4	—	—	137 000	—	—
c) pour parcs municipaux	1	4	—	7 500	160 525	—
d) à d'autres fins	—	2	1	—	40 592	99 000
2. Machinerie, équipement, véhicules, ameublement	44	41	49	2 170 342	1 848 205	2 692 636
3. Installations, réfections de services municipaux	223	197	311	47 266 600	40 891 347	64 518 394
4. Bâtiments à des fins administratives	23	31	16	1 455 250	3 944 325	608 402
5. Bâtiments à des fins récréatives ou culturelles	15	27	17	915 181	1 717 604	2 094 727
7. Améliorations de quartiers	—	—	—	—	—	—
8. Honoraires professionnels à des fins d'évaluation	15	4	4	942 372	183 580	162 400
9. Autres honoraires professionnels	19	24	23	860 352	1 603 694	1 223 250
10. Créations ou augmentations de fonds de roulement	—	1	—	—	115 000	—
11. Consolidations de dettes ou de déficits	15	8	6	1 744 845	519 993	618 313
12. Frais de refinancement	29	13	24	404 284	203 650	624 600
13. À d'autres fins	5	10	6	844 611	862 913	694 947
Total	**394**	**374**	**460**	**56 759 367**	**52 778 133**	**73 464 069**

* (O + B) obligations et billets.

Catégorie 3

Objet des emprunts	Nombre			Montant		
	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983 $	1983-1984 $	1984-1985 $
1. Acquisitions de terrains						
a) pour services municipaux	29	37	44	6 529 700	11 665 300	14 273 534
b) à des fins industrielles	16	8	8	4 318 450	804 100	1 028 000
c) pour parcs municipaux	5	12	9	418 000	1 408 736	1 649 600
d) à d'autres fins	3	4	1	86 900	1 007 000	1 200 000
2. Machinerie, équipement, véhicules, ameublement	44	48	61	11 619 045	7 829 938	18 462 091
3. Installations, réfections de services municipaux	543	638	738	382 165 650	444 496 639	470 736 904
4. Bâtiments à des fins administratives	50	46	37	9 227 522	10 543 270	14 933 918
5. Bâtiments à des fins récréatives ou culturelles	115	129	138	23 331 033	31 110 441	48 188 194
7. Améliorations de quartiers	4	16	2	1 497 192	5 367 961	950 000
8. Honoraires professionnels à des fins d'évaluation	3	—	—	396 000	—	—
9. Autres honoraires professionnels	60	52	55	13 287 212	16 760 195	14 631 845
10. Créations ou augmentations de fonds de roulement	3	4	3	765 000	450 000	305 000
11. Consolidations de dettes ou de déficits	12	11	2	4 823 315	5 345 628	1 062 000
12. Frais de refinancement	56	37	62	2 825 090	1 024 140	3 382 524
13. À d'autres fins	25	50	32	9 718 804	10 582 952	17 165 052
Total	**968**	**1 092**	**1 192**	**471 008 913**	**548 396 300**	**607 968 662**

Catégorie 4

Objet des emprunts	Nombre			Montant		
	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983 $	1983-1984 $	1984-1985 $
1. Acquisitions de terrains						
a) pour services municipaux	—	1	1	—	200 000	235 000
b) à des fins industrielles	1	—	—	100 000	—	—
c) pour parcs municipaux	—	—	—	—	—	—
d) à d'autres fins	—	—	1	—	—	152 000
2. Machinerie, équipement, véhicules, ameublement	—	1	—	—	250 000	—
3. Installations, réfections de services municipaux	4	8	4	26 186 750	466 438 000*	15 905 000
4. Bâtiments à des fins administratives	—	1	—	—	2 475 000	—
5. Bâtiments à des fins récréatives ou culturelles	—	—	1	—	—	2 880 000
8. Honoraires professionnels à des fins d'évaluation	—	—	—	—	—	—
9. Autres honoraires professionnels	3	—	1	1 906 964	—	72 000

* Incluant 450 millions pour le traitement des eaux usées de la C.U.M.

Catégorie 4 (suite)

Objet des emprunts	Nombre			Montant		
	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983 $	1983-1984 $	1984-1985 $
11. Consolidations de dettes ou de déficits	—	—	—	—	—	—
12. Frais de refinancement	—	—	—	—	—	—
13. À d'autres fins	1	—	1	1 000 000	—	20 118 000
Total	**9**	**11**	**9**	**29 193 714**	**469 363 000**	**39 362 000**

Catégorie 5

Objet des emprunts	Nombre			Montant		
	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983 $	1983-1984 $	1984-1985 $
1. Acquisitions de terrains						
a) pour services municipaux	—	—	—	—	—	—
b) à des fins industrielles	—	—	—	—	—	—
c) pour parcs municipaux	—	—	—	—	—	—
d) à d'autres fins	1	—	1	110 000	—	320 000
2. Machinerie, équipement, véhicules, ameublement	10	7	5	95 648 000	7 244 200	23 854 000
4. Bâtiments à des fins administratives	2	3	4	5 064 000	22 728 000	12 571 000
12. Frais de refinancement	—	—	—	—	—	—
13. À d'autres fins	3	2	1	1 749 300	1 740 000	6 000 000
Total	**16**	**12**	**11**	**102 571 300**	**31 712 200**	**42 745 000**

Catégorie 7

Objet des emprunts	Nombre			Montant		
	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983 $	1983-1984 $	1984-1985 $
2. Machinerie, équipement, véhicules, ameublement	—	1	—	—	30 000	—
3. Services municipaux	2	1	—	232 198	90 000	—
4. Bâtiments à des fins administratives	1	3	5	70 000	593 000	1 623 612
8. Honoraires professionnels à des fins d'évaluation	—	1	1	—	15 000	220 000
Total	**3**	**6**	**6**	**302 198**	**728 000**	**1 843 612**

Régie des rentes du Québec
Bibliothèque

Catégorie 8

Objet des emprunts	Nombre			Montant		
	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983 $	1983-1984 $	1984-1985 $
2. Machinerie, équipement, véhicules, ameublement	—	—	—	—	—	—
3. Installations, réfections de services municipaux	4	5	3	4 349 000	2 711 060	7 666 723
4. Bâtiments à des fins administratives	—	—	—	—	—	—
5. Bâtiments à des fins récréatives ou culturelles	—	1	—	—	106 000	—
9. Autres honoraires professionnels	—	3	3	—	941 000	5 402 838
13. À d'autres fins	—	—	—	—	—	—
Total	**4**	**9**	**6**	**4 349 000**	**3 758 060**	**13 069 561**

Catégorie 9

Objet des emprunts	Nombre			Montant		
	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983 $	1983-1984 $	1984-1985 $
2. Machinerie, équipement, véhicules, ameublement	18	—	1	1 349 461	—	745 375
3. Installations, réfections de services municipaux	1	—	1	65 000	—	162 500
4. Bâtiments à des fins administratives	4	—	3	352 859	—	3 987 518
5. Bâtiments à des fins récréatives ou culturelles	1	—	—	726 700	—	—
9. Autres honoraires professionnels	—	1	—	—	114 000	—
13. À d'autres fins	3	—	13	407 176	—	755 000
Total	**27**	**1**	**18**	**2 901 196**	**114 000**	**5 650 393**

Catégories 1 à 9

Objet des emprunts	Nombre			Montant		
	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983 $	1983-1984 $	1984-1985 $
1. Acquisitions de terrains						
a) pour services municipaux	30	50	48	6 540 730	12 552 005	14 635 934
b) à des fins industrielles	21	8	8	4 555 450	804 100	1 028 000
c) pour parcs municipaux	6	16	9	425 500	1 569 261	1 649 600
d) à d'autres fins	4	6	4	196 900	1 047 592	1 771 000
2. Machinerie, équipement, véhicules, ameublement	116	98	116	110 786 848	17 202 343	45 754 102
3. Installations, réfections de services municipaux	776	849	1 057	460 233 000	954 627 046	558 989 521
4. Bâtiments à des fins administratives	80	84	65	16 169 631	40 283 595	33 724 450
5. Bâtiments à des fins récréatives ou culturelles	131	157	156	24 972 914	32 934 045	53 162 921
7. Améliorations de quartiers	4	16	2	1 497 192	5 367 961	950 000
8. Honoraires professionnels à des fins d'évaluation	19	5	5	1 370 570	198 580	382 400
9. Autres honoraires professionnels	86	80	82	16 836 004	19 418 889	21 329 933
10. Créations ou augmentations de fonds de roulement	3	5	3	765 000	565 000	305 000
11. Consolidations de dettes ou de déficits	27	19	8	6 568 160	5 865 621	1 680 313
12. Frais de refinancement	85	50	86	3 229 374	1 227 790	4 007 124
13. À d'autres fins	33	62	53	12 938 415	13 185 865	44 732 999
Total	**1 421**	**1 505**	**1 702**	**667 085 688**	**1 106 849 693**	**784 103 297**

3.2 Dépenses et emprunts temporaires pour Laval et Sainte-Foy et appropriations à des fins d'immobilisations (Montréal)

Dépenses et emprunts temporaires approuvés par la C.M.Q. pour la ville de Laval (L.Q. 1971, c. 99, a. 19)

Nombre			Dépenses			Emprunts temporaires		
1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983	1983-1984	1984-1985
68	83	110	14 707 300 $	22 649 900 $	28 353 300 $	13 943 090 $	20 429 167 $	27 124 300 $

Dépenses et emprunts temporaires approuvés par la C.M.Q. pour la ville de Sainte-Foy (L.Q. 1973, c. 84, a. 10 et L.Q. 1976, c. 56, a. 26)

Nombre			Dépenses			Emprunts temporaires		
1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983	1983-1984	1984-1985
7	10	14	1 457 000 $	8 733 000 $	5 508 000 $	1 338 600 $	8 427 860 $	5 042 991 $

Appropriations à des fins d'immobilisations pour la ville de Montréal

Nombre			Montant		
1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983	1983-1984	1984-1985
866	753	673	136 054 197 $	126 256 802 $	247 284 256 $

3.3 Fonds et programmes de subvention

Les articles 10, 11 et 12 de la Loi visant à promouvoir la construction domiciliaire (L.R.Q., c. C-64.01) se lisent comme suit:

« 10. Une municipalité, autre qu'une municipalité de comté ou une municipalité régionale de comté, peut, par règlement, constituer un fonds de subvention pour promouvoir la construction ou la rénovation domiciliaires.

Les deniers requis pour ce fonds peuvent provenir d'emprunts ou être pris sur le fonds général de la municipalité ou sur le fonds spécial visé au paragraphe 8° du deuxième alinéa de l'article 115 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1).

11. La municipalité adopte, par règlement, un programme de subvention qui détermine le montant et les conditions d'octroi des subventions ainsi que les modalités d'application du programme.

12. Un règlement adopté aux fins de l'article 10 ou en vertu de l'article 11 ne requiert que l'approbation du ministre des Affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.

Ce règlement entre en vigueur conformément à la loi qui régit la municipalité. »

En cours d'exercice, la Commission municipale du Québec a approuvé 166 règlements de création ou de modification concernant un fonds et un programme de subvention.

Au 31 décembre 1984, 279 municipalités avaient un tel fonds de subvention formant un total global d'environ cinquante millions.

3.4 Engagements de crédits

Le deuxième alinéa de l'article 27 de la Loi sur la Commission municipale stipule que toute convention par laquelle une corporation municipale engage son crédit doit, pour la lier, être autorisée au préalable par la Commission, sauf s'il s'agit d'une convention qui l'oblige au paiement d'honoraires pour services professionnels ou d'une convention concernant un acte d'administration courante pour une période n'excédant pas douze mois.

Relevé du nombre des engagements de crédits approuvés par la C.M.Q.

Objet	Cat. 1 et 7			Cat. 3			Cat. 4-8-9			Total		
	82-83	83-84	84-85	82-83	83-84	84-85	82-83	83-84	84-85	82-83	83-84	84-85
1. Terrains	15	19	15	8	26	14	—	—	—	23	45	29
2. Bâtiments	11	9	10	12	22	8	9	—	—	32	31	18
3. Machinerie, équipement véhicules, ameublement	14	52	31	49	67	59	2	2	—	65	121	90
4. Autres acquisitions ou locations	—	—	—	15	19	13	—	—	—	15	19	13
5. Déneigement	179	190	152	75	81	65	—	—	—	254	271	217
6. Déchets (incluant ententes)	123	178	121	68	59	54	2	—	1	193	237	176
7. Loisirs et culture (incluant ententes)	109	135	67	15	13	6	—	—	1	124	148	74
8. Police et protection contre l'incendie (incluant ententes)	29	35	44	14	24	21	—	—	—	43	59	65
9. Autres contrats ou ententes de services	56	137	127	166	243	259	—	4	3	222	384	389
10. Divers	2	4	1	7	11	3	—	—	—	9	15	4
Total global	**538**	**759**	**568**	**429**	**565**	**502**	**13**	**6**	**5**	**980**	**1 330**	**1 075**

3.5 Fonds de roulement

L'article 1094 du Code municipal et l'article 569 de la Loi sur les cités et villes permettent aux municipalités d'adopter des règlements pour créer ou augmenter un fonds de roulement.

Au 31 décembre 1984, 119 municipalités régies par le Code municipal et 181 municipalités régies par la Loi sur les cités et villes avaient un fonds de roulement; ces fonds totalisaient environ trois cent vingt-cinq millions dont deux cent cinquante millions pour la ville de Montréal.

Relevé des emprunts au fonds de roulement approuvés par la C.M.Q. (1977-1978 à 1984-1985)

Catégories 1 et 7

	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983	1983-1984	1984-1985
1. Administration	1	2	4	8	11	10	17	4
2. Acquisitions de biens meubles ou immeubles	2	3	2	3	17	15	19	15
3. À des fins d'évaluation	—	—	2	3	2	2	—	1
4. Honoraires professionnels	1	—	—	—	1	1	—	—
5. Travaux	—	—	1	7	7	14	11	15
6. À d'autres fins	1	1	1	—	5	8	4	4
Total	**5**	**6**	**10**	**21**	**43**	**50**	**51**	**39**

Catégorie 3

1. Administration	11	5	11	15	19	18	14	3
2. Acquisitions de biens meubles ou immeubles	228	323	321	321	345	306	325	272
3. À des fins d'évaluation	8	5	7	6	8	15	5	5
4. Honoraires professionnels	11	4	14	8	13	4	11	3
5. Travaux	82	79	49	104	97	103	113	100
6. À d'autres fins	10	8	30	13	7	6	17	7
Total	**350**	**424**	**432**	**467**	**489**	**452**	**485**	**390**

Catégories 1, 7 et 3

1. Administration	12	7	15	23	30	28	31	7
2. Acquisitions de biens meubles ou immeubles	230	326	323	324	362	321	344	287
3. À des fins d'évaluation	8	5	9	9	10	17	5	6
4. Honoraires professionnels	12	4	14	8	14	5	11	3
5. Travaux	82	79	50	111	104	117	124	115
6. À d'autres fins	11	9	31	13	12	14	21	11
Total global	**355**	**430**	**442**	**488**	**532**	**502**	**536**	**429**

3.6 Fonds industriels

Loi sur les fonds industriels (L.R.Q., c. F-4)*

« Les dispositions de la présente loi ont effet à l'encontre de toute disposition inconciliable (S.R. 1964, c. 175, a. 1).

Toute corporation municipale est autorisée à constituer un fonds industriel d'un montant déterminé par le ministre des Affaires municipales (M.A.M.) avec l'assentiment du ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, pourvu que le règlement municipal décrétant la constitution de ce fonds reçoive toutes les approbations requises pour les règlements d'emprunt par la loi qui régit la municipalité (S.R. 1964, c. 175, a. 2; 1979, c. 77, a. 27). »

— La Commission municipale du Québec (C.M.Q.) a donné une approbation relativement à la création d'un fonds industriel au cours de 1984-1985, comparativement à sept en 1982-1983 et à cinq en 1983-1984.

— La C.M.Q. a également donné son approbation à deux demandes de soustraction de terrains à l'application des articles 5 à 8 de la Loi sur les fonds industriels (L.R.Q., c. F-4, a. 10), comparativement à six en 1982-1983 et à cinq en 1983-1984.

En vertu de la Loi sur les fonds industriels (L.R.Q., c. F-4, a. 2), les municipalités suivantes ont reçu l'approbation de la C.M.Q. et du M.A.M. pour créer ou augmenter un fonds industriel:

* Remplacée par la Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.Q. 1984, c. 10)

Relevé des approbations données concernant les fonds industriels en 1982-1983

Municipalités	Fonds créé par le règlement	Valeur du fonds au 31 mars 1982	Fonds créé (C) ou augmenté (A) par le règlement Numéro	Adopté le	(C) ou (A)	Valeur du fonds au 31 mars 1983	Date d'approbation du règlement par:	
		$				$	la C.M.Q.	le M.A.M.
Amqui	129	100 000	230-82	82-06-23	A	300 000	82-11-17	82-11-19
Anjou	198	2 500 000	1307-A	82-06-29	A	2 825 000	82-09-10	82-09-15
Bois-des-Filion	—	—	409	82-04-05	C	500 000	82-07-08	82-07-12
Granby	386	1 750 000	1406-82	82-03-01	A	2 310 000	82-05-21	82-05-26
Haute-Mauricie, s.d.	29-80	50 000	60-82	82-04-27	A	100 000	82-09-07	82-09-09
La Sarre	13-81	50 000	11-82	82-09-07	A	200 000	82-11-18	82-11-23
Varennes	—	—	259	82-06-15	C	1 000 000	82-11-01	82-11-03

Relevé des approbations données concernant les fonds industriels en 1983-1984

Municipalités	Fonds créé par le règlement	Valeur du fonds au 31 mars 1983	Fonds créé (C) ou augmenté (A) par le règlement Numéro	Adopté le	(C) ou (A)	Valeur du fonds au 31 mars 1984	Date d'approbation du règlement par:	
		$				$	la C.M.Q.	le M.A.M.
Anjou	198	2 825 000	1330	83-08-30	A	3 325 000	84-01-11	83-12-09
La Pocatière	21*	100 000	16-83	83-05-24	C	725 000	83-09-06	83-09-08
Normandin	—	—	036-83	83-12-05	C	100 000	84-03-02	84-03-02
Princeville	232	50 000	369-83	83-03-15	A	150 000	83-05-18	83-05-19
Shawinigan	996	1 000 000	1820	83-03-07	A	2 000 000	83-05-09	83-05-11

* Ce règlement a été abrogé.

Approbation donnée concernant les fonds industriels en 1984-1985

Municipalités	Fonds créé par le règlement	Valeur du fonds au 31 mars 1984	Fonds créé (C) ou augmenté (A) par le règlement Numéro	Adopté le	(C) ou (A)	Valeur du fonds au 31 mars 1985	Date d'approbation du règlement par:	
		$				$	la C.M.Q.	le M.A.M.
Mirabel	—	—	284	84-03-20	C	1 500 000	84-05-17	84-05-22

3.7 Dispositions d'immeubles et de biens meubles

Le sous-paragraphe 2 du paragraphe 1 de l'article 28 de la Loi sur les cités et villes permet aux municipalités régies par cette loi de disposer de gré à gré de leurs immeubles et de certains biens meubles avec l'autorisation de la Commission municipale.

Le paragraphe 1° de l'article 6 du Code municipal permet ces dispositions avec la même obligation.

Relevé des dispositions de biens meubles ou immeubles approuvées par la C.M.Q.

Nature des approbations	Catégories 1 et 7			Catégorie 3			Autres catégories			Total		
	82-83	83-84	84-85	82-83	83-84	84-85	82-83	83-84	84-85	82-83	83-84	84-85
1. Ventes	28	34	28	182	254	45	1	—	—	211	288	73
2. Ventes (L.p.t.a.)*	137	198	196	572	642	892	1	1	—	710	841	1 088
3. Échanges	9	8	3	7	7	4	—	—	—	16	15	7
4. Échanges (L.p.t.a.)	18	25	17	68	85	89	—	—	—	86	110	106
5. Cessions	2	1	6	7	2	5	3	—	—	12	3	11
6. Cessions (L.p.t.a.)	13	15	16	23	35	24	—	—	—	36	50	40
7. Rétrocessions	2	1	1	1	3	—	—	1	—	3	5	1
8. Rétrocessions (L.p.t.a.)	17	15	8	19	21	29	—	—	—	36	36	37
9. Baux emphytéotiques	—	—	—	2	2	3	—	—	—	2	2	3
10. Baux emphytéotiques (L.p.t.a.)	1	5	6	8	12	12	—	—	—	9	17	18
11. Servitudes	4	—	1	8	7	4	—	—	—	12	7	5
12. Servitudes (L.p.t.a.)	8	9	10	24	51	41	—	—	—	32	60	51
13. Pour la ville de Vanier	—	—	—	9	—	—	—	—	—	9	—	—
14. Autres dispositions	17	13	14	64	60	49	—	1	—	81	74	63
15. Autres dispositions (L.p.t.a.)	1	—	1	2	15	2	—	--	—	3	15	3
Total global	**257**	**324**	**307**	**996**	**1 196**	**1 199**	**5**	**3**	**—**	**1 258**	**1 523**	**1 506**

* Approbations de la C.M.Q. dans lesquelles on retrouve une mention concernant la Loi sur la protection du territoire agricole (L.p.t.a.).

3.8 Utilisations de soldes disponibles

La section IV de la Loi sur les dettes et emprunts municipaux et scolaires permet aux municipalités d'utiliser à d'autres fins les soldes disponibles des règlements d'emprunts.

Relevé des règlements d'utilisation de soldes disponibles approuvés par la C.M.Q.

Catégorie (s)	Nombre			Montant		
	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983 $	1983-1984 $	1984-1985 $
1	30	30	17	568 303	424 237	552 358
3	113	105	82	9 452 067	10 443 602	7 045 212
4, 5 et 9	—	4	8	—	2 981 452	341 204
Total global	**143**	**139**	**107**	**10 020 370**	**13 849 291**	**7 938 774**

3.9 Énumérations abrégées

La Commission municipale a autorisé l'énumération abrégée d'immeubles à des fins de vente pour défaut de paiement de taxes en vertu de l'article 513 de la Loi sur les cités et villes et en vertu de l'article 1027 du Code municipal.

Relevé des énumérations abrégées approuvées par la C.M.Q.

Catégories 1 et 7			Catégorie 3			Total		
Nombre			Nombre					
1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983	1983-1984	1984-1985
11	12	7	47	41	41	58	53	48

La C.M.Q. a également donné son approbation à une demande d'enchère par une municipalité lors d'une vente pour non-paiement de taxes au cours de 1984-1985.

3.10 Régimes de rente de retraite

Le paragraphe 8 de l'article 464 de la Loi sur les cités et villes ainsi que les articles 704 à 706 du Code municipal permettent aux municipalités d'établir un régime de retraite pour leurs fonctionnaires et employés à plein temps.

Relevé des approbations de la C.M.Q. relatives à l'établissement ou à la modification de régimes de rente de retraite

Catégories 1 et 7			Catégorie 3			Total		
Nombre			Nombre					
1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983	1983-1984	1984-1985
6	24	11	77	143	99	83	167	110

3.11 Modifications de règlements d'emprunt et de fonds de subvention

Relevé des modifications de règlements d'emprunt (et de fonds et programme de subvention) approuvées par la C.M.Q.

Nature des modifications	Catégories 1 et 7			Catégorie 3			Catégories 4-5-8-9			Total		
	82-83	83-84	84-85	82-83	83-84	84-85	82-83	83-84	84-85	82-83	83-84	84-85
1. Faisant suite à une demande de la C.M.Q. ou du M.A.M. avant l'approbation finale	270	240	198	347	483	363	8	18	12	625	741	573
2. Relativement aux conditions de l'émission et de la vente des obligations et billets (a. 564 et 1076)	212	132	145	291	265	228	18	16	6	521	413	379
3. En vertu de l'article 1077 du Code municipal	39	41	19	—	—	—	—	—	—	39	41	19
4. En vertu de l'article 565 de la Loi sur les cités et villes	—	—	—	40	52	36	—	—	—	40	52	36
Total global	**521**	**413**	**362**	**678**	**800**	**627**	**26**	**34**	**18**	**1 225**	**1 247**	**1 007**

3.12 Autres modifications ou abrogations de résolutions ou règlements

Relevé des autres modifications ou abrogations de résolutions ou de règlements approuvées par la C.M.Q.*

	Catégorie 1			Catégorie 3			Total		
	Nombre			Nombre					
	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1982-1983	1983-1984	1984-1985
Modifications	31	36	26	102	97	71	133	133	97
Abrogations	10	5	4	21	24	20	31	29	24
Total global	**41**	**41**	**30**	**123**	**121**	**91**	**164**	**162**	**121**

* Concernant des approbations pour engagements de crédits, emprunts au fonds de roulement, dispositions d'immeubles, etc.

3.13 Appropriations d'un pourcentage budgétaire

Les articles 28.2 et 467 de la Loi sur les cités et villes ainsi que les articles 8 et 525 du Code municipal permettent aux municipalités qui reçoivent, au préalable, l'approbation de la Commission municipale du Québec et du ministre des Affaires municipales, d'accorder des subventions pour un montant total n'excédant pas le pourcentage budgétaire approuvé aux fins énumérées dans ces articles.

Ces fins sont les suivantes:

a. 28.2 et a. 8

a) aider à la création et à la poursuite, dans la municipalité et ailleurs, d'oeuvres de bienfaisance, d'éducation, de culture scientifique, artistique ou littéraire, de formation de la jeunesse et généralement de toute initiative de bien-être social de la population;

b) aider à l'organisation de centres de loisirs et de lieux publics de sport et de récréation;

c) fonder et maintenir des organismes d'initiative industrielle, commerciale ou touristique ou aider à leur fondation et à leur maintien;

d) accorder des subventions à des institutions, sociétés ou corporations vouées à la poursuite de fins ci-dessus mentionnées;

e) confier à des institutions, sociétés ou corporations sans but lucratif l'organisation et la gestion, pour le compte de la corporation municipale, d'activités ou organismes mentionnés aux sous-paragraphes b et c du présent paragraphe, et, à cette fin, passer avec elles des contrats et leur accorder les fonds nécessaires.

a. 467 et a. 525

« Le conseil » ou « toute corporation locale » peut, par règlement, accorder à toute compagnie ou personne détenant un permis de la Commission des transports du Québec pour l'exploitation d'un service d'autobus dans la municipalité ou y faisant le transport des personnes handicapées une subvention annuelle dont le montant ne doit pas excéder le pourcentage budgétaire approuvé préalablement par le ministre des Affaires municipales et la Commission municipale du Québec. Cette approbation est valable aussi longtemps qu'elle n'est pas révoquée.

Relevé des appropriations budgétaires approuvées par la C.M.Q.

	Nombre		
	1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**
Catégories 1 et 7 (a. 8 et a. 525)	73	69	34
Catégorie 3 (a. 28.2 et a. 467)	19	22	12
Total global	**92**	**91**	**46**

3.14 Cautionnements

Les articles 28.3 de la Loi sur les cités et villes et 9 du Code municipal permettent aux municipalités, avec l'autorisation préalable du ministre des Affaires municipales et de la Commission municipale du Québec, de se porter caution d'une institution, société ou corporation dont le but est l'organisation d'un centre de loisirs ou d'un lieu public de sport et de récréation ou qui est vouée à l'initiative industrielle, commerciale ou touristique, ou dont le but est d'organiser et favoriser l'activité physique et culturelle par les résidents de la municipalité.

Relevé des cautionnements approuvés par la C.M.Q.

	Nombre		
	1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**
Catégories 1 et 7 (a. 9)	7	16	7
Catégorie 3 (a. 28.3)	10	9	14
Total global	**17**	**25**	**21**

Chapitre 4
Aménagement et urbanisme

4.1 Modifications législatives

Le 20 juin 1984 entrait en vigueur la loi qui confère à la Commission municipale les responsabilités initialement dévolues à la Commission nationale de l'aménagement par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

4.2 Mandats de la Commission

La Commission a essentiellement deux mandats principaux conférés par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

— la Commission est la gardienne de tous les documents d'aménagement et d'urbanisme que doivent lui acheminer pour fins d'enregistrement les municipalités régionales de comté (MRC), les municipalités locales et le Gouvernement. La Commission doit tenir ces documents disponibles pour consultation et en délivrer copie, moyennant le tarif déterminé par le Gouvernement.

— la Commission doit rendre des avis de conformité entre des documents d'aménagement et d'urbanisme lorsqu'une demande en ce sens lui est adressée.

La Commission peut ainsi être appelée à émettre un avis de conformité à la demande d'une municipalité, d'un groupe de propriétaires ou de locataires, ou du ministre des Affaires municipales.

Ces demandes peuvent être formulées lorsque l'une ou l'autre des situations suivantes se présente:

— une municipalité peut demander à la Commission un avis sur la conformité aux objectifs du schéma d'aménagement de son plan d'urbanisme ou de l'un de ses règlements d'urbanisme lorsque la municipalité régionale de comté ne délivre pas, dans le délai prévu par la loi, le certificat de conformité requis pour l'entrée en vigueur de ce plan ou règlement ou, le cas échéant, de leur modification; une telle demande peut également être adressée à la Commission à l'égard d'un règlement régissant l'émission des permis de construction, visé à l'article 116 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

— lors de la modification ou de la révision du schéma d'aménagement par la municipalité régionale de comté, une municipalité ou dix propriétaires ou locataires visés par ce schéma peuvent demander à la Commission si la modification du schéma envisagée affecte les objectifs du schéma ou les dispositions du document complémentaire; cette demande peut être adressée lorsque la résolution du conseil de la municipalité régionale de comté indique que la modification envisagée n'affecte pas les objectifs du schéma d'aménagement ou les dispositions du document complémentaire;

— suite à l'entrée en vigueur d'un plan d'urbanisme ou d'une modification de ce plan, cinq propriétaires ou locataires de la municipalité peuvent demander à la Commission un avis sur la conformité au plan d'urbanisme des règlements adoptés pour la mise en oeuvre de ce plan ou de sa modification; il est à noter, toutefois, qu'une telle demande ne peut être adressée à la Commission lorsque le schéma d'aménagement est entré en vigueur. Une demande d'avis peut également être adressée à la Commission à l'égard de la conformité des règlements d'urbanisme adoptés en exécution d'un programme particulier d'urbanisme applicable au « centre-ville » ou au « secteur central » d'une municipalité, lorsque ce programme particulier est adopté avant l'adoption d'un plan d'urbanisme et avant l'entrée en vigueur d'un schéma d'aménagement.

— lors de l'adoption ou, le cas échéant, de la modification par la municipalité régionale de comté d'un règlement d'urbanisme dans un territoire non organisé, suite à l'entrée en vigueur de son schéma d'aménagement, trois propriétaires ou locataires de ce territoire peuvent demander à la Commission un avis sur la conformité de ce règlement aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire;

— enfin, le ministre des Affaires municipales peut demander un avis à la Commission sur la conformité d'une intervention gouvernementale projetée, si le conseil de la municipalité régionale de comté est d'opinion que l'intervention projetée n'est pas conforme aux objectifs du schéma d'aménagement ou aux dispositions du règlement de contrôle intérimaire.

Le ministre peut également, en vertu des pouvoirs généraux qui lui sont conférés, demander à la Commission un avis sur la conformité de tout plan ou règlement d'urbanisme ou sur la question de savoir si une modification envisagée au schéma d'aménagement affecte ses objectifs ou les dispositions du document complémentaire.

4.3 La fonction d'enregistrement

Au 31 mars 1985, la Commission avait procédé à l'enregistrement de deux mille neuf cent vingt-cinq documents d'urbanisme et d'aménagement dont mille deux cent cinquante au cours de l'exercice visé par le présent rapport.

Deux nouvelles MRC se sont engagées dans l'élaboration d'un schéma d'aménagement portant à quatre-vingt-treize le nombre de celles qui avaient entrepris l'élaboration d'un schéma d'aménagement.

Sept MRC ont déposé des propositions d'aménagement et une a déposé une version définitive de son schéma d'aménagement.

Comme pour le dernier exercice, les enregistrements relatifs aux modifications des règlements de contrôle intérimaire ont été nombreux, cent soixante-quatorze.

Le plus grand nombre d'enregistrements a été effectué pour des avis relatifs à un projet d'intervention gouvernementale, sept cent quatre-vingt documents de ce type ayant été déposés pour enregistrement au cours du présent exercice.

Dans le domaine de l'urbanisme municipal, les enregistrements ont été beaucoup moins nombreux que par les années passées. En effet, la majorité des municipalités du Québec font partie de MRC où un schéma est en voie d'élaboration.

Dans un tel contexte les plans d'urbanisme nouvellement élaborés ne peuvent être appliqués tant que la MRC concernée n'a pas adopté son schéma et confirmé la conformité du plan d'urbanisme.

Deux municipalités ont déposé des documents indiquant qu'elles entreprenaient l'élaboration d'un programme particulier d'urbanisme. Nous pouvons anticiper que ce nombre augmentera rapidement puisque de nombreuses municipalités se sont prévalues du programme du ministère des Affaires municipales relatif à la rénovation des centres-villes qui exige la préparation de tels programmes particuliers.

Sur le plan administratif, la Commission a procédé à l'acquisition d'équipements de plus grande puissance dans le but de maintenir sa capacité de réponse aux besoins grandissants d'enregistrement, d'analyse statistique et aux demandes d'informations qui en découlent.

Les possibilités qu'offre le système d'enregistrement ont été décrites dans le dernier rapport annuel de la Commission nationale de l'aménagement et elles sont maintenues par la Commission municipale du Québec.

4.4 Les avis de conformité

Comme il a été indiqué plus haut dans ce document, de nombreux recours peuvent être exercés en matière de demande d'avis de conformité à la Commission municipale.

L'état du processus de planification en matière d'aménagement et d'urbanisme comme en font foi les annexes explique le fait que la Commission n'ait été saisie au cours du dernier exercice que d'une seule demande d'avis de conformité.

La demande d'avis de conformité déposée par deux personnes visait à obtenir une décision sur la conformité de règlements d'urbanisme à un plan d'urbanisme municipal.

La Commission a procédé à l'audition des parties impliquées dans cette demande d'avis et cette demande a été renvoyée.

Tableau I

État du processus d'aménagement des MRC au 31 mars 1985

Municipalité régionale de comté	Règlement de contrôle intérimaire	Résolution élaboration d'un S.A.	Proposition préliminaire d'aménagement	Proposition d'aménagement	Orientations et projets du Gouvernement	Version définitive du S.A.	Règlement Schéma d'aménagement
Abitibi	84-02-28 ev	84-01-11					
Abitibi-Ouest	84-02-18 ev	84-03-14	84-12-12				
Acton	83-04-13 ev	82-12-15					
Antoine-Labelle	84-03-02 ev	83-12-21					
Argenteuil	84-03-22 ev	84-01-11					
Arthabaska	83-03-23 ev	82-12-08					
Avignon	83-05-12 ev	82-12-14					
Beauce-Sartigan	84-03-22 ev	84-03-22					
Beauharnois-Salaberry	83-04-15 ev	83-01-05					
Bécancour	83-03-23 ev	82-12-08	84-05-16				
Bellechasse	83-04-12 ev	82-12-15					
Bonaventure	83-05-17 ev	83-01-05					
Brome-Missisquoi	84-05-24 ev	84-06-19					
Caniapiscau	83-05-25 ev	82-12-08	85-01-15				
Champlain	83-12-20 ev	83-12-20					
Charlevoix	83-03-21 ev	82-12-08	84-01-11				
Charlevoix-Est	83-03-22 ev	82-12-13	84-01-12	85-01-28			
Coaticook	83-03-30 ev	82-12-08	84-10-17				
CRO	77-04-14 ev						78-08-09 ev
CUM	83-12-21 ev	83-12-21	84-04-25	85-02-20			
CUQ	79-04-03 ev						
D'Autray	83-04-14 ev	82-12-08	84-09-26				
Denis-Riverin	83-03-23 ev	82-12-08	85-02-21				
Desjardins	84-02-23 ev	84-02-23					
Deux-Montagnes	84-05-05 ev	84-02-29					
Drummond	83-04-13 ev	82-12-11					
Francheville	83-03-23 ev	82-11-24	84-12-12				
Joliette	83-03-24 ev	82-12-07	84-12-18				
Kamouraska	83-12-14 ev	83-12-14					
L'Amiante	83-03-21 ev	82-11-24					
L'Assomption	83-12-12 ev	83-12-12					
L'Érable	83-03-23 ev	82-12-08	84-06-13				
L'Île-d'Orléans	ev	83-12-31 éc					
L'Islet	83-03-30 ev	82-12-09	85-01-14				
L'Or-blanc	83-03-21 ev	82-12-09	84-03-01	84-06-07	84-09-10	84-11-28	
La Côte-de-Beaupré	84-01-07 ev	83-10-26					
La Côte-de-Gaspé	83-04-27 ev	82-12-10					
La Haute-Côte-Nord	83-04-27 ev	82-12-21					
La Haute-Yamaska	83-03-24 ev	82-12-09	84-12-13				
La Jacques-Cartier	84-04-03 ev	84-03-14	84-11-14				

Municipalité régionale de comté	Règlement de contrôle intérimaire	Résolution élaboration d'un S.A.	Proposition préliminaire d'aménagement	Proposition d'aménagement	Orientations et projets du Gouvernement	Version définitive du S.A.	Règlement Schéma d'aménagement
La Matapédia	83-04-07 ev	82-12-08	83-06-08	84-03-14	84-07-04		
La Mitis	83-04-14 ev	82-12-13					
La Nouvelle-Beauce	83-06-21 ev	83-06-21	84-10-16				
La Rivière-du-Nord	84-02-23 ev	83-12-21					
La Vallée-de-la-Gatineau	84-02-11 ev	83-12-14	84-08-15	84-12-12			
La Vallée-du-Richelieu	83-06-22 ev	82-12-11					
Lac-Saint-Jean-Est	83-04-27 ev	82-12-21					
Lajemmerais	83-03-23 ev	82-12-09	85-02-14				
Laval (révision)				83-03-28	83-06-28	83-12-05	85-01-24
Le Bas-Richelieu	83-05-25 ev	82-12-08	85-02-13				
Le Centre-de-la-Mauricie	83-12-22 ev	83-12-15					
Le Domaine-du-Roy	83-12-16 ev	83-12-16					
Le Fjord-du-Saguenay	84-01-31 ev	84-01-31					
Le Granit	83-04-18 ev	82-12-09	85-01-17				
Le Haut-Richelieu	83-04-12 ev	82-12-08					
Le Haut-St-François	83-04-13 ev	82-12-09	84-04-18	84-11-21	85-02-18		
Le Haut-St-Laurent	83-04-12 ev	82-12-10					
Le Haut-St-Maurice	83-04-07 ev	82-12-08	84-11-28				
Le Val-St-François	83-04-12 ev	82-12-08					
Les Basques	83-04-07 ev	82-12-10	84-09-14				
Les Chutes-de-la-Chaudière	83-12-13 ev	83-12-13					
Les Etchemins	83-03-23 ev	82-12-09					
Les Îles-de-la-Madeleine	83-05-04 ev	81-12-09	82-04-14	82-07-14	82-10-15		
Les Jardins-de-Napierville	83-04-23 dé	82-12-08					
Les Laurentides	84-04-03 ev	83-12-15					
Les Maskoutains	83-03-21 ev	82-12-08					
Les Moulins	83-03-24 ev	82-12-10					
Les Pays-d'en-Haut	83-12-08 ev	83-12-08					
Lotbinière	83-03-23 ev	82-12-08					
Manicouagan	83-04-13 ev	82-12-08					
Maria-Chapdelaine	84-01-19 ev	83-12-13					
Maskinongé	83-12-22 ev	83-12-14					
Matane	83-04-07 ev	82-12-09	84-05-08				
Matawinie	83-04-14 ev	82-12-08					
Mékinac	83-03-31 ev	82-12-08	84-09-26				
Memphrémagog	83-03-23 ev	82-12-08	85-01-09				
Minganie	83-04-27 ev	82-12-10					
Mirabel							
Montcalm	83-03-23 ev	82-11-24					
Montmagny	83-04-07 ev	82-12-07					

Municipalité régionale de comté	Règlement de contrôle intérimaire	Résolution élaboration d'un S.A.	Proposition préliminaire d'aménagement	Proposition d'aménagement	Orientations et projets du Gouvernement	Version définitive du S.A.	Règlement Schéma d'aménagement
Nicolet-Yamaska	83-03-30 ev	82-11-24	85-02-21				
Pabok	83-04-07 ev	82-12-08					
Papineau	84-01-26 ev	83-12-14					
Pontiac	84-02-01 ev	83-12-19					
Portneuf	83-03-23 ev	82-12-08					
Rimouski-Neigette	83-05-25 ev	83-05-31					
Rivière-du-Loup	83-04-12 ev	82-12-08					
Robert-Cliche	83-03-30 ev	82-12-08	85-01-30				
Roussillon	83-04-15 ev	82-12-08	84-10-17				
Rouville	83-03-30 ev	82-12-08	85-02-06				
Rouyn-Noranda	84-03-10 ev	84-02-28					
Sept-Rivières	83-03-21 ev	82-12-02					
Sherbrooke	83-05-31 ev	83-05-31					
Témiscamingue	84-01-26 ev	83-11-23					
Témiscouata	83-04-14 ev	82-12-13					
Thérèse-de-Blainville	83-04-07 ev	82-12-08	84-11-28				
Vallée-de-l'Or	84-02-23 ev	83-12-13					
Vaudreuil-Soulanges	83-04-13 ev	82-12-08					

ev : entrée en vigueur éc : nouvelle échéance dé : désaveu

Tableau II

État du processus d'aménagement des municipalités au 31 mars 1985

Municipalité	MRC	Résolution élaboration du P.U.	Projet de plan d'urbanisme	Plan d'urbanisme	Règlement d'urbanisme	Règlement de contrôle intérimaire
Ancienne-Lorette v	CUQ	84-02-06				81-06-01 ev
Arntfield sd	Rouyn-Noranda	81-06-02 ab				
Beaconsfield c	CUM	81-02-02	83-10-03	83-11-16 ev	84-02-08	81-03-27 ev
Beauharnois c	Beauharnois-Salaberry	82-03-01	82-08-07	82-09-15 ev	82-09-18	82-08-16 ev
Bellefeuille p	La Rivière-du-Nord	81-10-13	81-10-13	81-11-28 ev	81-12-08	
Bernières sd	Les Chutes-de-la-Chaudière	83-11-07	83-11-07	83-12-06 ev	83-12-19	NIL ev
Black-Lake v	L'Amiante	80-11-03	80-11-06	80-12-09 ev	81-02-20	
Boucherville v	Lajemmerais	80-08-06	80-11-05	81-02-11 ev	81-05-27	80-11-18 ev
Buckingham v	CRO	81-04-20		81-08-20 ev	81-08-18	
Calixa-Lavallée p	Lajemmerais	82-06-21	82-09-20			
Cap St-Ignace sd	Montmagny	81-09-08	82-01-04	82-05-26 ev	82-05-27	
Charette sd	Le Centre-de-la-Mauricie	82-02-15	82-07-05		82-10-18	
Charlesbourg v	CUQ	83-09-06	83-10-20	84-06-29 ev	84-09-17	83-09-06 ev
Charny v	Les Chutes-de-la-Chaudière	80-06-02	81-05-19	81-07-15 ev	81-07-06	
Chénéville vl	Papineau	80-10-27	81-02-12	81-06-24 ev	81-08-11	
Contrecoeur sd	Lajemmerais	82-01-18	82-02-01	82-04-23 ev	82-05-17	
Cowansville v	Brome-Missisquoi	82-08-30	82-09-07	82-10-22 ev	83-01-04	82-11-04 ev
Daveluyville vl	Arthabaska	80-03-17	81-09-08	81-10-29 ev	81-12-07	
De Grasse v	Sept-Rivières	80-07-03			81-08-01 dé	
Delisle sd	Lac-St-Jean-Est	81-03-03	81-04-27	81-06-30 ev	81-06-02	
Dolbeau v	Maria-Chapdelaine	83-09-26	83-10-11	83-11-15 ev	83-11-28	
Duhamel sd	Papineau	81-02-06	81-08-22	82-05-07 ev	82-06-07	
Fatima sd	Les Îles-de-la-Madeleine	81-04-27				81-09-09 ev
Granby ct	La Haute-Yamaska	82-01-06	82-03-03	82-05-05 ev	82-05-05	82-04-28 ev
Grand-Calumet ct	Pontiac	83-10-03	83-10-03	83-12-21		
Grande-Entrée sd	Les Îles-de-la-Madeleine	81-04-28	81-03-05			81-12-20 ev
Henryville vl	Le Haut-Richelieu	81-08-04	81-08-04	81-12-18 ev	81-12-01	
Hérouxville p	Mékinac	82-11-01 ab				
Iberville v	Le Haut-Richelieu	81-03-30	82-08-02	82-09-15 ev	82-10-12	81-07-13 ev
Île-du-Havre-Aubert sd	Les Îles-de-la-Madeleine	81-04-08				81-08-19 ev
Jonquière v	Le Fjord-du-Saguenay	82-08-23	82-08-23	82-10-07 ev	83-05-30	82-10-26 ev
L'Acadie sd	Le Haut-Richelieu	84-01-23	84-02-13	84-03-19		
L'Annonciation vl	Antoine-Labelle	81-02-02	81-09-14	82-11-04 ev	82-11-16	81-06-01 ev
L'Anse-St-Jean sd	Le Fjord-du-Saguenay	80-04-16	81-05-26	81-07-11 ev	82-01-07	80-10-16 ev
La Baie v	Le Fjord-du-Saguenay	83-08-29				
La Malbaie v	Charlevoix-Est	84-04-09	84-05-14			

Municipalité	MRC	Résolution élaboration du P.U.	Projet de plan d'urbanisme	Plan d'urbanisme	Règlement d'urbanisme	Règlement de contrôle intérimaire
La Sarre v	Abitibi-Ouest	80-04-22	81-04-07	81-08-05 ev	81-07-29	
Lac-Brome v	Brome-Missisquoi	85-03-11				
Lac-Paré p	Matawinie	81-12-01				
Lachenaie v	Les Moulins	82-08-02	82-08-23	82-09-29 ev	82-10-04	
Lacolle vl	Le Haut-Richelieu	82-10-25	82-11-02	83-01-04 ev	83-02-01	
Lamarche sd	Lac-St-Jean-Est	83-06-03 ab				
Landrienne ct	Abitibi	80-12-01	81-02-02	81-06-15 ev	81-08-18	
Laurentides v	Montcalm	81-10-01	81-11-05	82-02-17 ev	82-03-04	
Lauzon v	Desjardins	81-02-09	81-02-16	81-11-25 ev	82-03-10	
Letellier ct	Sept-Rivières	80-07-03				
Longueuil v (PPU)	Champlain	85-03-20				
Macamic v	Abitibi-Ouest	81-04-28	81-10-13	81-12-23 ev	82-02-08	
Maniwaki v	La Vallée-de-la-Gatineau	84-04-02				
Marchand ct	Antoine-Labelle	81-02-03	81-09-14	81-11-28 ev	81-12-01	81-04-22 ev
Marieville v	Rouville	83-03-21	84-05-07			
Matagami v		82-10-26	82-12-15	83-02-16 ev	83-04-12	
Métabetchouan v	Lac-St-Jean-Est	82-04-05	82-06-21	82-07-21 ev	82-07-26	
Mistassini v	Maria-Chapdelaine	83-03-07	83-03-21	83-04-27 ev	83-05-02	82-03-06 dé
Moisie v	Sept-Rivières	80-07-03				81-07-15 ev
Mont-Laurier v	Antoine-Labelle	81-03-02	81-08-03	81-10-14 ev	81-11-16	
Mont-St-Grégoire vl	Le Haut-Richelieu	83-01-24	84-01-09			
Montpellier sd	Papineau	82-10-26	83-01-14	83-05-04 ev	83-07-08	
Montréal-Est v	CUM	83-11-14	83-11-14	83-12-13 ev	84-03-05	NIL ev
Neuville v	Portneuf	81-05-14				
Normandin v	Maria-Chapdelaine	82-11-15			83-02-21	
Petit-Saguenay sd	Le Fjord-du-Saguenay	80-09-02	81-06-15	81-09-03 ev	81-09-08	
Pointe-du-Moulin v	Vaudreuil-Soulanges	82-12-01 ab				
Pontiac sd	CRO	82-12-20 ab				
Princeville v	L'Érable	81-01-13	81-09-01	81-12-15 ev	82-01-12	
Rigaud v	Vaudreuil-Soulanges	81-10-13	81-11-18	81-12-29 ev	82-05-31	
Rivière-Éternité sd	Le Fjord-du-Saguenay	80-07-04	81-06-05	81-07-22 ev	81-07-03	83-01-05 ev
Rivière-Malbaie sd	Charlevoix-Est	81-04-14	82-02-17	82-04-29 ev	82-05-12	
Roberval v	Le Domaine-du-Roy	81-12-07	83-05-02	83-06-08 ev	83-06-20	82-05-28 ev
Rougemont vl	Rouville	82-08-30	82-09-16	82-10-21 ev	82-12-07	
Shawinigan-Sud v	Le Centre-de-la-Mauricie	83-10-31	83-11-07	83-12-03 ev	83-12-05	
Sillery c	CUQ	80-10-06	81-02-02	81-04-09 ev	81-05-04	82-06-01 ev
St-Adrien sd	L'Or-Blanc	81-05-07	82-02-01	82-05-25 ev	82-06-14	81-08-29 ev
St-Aimé-du-Lac-des-Îles sd	Antoine-Labelle	84-02-06 ab				
St-Alexandre p	Le Haut-Richelieu	85-02-04	84-11-05			
St-Alexandre vl	Le Haut-Richelieu	85-02-06	84-11-13			
St-Anselme vl	Bellechasse	85-02-04	85-03-04			

Municipalité	MRC	Résolution élaboration du P.U.	Projet de plan d'urbanisme	Plan d'urbanisme	Règlement d'urbanisme	Règlement de contrôle intérimaire
St-Augustin-de-Desmaures p	CUQ	84-08-27				84-08-30 ev
St-Calixte sd	Montcalm	82-01-08	82-02-05	82-04-08 ev	82-04-16	
St-Charles-de-Bourget sd	Le Fjord-du-Saguenay	82-10-22 ab				
St-Charles-de-Mandeville sd	D'Autray	81-05-04	81-12-16	82-02-24 ev	82-04-05	81-10-02 ev
St-Cyrille-de-Lessard p	L'Islet	83-06-06 ab				
St-Didace p	D'Autray	81-08-06	82-09-13			81-12-07 ev
St-Étienne sd	Les Chutes-de-la-Chaudière	80-12-06	81-05-20	81-10-31 ev	82-05-31	81-06-29 ev
St-Fabien-de-Panet p	Montmagny	81-08-17	82-04-14	82-06-10 ev	82-06-09	
St-Félicien v	Le Domaine-du-Roy	82-05-17	83-03-14	83-05-18 ev	83-05-24	82-08-20 ev
St-François-de-Sales sd	Le Domaine-du-Roy	83-10-14	83-11-09	83-12-07 ev	83-12-09	
St-François-de-Sales-de-la-Rivière-du Sud p	Montmagny	80-12-01	82-05-24	82-07-08 ev	82-07-07	
St-Fulgence sd	Le Fjord-du-Saguenay	80-04-08	81-05-04	81-07-25 ev	81-07-06	
St-Gabriel-de-Brandon p	D'Autray	81-03-27	81-09-10	81-12-17 ev	82-02-01	81-08-15 dé
St-Georges-de-Cacouna p	Rivière-du-Loup	83-02-07	83-02-07	83-03-07 ev		
St-Georges-de-Cacouna vl	Rivière-du-Loup	83-02-01	83-02-01			
St-Grégoire-le-Grand p	Le Haut-Richelieu	83-03-07	84-01-03	84-02-06		
St-Jacques vl	Montcalm	82-02-02	82-07-12	82-10-31 ev	82-12-13	
St-Jean-Baptiste p	Rouville	81-08-27	82-04-08	82-05-07 ev	82-06-07	81-12-29 ev
St-Jean-Baptiste sd	La Mitis	82-11-15	83-01-03			
St-Joseph-de-Beauce v	Robert-Cliche	81-09-08				
St-Joseph-de-Blandford p	Bécancour	81-03-03	81-11-12	82-04-02 ev	82-04-06	81-08-23 ev
St-Juste-de-Bretenières sd	Montmagny	81-06-05	81-12-02	82-04-02 ev	82-04-02	
St-Laurent v (PPU)	CUM	84-03-12				
St-Lazare p	Vaudreuil-Soulanges	81-12-07	82-02-01	82-03-17 ev	82-03-01	
St-Louis-de-France p	Francheville	80-12-22	81-07-06	81-08-13 ev	81-08-24	81-03-17 ev
St-Magloire-de-Bellechasse sd	Les Etchemins	81-10-05	82-03-01	82-05-29 ev	82-08-02	
St-Marcel sd	L'Islet	81-06-02	82-02-01	82-05-21 ev	82-05-25	
St-Michel-de-Rougemont p	Rouville	82-09-27	82-10-04	82-11-26 ev	83-02-14	
St-Narcisse p	Francheville	83-06-06 ab				
St-Paul-d'Abbotsford p	Rouville	81-12-07	82-06-08	82-07-22 ev	82-08-02	82-05-26 ev
St-Pierre-de-Véronne-à-Pike-River sd	Brome-Missisquoi	82-05-03	82-05-10	82-06-24 ev	82-10-13	
St-Prime sd	Le-Domaine-du-Roy	83-03-14		83-10-16 ev	83-10-17	
St-Raymond v	Portneuf	80-12-03	81-12-08	82-01-13 ev	82-02-08	81-04-06 ev
St-Robert p	Le Bas-Richelieu	82-07-05	82-07-12	82-09-02 ev	82-09-07	
St-Sébastien p	Le Haut-Richelieu	84-08-07				
St-Thomas-Didyme sd	Maria-Chapdelaine	81-12-07	82-04-27	82-06-03 ev	82-06-07	82-03-13 dé
St-Valentin p	Le Haut-Richelieu	81-03-16	81-09-08	81-10-29 ev	82-03-01	

Municipalité	MRC	Résolution élaboration du P.U.	Projet de plan d'urbanisme	Plan d'urbanisme	Règlement d'urbanisme	Règlement de contrôle intérimaire
St-Zénon p	Matawinie	80-12-05	81-09-09	81-12-03 ev	81-12-04	81-06-27 dé
St-Zotique vl	Vaudreuil-Soulanges	80-11-07	81-02-03			
Ste-Anne-de-la-Pérade p	Francheville	82-04-02	82-05-07	82-06-16 ev	82-06-18	
Ste-Anne-de-Sabrevois p	Le Haut-Richelieu	82-04-05	83-01-20	83-05-16		82-08-16 ev
Ste-Foy v	CUQ	82-03-01				82-07-02 ev
Ste-Germaine-Boulé sd	Abitibi-Ouest	81-02-02	81-09-14	82-12-06 ev	82-02-01	
Ste-Hedwidge p	Le Domaine-du-Roy	83-10-13	83-11-11	83-12-07 ev	83-12-08	
Ste-Hénédine p	La Nouvelle-Beauce	82-02-01	82-02-15	82-04-02 ev	82-04-05	
Ste-Julie v	Lajemmerais	82-07-21	82-07-21	82-09-07 ev	82-09-07	82-12-09 ev
Ste-Perpétue sd	L'Islet	80-05-26	80-11-03	81-09-30 ev	81-11-02	
Sutton ct	Brome-Missisquoi	82-11-01	82-12-17	83-02-25 ev	83-03-07	83-05-29 ev
Tadoussac vl	La Haute-Côte-Nord	82-02-03	83-04-05			82-05-11 ev
Témiscaming v	Témiscamingue	83-08-25				
Thurso v	Papineau	81-05-25	81-09-21	82-05-19 ev	82-06-03	
Tourville sd	L'Islet	80-09-02	81-03-17	81-08-12 ev	82-07-22	
Tracy v	Le Bas-Richelieu	83-01-17	83-02-07			
Trois-Rivières-Ouest v	Francheville	82-10-12	82-10-18	82-11-22 ev	83-06-20	
Val-Bélair v	CUQ	85-02-05				
Wickham sd	Drummond	81-02-02	81-10-05	82-02-17 ev	82-03-01	81-05-03 ev

ab: abrogation ev: entrée en vigueur dé: désaveu

Tableau III

Registre de la Commission du 1er avril 1984 au 31 mars 1985

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
025484	04-02	72-71.1	325		L'Islet	84-03-15 ré	171310
025584	04-02	71.1	689		Les Laurentides	84-03-15 ré	170110
025684	04-02	72-67	710		Papineau	84-03-20 ré	171300
025784	04-03	72-67	750		Antoine-Labelle	84-04-02 ré	171300
025884	04-03	71.1	671		Deux-Montagnes	84-03-30 ré	170130
025984	04-03	150	440		Le Centre-de-la-Mauricie	84-03-14	180200
026084	04-05	72-71.1	355		La Nouvelle-Beauce	84-03-29 ré	171310
026184	04-06	4	340		Beauce-Sartigan	84-03-22	110100
026284	04-06	111-71.1	20290	Ancienne-Lorette v	CUQ	84-04-03 ré	370120
026384	04-06	81	78820	Maniwaki v	La Vallée-de-la-Gatineau	84-04-02	310100
026484	04-06	109-99	41440	Wickham sd	Drummond	84-04-30 ev	331900
026584	04-09	150	750		Antoine-Labelle	84-03-15	180200
026684	04-09	67	600		Brome-Missisquoi	84-03-21 ré	170100
026784	04-09	72-67	240		Le Domaine-du-Roy	84-04-10 ré	171300
026884	04-09	72-71.1	510		Le Granit	84-03-22 ré	171310
026984	04-09	102	65160	Montréal-Est v	CUM	84-03-05	321100
027084	04-09	102	38280	Sutton ct	Brome-Missisquoi	83-03-07	321100
027184	04-10	72-67	625		Beauharnois-Salaberry	84-04-16 ré	171300
027284	04-11	15	170		La Matapédia	84-04-11 ré	111300
027384	04-11	72-71.1	130		Pabok	84-04-03 ré	171310
027484	04-12	71.1	600		Brome-Missisquoi	00-00-00 ré	170110
027584	04-12	99	53600	St-Grégoire-le-Grand p	Le Haut-Richelieu	84-02-06	311900
027684	04-12	99-87	53600	St-Grégoire-le-Grand p	Le Haut-Richelieu	84-04-02	311990
027784	04-13	150	150		Denis-Riverin	84-04-09	180200
027884	04-13	72-67	480		Le Haut-St-Maurice	84-04-13 ré	171300
027984	04-13	99-87	33120	St-Joseph-de-Blandford p	Bécancour	84-04-03	311990
028084	04-16	72-67	530		Coaticook	84-04-16 ré	171300
028184	04-16	150	170		La Matapédia	84-04-11	180200
028284	04-17	149	150		Denis-Riverin	84-04-04	180100
028384	04-17	149	150		Denis-Riverin	84-04-04	180100
028484	04-17	72-71	560		Sherbrooke	84-03-28 ev	171700
028584	04-24	72-67	680		Joliette	84-04-24 ré	171300
028684	04-24	150	240		Le Domaine-du-Roy	84-02-10	180200
028784	04-24	150	240		Le Domaine-du-Roy	84-02-10	180200
028884	04-24	150	240		Le Domaine-du-Roy	84-02-10	180200
028984	04-24	72-67	655		Les Maskoutains	84-04-24 ré	171300
029084	04-24	72-67	910		Minganie	84-04-24 ré	171300
029184	04-24	102	94520	St-Fulgence sd	Le Fjord-du-Saguenay	81-07-06	321100
029284	04-25	71.1	385		L'Île-d'Orléans	84-04-25 ré	170120
029384	04-25	150	580		L'Or-Blanc	84-02-28	180200

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
029484	04-25	72-67	730		La Vallée-de-la-Gatineau	84-04-25 ré	171300
029584	04-25	72-67	930		Manicouagan	84-04-24 ré	171300
029684	04-25	72-67	710		Papineau	84-04-25 ré	171300
029784	04-26	72-67	615		Les Jardins-de-Napierville	84-04-24 ré	171300
029884	04-26	72-67	315		Rivière-du-Loup	84-04-26 ré	171300
029984	04-26	150	673		Thérèse-de-Blainville	83-11-23	180200
030084	04-26	150	673		Thérèse-de-Blainville	83-11-29	180200
030184	04-26	150	673		Thérèse-de-Blainville	84-03-21	180200
030284	04-26	150	830		Vallée-de-l'Or	84-03-13	180200
030384	04-27	72-67	674		Les Moulins	84-04-27 ré	171300
030484	04-27	99	55650	L'Acadie sd	Le Haut-Richelieu	84-03-19	311300
030584	04-27	99-87	55650	L'Acadie sd	Le Haut-Richelieu	84-04-16	311390
030684	04-30	71.1	600		Brome-Missisquoi	84-04-30 ré	170120
030784	04-30	150	130		Pabok	84-04-11	180200
030884	05-01	72-67	640		Rouville	84-05-01 ré	171300
030984	05-01	99	94520	St-Fulgence sd	Le Fjord-du-Saguenay	81-07-25 ev	311900
031084	05-02	12	065		CUM	84-04-25	110300
031184	05-02	72-67	570		Le Val-St-François	84-05-04 ré	171300
031284	05-02	149	335		Les Etchemins	84-01-18	180100
031384	05-03	99	32360	Shawinigan-Sud v	Le Centre-de-la-Mauricie	83-12-03 ev	311900
031484	05-03	109-95-91	49500	St-Charles-de-Mandeville sd	D'Autray	84-04-02	331100
031584	05-04	72-71.1	405		L'Érable	84-04-18 ré	171310
031684	05-04	12	520		Le Haut-St-François	84-04-18	110300
031784	05-04	81	11350	La Malbaie v	Charlevoix-Est	84-04-09	310100
031884	05-07	149	750		Antoine-Labelle	84-04-13	180100
031984	05-07	150	750		Antoine-Labelle	84-04-19	180200
032084	05-07	149	678		D'Autray	84-04-13	180100
032184	05-07	149	678		D'Autray	84-04-13	180100
032284	05-07	149	671		Deux-Montagnes	83-11-03	180100
032384	05-07	71	671		Deux-Montagnes	84-05-05 ev	170700
032484	05-07	149	415		Drummond	84-04-13	180100
032584	05-07	149	415		Drummond	84-04-13	180100
032684	05-07	149	730		La Vallée-de-la-Gatineau	84-04-13	180100
032784	05-07	149	510		Le Granit	84-04-13	180100
032884	05-07	149	480		Le Haut-St-Maurice	84-04-13	180100
032984	05-07	149	480		Le Haut-St-Maurice	84-04-13	180100
033084	05-07	149	480		Le Haut-St-Maurice	84-04-13	180100
033184	05-07	149	689		Les Laurentides	84-04-13	180100
033284	05-07	149	690		Matawinie	84-04-13	180100
033384	05-07	149	470		Mékinac	84-04-13	180100
033484	05-07	149	470		Mékinac	84-04-13	180100
033584	05-07	149	470		Mékinac	84-04-13	180100
033684	05-07	149	470		Mékinac	84-04-13	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
033784	05-07	150	682		Montcalm	84-04-03	180200
033884	05-07	149	740		Pontiac	84-04-13	180100
033984	05-07	149	740		Pontiac	84-04-13	180100
034084	05-08	72-71.1	820		Rouyn-Noranda	84-05-07 ré	171310
034184	05-09	72-67	340		Beauce-Sartigan	84-05-09 ré	171300
034284	05-09	72-67	415		Drummond	84-04-25 ré	171300
034384	05-09	72-71.1	415		Drummond	84-05-16 ré	171310
034484	05-09	72-67	540		Memphrémagog	84-04-11 ré	171300
034584	05-10	102	41440	Wickham sd	Drummond	84-05-07	341300
034684	05-11	72-67	676		L'Assomption	84-05-16 ré	171300
034784	05-11	72-67	390		La Côte-de-Beaupré	84-05-11 ré	171300
034884	05-11	72-67	655		Les Maskoutains	84-05-16 ré	171300
034984	05-14	71	890		Abitibi-Ouest	84-02-18 ev	170700
035084	05-14	72-71.1	678		D'Autray	84-05-11 ré	171320
035184	05-14	72-71.1	150		Denis-Riverin	84-04-30 ré	171320
035284	05-14	72-67	645		La Haute-Yamaska	84-05-14 ré	171300
035384	05-14	72-67	160		Matane	84-05-14 ré	171300
035484	05-14	72-71.1	710		Papineau	84-05-14 ré	171310
035584	05-14	72-67	830		Vallée-de-l'Or	84-05-14 ré	171300
035684	05-14	72-67	830		Vallée-de-l'Or	84-05-14 ré	171300
035784	05-14	72-67	830		Vallée-de-l'Or	84-05-14 ré	171300
035884	05-15	72-67	350		Robert-Cliche	84-05-15 ré	171300
035984	05-17	109-95-91	76650	Mont-Laurier v	Antoine-Labelle	84-05-02	331100
036084	05-17	109-95-91	90580	St-Thomas-Didyme sd	Maria-Chapdelaine	84-05-07	331100
036184	05-18	149	890		Abitibi-Ouest	84-05-09	180100
036284	05-18	149	120		Bonaventure	84-05-09	180100
036384	05-18	149	120		Bonaventure	84-05-09	180100
036484	05-18	149	120		Bonaventure	84-05-09	180100
036584	05-18	149	140		La Côte-de-Gaspé	84-05-09	180100
036684	05-18	149	140		La Côte-de-Gaspé	84-05-09	180100
036784	05-18	149	180		La Mitis	84-05-09	180100
036884	05-18	149	180		La Mitis	84-05-09	180100
036984	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
037084	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
037184	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
037284	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
037384	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
037484	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
037584	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
037684	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
037784	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
037884	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
037984	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
038084	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
038184	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
038284	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
038384	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
038484	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
038584	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
038684	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
038784	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
038884	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
038984	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
039084	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
039184	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
039284	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
039384	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
039484	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
039584	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
039684	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
039784	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
039884	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
039984	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
040084	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
040184	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
040284	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
040384	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
040484	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
040584	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
040684	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
040784	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
040884	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
040984	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
041084	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
041184	05-18	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-05-09	180100
041284	05-18	72-67	440		Le Centre-de-la-Mauricie	84-05-18 ré	171300
041384	05-18	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-05-09	180100
041484	05-18	72-67	615		Les Jardins-de-Napierville	84-05-16 ré	171300
041584	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
041684	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
041784	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
041884	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
041984	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
042084	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
042184	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
042284	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
042384	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
042484	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
042584	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
042684	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
042784	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
042884	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
042984	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
043084	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
043184	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
043284	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
043384	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
043484	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
043584	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
043684	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
043784	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
043884	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
043984	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
044084	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
044184	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
044284	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
044384	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
044484	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
044584	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
044684	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
044784	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
044884	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
044984	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
045084	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
045184	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
045284	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
045384	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
045484	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
045584	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
045684	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
045784	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
045884	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
045984	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
046084	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
046184	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
046284	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
046384	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
046484	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
046584	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
046684	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
046784	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
046884	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
046984	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
047084	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
047184	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
047284	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
047384	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
047484	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
047584	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
047684	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
047784	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
047884	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
047984	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
048084	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
048184	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
048284	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
048384	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
048484	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
048584	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
048684	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
048784	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
048884	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
048984	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
049084	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
049184	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
049284	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
049384	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
049484	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
049584	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
049684	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
049784	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
049884	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
049984	05-18	149	260		Maria-Chapdelaine	84-05-09	180100
050084	05-18	149	160		Matane	84-05-09	180100
050184	05-18	149	130		Pabok	84-05-09	180100
050284	05-18	149	190		Rimouski-Neigette	84-05-09	180100
050384	05-18	149	190		Rimouski-Neigette	84-05-09	180100
050484	05-18	149	190		Rimouski-Neigette	84-05-09	180100
050584	05-18	149	190		Rimouski-Neigette	84-05-09	180100
050684	05-18	149	190		Rimouski-Neigette	84-05-09	180100
050784	05-18	149	315		Rivière-du-Loup	84-05-09	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
050884	05-18	149	920		Sept-Rivières	84-05-09	180100
050984	05-18	149	810		Témiscamingue	84-05-09	180100
051084	05-18	149	830		Vallée-de-l'Or	84-05-09	180100
051184	05-22	239-3	600		Brome-Missisquoi	84-05-10	110152
051284	05-22	71.1	600		Brome-Missisquoi	84-05-22 ré	170130
051384	05-22	150	150		Denis-Riverin	84-05-14	180200
051484	05-22	150	370		Les Chutes-de-la-Chaudière	84-04-17	180200
051584	05-22	72-67	710		Papineau	84-05-22 ré	171300
051684	05-22	149	560		Sherbrooke	84-05-08	180100
051784	05-23	72-67	730		La Vallée-de-la-Gatineau	84-05-18 ré	171300
051884	05-23	72-67	330		Montmagny	84-04-27 ré	171300
051984	05-23	109-95-91	84345	Ste-Germaine-Boulé sd	Abitibi-Ouest	84-05-07	331100
052084	05-24	12	425		Bécancour	84-05-16	110300
052184	05-25	72-67	398		Charlevoix-Est	84-05-25 ré	171300
052284	05-25	150	678		D'Autray	84-05-09	180200
052384	05-25	150	470		Mékinac	84-05-16	180200
052484	05-25	72-67	560		Sherbrooke	84-05-17 ré	171300
052584	05-25	81	52400	Marieville v	Rouville	83-03-21	310100
052684	05-25	95-91	52400	Marieville v	Rouville	84-05-07	311100
052784	05-28	72-67	689		Les Laurentides	84-05-28 ré	171300
052884	05-28	72-67	260		Maria-Chapdelaine	84-05-16 ré	171300
052984	05-28	72-71.1	540		Memphrémagog	84-05-28 ré	171310
053084	05-28	72-67	540		Memphrémagog	84-05-28 ré	171300
053184	05-28	72-67	540		Memphrémagog	84-05-28 ré	171300
053284	05-28	72-67	130		Pabok	84-05-16 ré	171300
053384	05-28	109-99	49450	St-Gabriel-de-Brandon p	D'Autray	84-03-13 ev	331900
053484	05-28	102	49450	St-Gabriel-de-Brandon p	D'Autray	84-04-09	341300
053584	05-29	72-67	750		Antoine-Labelle	84-05-29 ré	171300
053684	05-29	72-67	398		Charlevoix-Est	84-05-29 ré	171300
053784	05-29	72-67	530		Coaticook	84-05-29 ré	171300
053884	05-30	72-67	810		Témiscamingue	84-05-30 ré	171300
053984	05-31	72-71	890		Abitibi-Ouest	84-06-09 ev	171700
054084	05-31	72-71	150		Denis-Riverin	84-05-26 ev	171700
054184	05-31	72-71	435		Francheville	84-05-09 ev	171700
054284	05-31	71.1	385		L'Île-d'Orléans	84-05-31 ré	170130
054384	05-31	72-71	355		La Nouvelle-Beauce	84-05-26 ev	171700
054484	06-01	72-67	680		Joliette	84-06-01 ré	171300
054584	06-04	72-67	686		Argenteuil	84-06-01 ré	171300
054684	06-04	72-71.1	410		Arthabaska	84-05-25 ré	171310
054784	06-06	72-67	230		Lac-St-Jean-Est	84-05-18 ré	171100
054884	06-11	72-71.1	398		Charlevoix-Est	84-06-04 ré	171310
054984	06-11	72-67	676		L'Assomption	84-06-11 ré	171300
055084	06-11	72-67	676		L'Assomption	84-06-11 ré	171300

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
055184	06-11	150	480		Le Haut-St-Maurice	84-05-16	180200
055284	06-11	150	690		Matawinie	84-05-09	180200
055384	06-12	72-71.1	678		D'Autray	84-06-11 ré	171330
055484	06-12	15	580		L'Or-blanc	84-06-12 ré	111300
055584	06-12	109-95-91	43120	Trois-Rivières-Ouest v	Francheville	84-03-26	331100
055684	06-12	109-99	43120	Trois-Rivières-Ouest v	Francheville	84-04-25 ev	331900
055784	06-12	102	43120	Trois-Rivières-Ouest v	Francheville	84-04-18	341300
055884	06-13	72-67	240		Le Domaine-du-Roy	84-06-13 ré	171300
055984	06-13	109-99	84345	Ste-Germaine-Boulé sd	Abitibi-Ouest	84-06-05 ev	331900
056084	06-14	72-71.1	530		Coaticook	84-05-29 ré	171310
056184	06-14	72-67	380		La Jacques-Cartier	84-06-14 ré	171300
056284	06-15	72-67	625		Beauharnois-Salaberry	84-06-15 ré	171300
056384	06-15	150	240		Le Domaine-du-Roy	84-06-08	180200
056484	06-18	72-67	150		Denis-Riverin	84-06-18 ré	171300
056584	06-18	72-67	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-06-18 ré	171300
056684	06-18	72-67	655		Les Maskoutains	84-06-18 ré	171300
056784	06-18	72-67	655		Les Maskoutains	84-06-18 ré	171300
056884	06-19	150	120		Bonaventure	84-06-13	180200
056984	06-19	72-71.1	120		Bonaventure	84-06-18 ré	171310
057084	06-19	72-67	365		Desjardins	84-06-18 ré	171300
057184	06-19	12	405		L'Érable	84-06-13	110300
057284	06-19	150	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-06-12	180200
057384	06-19	72-71.1	190		Rimouski-Neigette	84-06-11 ré	171310
057484	06-20	149	345		L'Amiante	84-04-19	180100
057584	06-20	72-71.1	610		Le Haut-Richelieu	84-06-15 ré	171310
057684	06-20	149	570		Le Val-St-François	84-04-19	180100
057784	06-20	150	570		Le Val-St-François	84-05-16	180200
057884	06-20	72-71.1	330		Montmagay	84-06-13 ré	171310
057984	06-20	150	560		Sherbrooke	84-06-12	180200
058084	06-20	109-95-91	80300	Grand-Calumet ct	Pontiac	84-06-04	331100
058184	06-20	109-99	49500	St-Charles-de-Mandeville sd	D'Autray	84-05-08 ev	331900
058284	06-20	102	49500	St-Charles-de-Mandeville sd	D'Autray	84-05-09	341300
058384	06-21	72-71.1	315		Rivière-du-Loup	84-06-15 ré	171310
058484	06-21	109-95-91	21420	Lauzon v	Desjardins	84-02-13	331100
058584	06-21	109-95-91	21420	Lauzon v	Desjardins	84-02-13	331100
058684	06-21	109-99	21420	Lauzon v	Desjardins	84-03-28 ev	331900
058784	06-21	109-99	21420	Lauzon v	Desjardins	84-03-28 ev	331900
058884	06-21	99	33120	St-Joseph-de-Blandford p	Bécancour	82-04-02 ev	311900
058984	06-21	102	33120	St-Joseph-de-Blandford p	Bécancour	82-04-06	321100
059084	06-21	109-95-91	33120	St-Joseph-de-Blandford p	Bécancour	84-01-17	331100
059184	06-21	109-99	33120	St-Joseph-de-Blandford p	Bécancour	84-02-14 ev	331900
059284	06-21	102	33120	St-Joseph-de-Blandford p	Bécancour	84-02-16	341300
059384	06-22	72-67	160		Matane	84-06-18 ré	171300

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
059484	06-22	109-99	76650	Mont-Laurier v	Antoine-Labelle	84-06-06 ev	331900
059584	06-22	72-67	940		La Haute-Côte-Nord	84-06-22 ré	171300
059684	06-26	4	600		Brome-Missisquoi	84-06-19	110100
059784	06-26	71.1	385		L'Île-d'Orléans	84-06-22 ré	170130
059884	06-26	72-71.1	930		Manicouagan	84-06-26 ré	171310
059984	06-26	150	130		Pabok	84-06-13	180200
060084	06-26	72-67	710		Papineau	84-06-26 ré	171300
060184	06-26	72-67	300		Témiscouata	84-06-18 ré	171300
060284	06-27	72-67	730		La Vallée-de-la-Gatineau	84-06-27 ré	171300
060384	06-27	95-91	11350	La Malbaie v	Charlevoix-Est	84-05-14	311100
060484	06-28	72-67	620		Le Haut-St-Laurent	84-06-28 ré	171300
060584	06-28	72-67	682		Montcalm	84-06-27 ré	171300
060684	06-28	72-67	300		Témiscouata	84-03-29 ré	171300
060784	06-29	72-67	530		Coaticook	84-06-03 ré	171300
060884	06-29	72-67	355		La Nouvelle-Beauce	84-06-29 ré	171300
060984	07-03	72-67	435		Francheville	84-07-03 ré	171300
061084	07-03	72-71.1	645		La Haute-Yamaska	84-06-22 ré	171310
061184	07-03	150	930		Manicouagan	84-04-11	180200
061284	07-03	72-67	640		Rouville	84-07-03 ré	171300
061384	07-03	109-99	57280	Ste-Julie v	Lajemmerais	84-05-29 ev	331900
061484	07-04	72-71.1	480		Le Haut-St-Maurice	84-06-20 ré	171310
061584	07-04	72-71	710		Papineau	84-07-14 ev	171700
061684	07-05	149	395		Charlevoix	84-06-22	180100
061784	07-05	149	398		Charlevoix-Est	84-06-22	180100
061884	07-05	149	398		Charlevoix-Est	84-06-22	180100
061984	07-05	149	398		Charlevoix-Est	84-06-22	180100
062084	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
062184	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
062284	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
062384	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
062484	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
062584	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
062684	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
062784	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
062884	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
062984	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
063084	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
063184	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
063284	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
063384	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
063484	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
063584	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
063684	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
063784	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
063884	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
063984	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
064084	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
064184	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
064284	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
064384	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
064484	07-05	149	230		Lac-st-jean-est	84-06-22	180100
064584	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
064684	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
064784	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
064884	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
064984	07-05	149	230		Lac-St-Jean-Est	84-06-22	180100
065084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
065184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
065284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
065384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
065484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
065584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
065684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
065784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
065884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
065984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
066084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
066184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
066284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
066384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
066484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
066584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
066684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
066784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
066884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
066984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
067084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
067184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
067284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
067384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
067484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
067584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
067684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
067784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
067884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
067984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
068084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
068184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
068284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
068384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
068484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
068584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
068684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
068784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
068884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
068984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
069084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
069184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
069284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
069384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
069484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
069584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
069684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
069784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
069884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
069984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
070084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
070184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
070284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
070384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
070484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
070584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
070684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
070784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
070884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
070984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
071084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
071184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
071284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
071384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
071484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
071584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
071684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
071784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
071884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
071984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
072084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
072184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
072284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
072384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
072484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
072584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
072684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
072784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
072884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
072984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
073084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
073184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
073284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
073384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
073484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
073584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
073684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
073784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
073884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
073984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
074084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
074184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
074284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
074384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
074484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
074584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
074684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
074784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
074884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
074984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
075084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
075184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
075284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
075384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
075484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
075584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
075684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
075784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
075884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
075984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
076084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
076184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
076284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
076384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
076484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
076584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
076684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
076784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
076884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
076984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
077084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
077184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
077284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
077384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
077484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
077584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
077684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
077784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
077884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
077984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
078084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
078184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
078284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
078384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
078484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
078584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
078684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
078784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
078884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
078984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
079084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
079184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
079284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
079384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
079484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
079584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
079684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
079784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
079884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
079984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
080084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
080184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
080284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
080384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
080484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
080584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
080684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
080784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
080884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
080984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
081084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
081184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
081284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
081384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
081484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
081584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
081684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
081784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
081884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
081984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
082084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
082184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
082284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
082384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
082484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
082584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
082684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
082784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
082884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
082984	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
083084	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
083184	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
083284	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
083384	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
083484	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
083584	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
083684	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
083784	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
083884	07-05	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-06-22	180100
083984	07-05	149	260		Maria-Chapdelaine	84-06-22	180100
084084	07-05	149	260		Maria-Chapdelaine	84-06-22	180100
084184	07-05	149	260		Maria-Chapdelaine	84-06-22	180100
084284	07-05	149	260		Maria-Chapdelaine	84-06-22	180100
084384	07-05	149	260		Maria-Chapdelaine	84-06-22	180100
084484	07-05	149	260		Maria-Chapdelaine	84-06-22	180100
084584	07-05	149	260		Maria-Chapdelaine	84-06-22	180100
084684	07-05	149	260		Maria-Chapdelaine	84-06-22	180100
084784	07-05	149	260		Maria-Chapdelaine	84-06-22	180100
084884	07-05	149	260		Maria-Chapdelaine	84-06-22	180100
084984	07-05	72-67	470		Mékinac	84-07-05 ré	171300
085084	07-05	109-99	90580	St-Thomas-Didyme sd	Maria-Chapdelaine	84-06-20 ev	331900

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
085184	07-06	72-67	140		La Côte-de-Gaspé	84-07-06 ré	171300
085283	07-06	72-67	690		Matawinie	84-06-08 ré	171300
085384	07-06	72-67	690		Matawinie	84-07-09 ré	171300
085484	07-06	102	21420	Lauzon v	Desjardins	84-06-21	341300
085584	07-06	102	21420	Lauzon v	Desjardins	84-06-21	341300
085684	07-09	72-67	671		Deux-Montagnes	84-07-10 ré	171300
085784	07-09	72-67	415		Drummond	84-07-11 ré	171300
085884	07-10	149	150		Denis-Riverin	84-05-30	180100
085984	07-10	150	150		Denis-Riverin	84-06-11	180200
086084	07-10	149	671		Deux-Montagnes	84-06-27	180100
086184	07-10	149	370		Les Chutes-de-la-Chaudière	84-05-30	180100
086284	07-10	150	370		Les Chutes-de-la-Chaudière	84-06-19	180200
086384	07-10	102	57280	Ste-Julie v	Lajemmerais	84-06-05	341300
086484	07-11	149	750		Antoine-Labelle	84-07-10	180100
086584	07-11	149	671		Deux-Montagnes	84-06-27	180100
086684	07-11	150	140		La Côte-de-Gaspé	84-06-20	180200
086784	07-11	149	170		La Matapédia	84-07-10	180100
086884	07-11	150	180		La Mitis	84-06-11	180200
086984	07-11	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-07-10	180100
087084	07-11	149	690		Matawinie	84-07-10	180100
087184	07-11	149	690		Matawinie	84-07-10	180100
087284	07-11	149	910		Minganie	84-07-10	180100
087384	07-11	149	910		Minganie	84-07-10	180100
087484	07-11	149	910		Minganie	84-07-10	180100
087584	07-11	102	90580	St-Thomas-Didyme sd	Maria-Chapdelaine	84-07-04	341300
087684	07-12	72-67	395		Charlevoix	84-06-26 ré	171300
087784	07-12	72-71.1	440		Le Centre-de-la-Mauricie	84-06-26 ré	171310
087884	07-13	72-71.1	676		L'Assomption	84-07-13 ré	171310
087984	07-16	72-67	320		Kamouraska	84-07-16 ré	171300
088084	07-16	12	160		Matane	84-05-08	110300
088184	07-16	72-71.1	160		Matane	84-07-16 ré	171310
088284	07-17	72-71.1	340		Beauce-Sartigan	84-06-19 ré	171310
088384	07-17	72-71.1	340		Beauce-Sartigan	84-07-04 ré	171320
088484	07-17	72-67	830		Vallée-de-l'Or	84-07-17 ré	171300
088584	07-18	72-67	890		Abitibi-Ouest	84-07-18 ré	171300
088684	07-18	72-71.1	398		Charlevoix-Est	84-07-09 ré	171310
088784	07-19	72-67	710		Papineau	84-07-19 ré	171300
088884	07-19	72-67	710		Papineau	84-07-19 ré	171300
088984	07-26	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-07-18	180100
089084	07-26	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-07-18	180100
089184	07-26	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-07-18	180100
089284	07-26	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-07-18	180100
089384	07-26	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-07-18	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
089484	07-26	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-07-18	180100
089584	07-26	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-07-18	180100
089684	07-26	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-07-18	180100
089784	07-26	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-07-18	180100
089884	07-26	149	210		Le-Fjord-du-Saguenay	84-07-18	180100
089984	07-26	149	260		Maria-Chapdelaine	84-07-18	180100
090084	07-26	149	260		Maria-Chapdelaine	84-07-18	180100
090184	07-26	149	260		Maria-Chapdelaine	84-07-18	180100
090284	07-26	149	260		Maria-Chapdelaine	84-07-18	180100
090384	07-26	149	260		Maria-Chapdelaine	84-07-18	180100
090484	07-26	149	260		Maria-Chapdelaine	84-07-18	180100
090584	07-26	149	260		Maria-Chapdelaine	84-07-18	180100
090684	07-26	149	260		Maria-Chapdelaine	84-07-18	180100
090784	07-26	149	260		Maria-Chapdelaine	84-07-18	180100
090884	07-26	149	260		Maria-Chapdelaine	84-07-18	180100
090984	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
091084	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
091184	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
091284	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
091384	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
091484	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
091584	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
091684	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
091784	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
091884	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
091984	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
092084	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
092184	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
092284	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
092384	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
092484	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
092584	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
092684	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
092784	07-26	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-07-18	180100
092884	07-27	72-71.1	682		Montcalm	00-00-00 ré	171310
092984	07-30	72-71.1	540		Memphrémagog	84-07-30 ré	171310
093084	07-30	72-71.1	540		Memphrémagog	84-07-30 ré	171320
093184	07-30	72-67	540		Memphrémagog	84-07-30 ré	171300
093284	08-01	72-67	600		Brome-Missisquoi	84-07-31 ré	171300
093384	08-07	72-67	671		Deux-Montagnes	84-08-06 ré	171300
093484	08-07	102	84345	Ste-Germaine-Boulé sd	Abitibi-Ouest	84-06-06	341300
093584	08-16	72-67	610		Le Haut-Richelieu	84-08-16 ré	171300
093684	08-17	72-67	710		Papineau	84-08-17 ré	171300

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
093784	08-20	81	53120	St-Sébastien p	Le Haut-Richelieu	84-08-07	310100
093884	08-21	71	385		L'Île-d'Orléans	84-08-18 ev	170800
093984	08-21	149	540		Memphrémagog	84-08-17	180100
094084	08-21	149	190		Rimouski-Neigette	84-08-17	180100
094184	08-21	111-67	29110	St-Augustin-de-Desmaures p	CUQ	84-07-17 ré	370100
094284	08-22	72-71.1	230		Lac-St-Jean-Est	84-07-18 ré	171310
094384	08-22	81	29110	St-Augustin-de-Desmaures p	CUQ	84-08-20	310100
094484	08-23	72-67	650		Acton	84-08-14 ré	171300
094584	08-23	72-67	628		Vaudreuil-Soulanges	84-07-30 ré	171300
094684	08-27	72-71.1	395		Charlevoix	84-08-14 ré	171310
094784	08-27	72-67	671		Deux-Montagnes	84-08-27 ré	171300
094884	08-27	72-67	620		Le Haut-St-Laurent	84-08-08 ré	171300
094984	08-27	72-71.1	615		Les Jardins-de-Napierville	84-07-17 ré	171310
095084	08-27	72-71.1	830		Vallée-de-l'Or	84-08-27 ré	171310
095184	08-27	72-67	830		Vallée-de-l'Or	84-08-27 ré	171300
095284	08-28	109-95-91	49450	St-Gabriel-de-Brandon p	D'Autray	84-08-15	331100
095384	08-29	72-67	730		La Vallée-de-la-Gatineau	84-08-17 ré	171300
095484	08-31	72-67	600		Brome-Missisquoi	84-08-31 ré	171300
095584	08-31	72-71.1	689		Les Laurentides	84-07-17 ré	171310
095684	09-04	72-71.1	680		Joliette	84-07-08 ré	171310
095784	09-04	150	170		La Matapédia	84-08-08	180200
095884	09-04	72-67	440		Le Centre-de-la-Mauricie	84-09-04 ré	171300
095984	09-04	102	76650	Mont-Laurier v	Antoine-Labelle	84-06-06	341300
096084	09-05	72-71.1	560		Sherbrooke	84-07-16 ré	171310
096184	09-05	109-99	80300	Grand-Calumet ct	Pontiac	84-07-04 ev	331900
096284	09-05	109-99	84365	Macamic p	Abitibi-Ouest	84-08-15 ev	331900
096384	09-06	72-67	655		Les Maskoutains	84-08-15 ré	171300
096484	09-07	72-71.1	340		Beauce-Sartigan	84-08-31 ré	171311
096584	09-07	72-67	510		Le Granit	84-07-18 ré	171300
096684	09-07	72-67	540		Memphrémagog	84-08-30 ré	171300
096784	09-11	72-71	530		Coaticook	84-08-25 ev	171700
096884	09-11	72-71	676		L'Assomption	84-09-15 ev	171800
096984	09-14	95-91	29110	St-Augustin-de-Desmaures p	CUQ	84-08-27	311100
097084	09-17	72-67	405		L'Érable	84-09-17 ré	171300
097184	09-24	72-67	150		Denis-Riverin	84-09-24 ré	171300
097284	09-24	150	240		Le Domaine-du-Roy	84-08-10	180200
097384	09-24	72-67	570		Le Val-St-François	84-09-20 ré	171300
097484	09-24	72-67	570		Le Val-St-François	84-09-20 ré	171100
097584	09-24	72-71	682		Montcalm	84-09-22 ev	171700
097684	09-24	72-71	710		Papineau	84-09-29 ev	171700
097784	09-25	12	730		La Vallée-de-la-Gatineau	84-08-15	110300
097884	09-27	72-71	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-09-15 ev	171700
097984	09-27	72-67	260		Maria-Chapdelaine	84-09-27 ré	171300

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
098084	09-27	150	540		Memphrémagog	84-09-19	180200
098184	10-01	72-71	435		Francheville	84-09-29 ev	171800
098284	10-01	150	190		Rimouski-Neigette	84-09-05	180200
098384	10-02	72-67	410		Arthabaska	84-10-02 ré	171300
098484	10-02	72-67	660		Le Bas-Richelieu	84-08-30 ré	171300
098584	10-03	72-67	570		Le Val-St-François	84-08-27 ré	171300
098684	10-03	72-67	570		Le Val-St-François	84-08-27 ré	171300
098784	10-03	72-67	570		Le Val-St-François	84-08-27 ré	171300
098884	10-04	150	230		Lac-St-jean-Est	84-08-21	180200
098984	10-05	72-67	580		L'Or-Blanc	84-10-04 ré	171300
099084	10-05	72-67	920		Sept-Rivières	84-10-05 ré	171300
099184	10-09	150	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-08-14	180200
099284	10-09	150	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-09-25	180200
099384	10-09	72-67	674		Les Moulins	84-10-05 ré	171300
099484	10-09	72-67	315		Rivière-du-Loup	84-09-27 ré	171300
099584	10-11	72-67	615		Les Jardins-de-Napierville	84-09-13 ré	171300
099684	10-11	109-95-91	84365	Macamic p	Abitibi-Ouest	84-07-10	331100
099784	10-11	102	84365	Macamic p	Abitibi-Ouest	84-08-28	341300
099884	10-16	72-67	110		Avignon	84-10-09 ré	171100
099984	10-16	149	360		Bellechasse	84-10-11	180100
100084	10-17	72-67	335		Les Etchemins	84-09-28 ré	171300
100184	10-18	72-67	635		La Vallée-du-Richelieu	84-10-12 ré	171300
100284	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
100384	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
100484	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
100584	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
100684	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
100784	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
100884	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
100984	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
101084	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
101184	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
101284	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
101384	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
101484	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
101584	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
101684	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
101784	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
101884	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
101984	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
102084	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
102184	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
102284	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
102384	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
102484	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
102584	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
102684	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
102784	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
102884	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
102984	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
103084	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
103184	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
103284	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
103384	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
103484	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
103584	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
103684	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
103784	10-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-10	180100
103884	10-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-10-10	180100
103984	10-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-10-10	180100
104084	10-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-10-10	180100
104184	10-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-10-10	180100
104284	10-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-10-10	180100
104384	10-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-10-10	180100
104484	10-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-10-10	180100
104584	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
104684	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
104784	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
104884	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
104984	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
105084	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
105184	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
105284	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
105384	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
105484	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
105584	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
105684	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
105784	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
105884	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
105984	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
106084	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
106184	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
106284	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
106384	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
106484	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
106584	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
106684	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
106784	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
106884	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
106984	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
107084	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
107184	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
107284	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
107384	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
107484	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
107584	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
107684	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
107784	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
107884	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
107984	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
108084	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
108184	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
108284	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
108384	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
108484	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
108584	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
108684	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
108784	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
108884	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
108984	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
109084	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
109184	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
109284	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
109384	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
109484	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
109584	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
109684	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
109784	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
109884	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
109984	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
110084	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
110184	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
110284	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
110384	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
110484	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
110584	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
110684	10-19	149	260		Maria-Chapdelaine	84-10-10	180100
110784	10-22	12	678		D'Autray	84-09-26	110300
110884	10-22	72-71.1	510		Le Granit	84-10-03 ré	171310
110984	10-22	12	470		Mékinac	84-09-26	110300

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
111084	10-23	150	230		Lac-St-Jean-Est	84-10-16	180200
111184	10-23	72-67	640		Rouville	84-10-23 ré	171300
111284	10-25	72-67	435		Francheville	84-10-25 ré	171300
111384	10-25	72-71.1	540		Memphrémagog	84-10-25 ré	171310
111484	11-05	72-71	320		Kamouraska	84-11-17 ev	171700
111584	11-05	72-67	689		Les Laurentides	84-10-19 ré	171300
111684	11-08	72-67	530		Coaticook	84-10-25 ré	171300
111784	11-08	239-56-49-25	670		Laval	84-10-24	152352
111884	11-08	72-71.1	570		Le Val-St-François	84-10-24 ré	171310
111984	11-09	72-71.1	320		Kamouraska	84-09-20 ré	171310
112084	11-09	149	690		Matawinie	84-10-26	180100
112184	11-09	12	632		Roussillon	84-10-17	110300
112284	11-14	239-102	94190	La Baie v	Le Fjord-du-Saguenay	84-07-31	321151
112384	11-15	72-67	378		Portneuf	84-11-15 ré	171300
112484	11-16	12	355		La Nouvelle-Beauce	84-10-16	110300
112584	11-16	81	29110	St-Augustin-de-Desmaures p	CUQ	84-10-22	310191
112684	11-19	12	310		Les Basques	84-09-14	110300
112784	11-19	95-91	38280	Sutton ct	Brome-Missisquoi	82-12-17	311100
112884	11-19	109-95-91	38280	Sutton ct	Brome-Missisquoi	84-10-01	331100
112984	11-21	72-71.1	150		Denis-Riverin	84-11-02 ré	171310
113084	11-21	72-71.1	620		Le Haut-St-Laurent	84-10-27 ré	171310
113184	11-26	72-67	398		Charlevoix-Est	84-11-27 ré	171300
113284	11-26	72-67	682		Montcalm	84-11-02 ré	171100
113384	11-26	102	20140	Charlesbourg v	CUQ	84-09-17	321100
113484	11-27	72-67	560		Sherbrooke	84-11-22 ré	171100
113584	11-28	72-67	240		Le Domaine-du-Roy	84-10-16 ré	171300
113684	11-29	72-71	570		Le Val-St-François	84-11-24 ev	171800
113784	11-29	99	20140	Charlesbourg v	CUQ	84-06-29 ev	311900
113884	12-03	72-67	570		Le Val-St-François	84-12-03 ré	171300
113984	12-03	72-67	710		Papineau	84-09-23 ré	171300
114084	12-05	72-67	730		La Vallée-de-la-Gatineau	84-12-05 ré	171300
114184	12-05	72-67	740		Pontiac	84-10-02 ré	171300
114284	12-06	15	520		Le Haut-St-François	84-11-27 ré	111300
114384	12-07	239-3	340		Beauce-Sartigan	84-03-20	110143
114484	12-11	109-95-91	56750	Boucherville v	Lajemmerais	84-11-07	331100
114584	12-12	72-67	810		Témiscamingue	84-12-06 ré	171300
114684	12-13	72-67	340		Beauce-Sartigan	84-11-12 ré	171300
114784	12-13	72-71.1	150		Denis-Riverin	84-12-13 ré	171320
114884	12-13	72-67	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-12-13 ré	171300
114984	12-14	71	671		Deux-Montagnes	84-12-22 ev	170700
115084	12-17	109-99	56750	Boucherville v	Lajemmerais	84-12-12 ev	331900
115184	12-20	72-67	510		Le Granit	84-12-10 ré	171300

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
115284	12-21	72-67	425		Bécancour	84-12-21 ré	171300
115384	12-21	95-91	53480	St-Alexandre p	Le Haut-Richelieu	84-11-05	311100
115484	12-21	95-91	53400	St-Alexandre vl	Le Haut-Richelieu	84-11-13	311100
115584	12-27	72-67	470		Mékinac	84-12-12 ré	171300
115684	12-27	72-67	673		Thérèse-de-Blainville	84-12-13 ré	171300
115784	12-28	72-67	665		Lajemmerais	84-12-27 ré	171300
115884	12-28	150	690		Matawinie	84-11-28	180200
000185	01-09	12	380		La Jacques-Cartier	84-11-14	110300
000285	01-09	72-71	540		Memphrémagog	84-12-22 ev	171700
000385	01-09	239-14	330		Montmagny	84-12-18	110541
000485	01-14	72-67	415		Drummond	85-01-14 ré	171300
000585	01-14	72-67	415		Drummond	85-01-14 ré	171300
000685	01-14	72-67	415		Drummond	85-01-14 ré	171300
000785	01-14	72-67	180		La Mitis	84-12-14 ré	171300
000885	01-14	239-14	355		La Nouvelle-Beauce	85-01-04	110541
000985	01-15	150	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-08	180200
001085	01-16	72-67	540		Memphrémagog	84-11-20 ré	171100
001185	01-16	72-71.1	540		Memphrémagog	84-12-04 ré	171110
001285	01-16	72-67	710		Papineau	85-01-17 ré	171300
001385	01-18	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-10	180100
001485	01-18	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-10	180100
001585	01-18	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-10	180100
001685	01-18	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-10	180100
001785	01-18	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-10	180100
001885	01-18	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-10	180100
001985	01-18	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-10	180100
002085	01-18	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-10	180100
002185	01-18	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-10	180100
002285	01-18	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-10	180100
002385	01-18	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-10	180100
002485	01-18	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-10	180100
002585	01-18	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-10	180100
002685	01-18	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-10	180100
002785	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
002885	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
002985	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
003085	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
003185	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
003285	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
003385	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
003485	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
003585	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
003685	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
003785	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
003885	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
003985	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
004085	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
004185	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
004285	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
004385	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
004485	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
004585	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
004685	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
004785	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
004885	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
004985	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
005085	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
005185	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
005285	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
005385	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
005485	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
005585	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
005685	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
005785	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
005885	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
005985	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
006085	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
006185	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
006285	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
006385	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
006485	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
006585	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
006685	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
006785	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
006885	01-18	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-10	180100
006985	01-18	149	378		Portneuf	85-01-10	180100
007085	01-21	72-67	686		Argenteuil	84-12-11 ré	171300
007185	01-21	72-67	440		Le Centre-de-la-Mauricie	84-12-28 ré	171300
007285	01-21	150	240		Le Domaine-du-Roy	84-11-28	180200
007385	01-21	72-67	674		Les Moulins	85-01-15 ré	171300
007485	01-21	150	690		Matawinie	84-11-28	180200
007585	01-21	72-71.1	682		Montcalm	84-12-14 ré	171110
007685	01-21	72-71.1	682		Montcalm	85-01-07 ré	171120
007785	01-22	12	530		Coaticook	84-10-17	110300
007885	01-22	72-71.1	620		Le Haut-St-Laurent	84-12-10 ré	171310
007985	01-22	109-95-91	13380	St-Marcel sd	L'Islet	84-10-01	331100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
008085	01-22	109-99	13380	St-Marcel sd	L'Islet	84-11-28 ev	331900
008185	01-23	72-67	140		La Côte-de-Gaspé	85-01-23 ré	171300
008285	01-23	72-67	140		La Côte-de-Gaspé	85-01-23 ré	171300
008385	01-23	72-67	655		Les Maskoutains	85-01-03 ré	171300
008485	01-23	72-67	810		Témiscamingue	85-01-24 ré	171300
008585	01-24	72-67	370		Les Chutes-de-la Chaudière	84-12-27 ré	171100
008685	01-24	72-67	160		Matane	84-12-07 ré	171300
008785	01-24	72-71.1	160		Matane	84-12-19 ré	171310
008885	01-24	72-67	632		Roussillon	85-01-24 ré	171300
008985	01-25	12	890		Abitibi-Ouest	84-12-12	110300
009085	01-25	72-67	890		Abitibi-Ouest	85-01-21 ré	171300
009185	01-25	150	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-22	180200
009285	01-25	150	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-22	180200
009385	01-25	12	480		Le Haut-St-Maurice	84-11-28	110300
009485	01-30	72-67	190		Rimouski-Neigette	85-01-30 ré	171300
009585	01-31	12	680		Joliette	84-12-18	110300
009685	02-01	56-49-25	670		Laval	85-01-24	152300
009785	02-01	18	580		L'Or-Blanc	84-11-28	112100
009885	02-01	15	673		Thérèse-de-Blainville	85-01-11 ré	111300
009985	02-04	72-67	520		Le Haut-St-François	85-01-16 ré	171300
010085	02-05	239-14	890		Abitibi-Ouest	85-02-04	110541
010185	02-05	12	990		Caniapiscau	85-01-15	110300
010285	02-05	12	435		Francheville	84-12-12	110300
010385	02-05	12	510		Le Granit	85-01-17	110300
010485	02-06	72-67	625		Beauharnois-Salaberry	85-01-03 ré	171300
010585	02-06	12	325		L'Islet	85-01-14	110300
010685	02-06	72-71.1	180		La Mitis	85-01-25 ré	171310
010785	02-06	12	540		Memphrémagog	85-01-09	110300
010885	02-06	72-67	065		CUM	85-01-08 ré	171300
010985	02-07	12	645		La Haute-Yamaska	84-12-13	110300
011085	02-08	102	56750	Boucherville v	Lajemmerais	85-01-16	341300
011185	02-11	72-67	610		Le Haut-Richelieu	85-01-25 ré	171300
011285	02-11	72-71.1	340		Beauce-Sartigan	85-02-01 ré	171310
011385	02-13	109-95-91	90350	St-Félicien v	Le Domaine-du-Roy	84-10-01	331100
011485	02-13	109-99	90350	St-Félicien v	Le Domaine-du-Roy	84-12-05 ev	331900
011585	02-14	72-67	750		Antoine-Labelle	85-02-06 ré	171300
011685	02-14	109-95-91	56750	Boucherville v	Lajemmerais	85-02-06	331100
011785	02-14	81	29110	St-Augustin-de-Desmaures p	CUQ	85-01-21	310191
011885	02-14	109-95-91	43120	Trois-Rivières-Ouest v	Francheville	84-11-05	331100
011985	02-14	109-99	43120	Trois-Rivières-Ouest v	Francheville	84-12-01 ev	331900
012085	02-14	102	43120	Trois-Rivières-Ouest v	Francheville	84-12-03	341300
012185	02-15	72-71	150		Denis-Riverin	85-02-09 ev	171700
012285	02-15	81	20430	Val-Bélair v	CUQ	85-02-05	310100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
012385	02-18	15	730		La Vallée-de-la-Gatineau	85-01-07 ré	111300
012485	02-19	149	230		Lac-St-Jean-Est	85-01-28	180100
012585	02-19	149	230		Lac-St-Jean-Est	85-01-28	180100
012685	02-19	149	230		Lac-St-Jean-Est	85-01-28	180100
012785	02-19	149	230		Lac-St-Jean-Est	85-01-28	180100
012885	02-19	149	230		Lac-St-Jean-Est	85-01-28	180100
012985	02-19	149	230		Lac-St-Jean-Est	85-01-28	180100
013085	02-19	149	230		Lac-St-Jean-Est	85-01-28	180100
013185	02-19	149	230		Lac-St-Jean-Est	85-01-28	180100
013285	02-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	85-01-28	180100
013385	02-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	85-01-28	180100
013485	02-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	85-01-28	180100
013585	02-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	85-01-28	180100
013685	02-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	85-01-28	180100
013785	02-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	85-01-28	180100
013885	02-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	85-01-28	180100
013985	02-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	85-01-28	180100
014085	02-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	85-01-28	180100
014185	02-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	85-01-28	180100
014285	02-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	85-01-28	180100
014385	02-19	149	240		Le Domaine-du-Roy	85-01-28	180100
014485	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
014585	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
014685	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
014785	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
014885	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
014985	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
015085	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
015185	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
015285	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
015385	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
015485	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
015585	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
015685	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
015785	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
015885	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
015985	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
016085	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
016185	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
016285	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
016385	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
016485	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
016585	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
016685	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
016785	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
016885	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
016985	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
017085	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
017185	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
017285	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
017385	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
017485	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
017585	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
017685	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
017785	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
017885	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
017985	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
018085	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
018185	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
018285	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
018385	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
018485	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
018585	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
018685	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
018785	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
018885	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
018985	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
019085	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
019185	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
019285	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
019385	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
019485	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
019585	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
019685	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
019785	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
019885	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
019985	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
020085	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
020185	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
020285	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
020385	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
020485	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
020585	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
020685	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
020785	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
020885	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
020985	02-19	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-01-28	180100
021085	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
021185	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
021285	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
021385	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
021485	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
021585	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
021685	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
021785	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
021885	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
021985	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
022085	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
022185	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
022285	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
022385	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
022485	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
022585	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
022685	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
022785	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
022885	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
022985	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
023085	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
023185	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
023285	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
023385	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
023485	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
023585	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
023685	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
023785	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
023885	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
023985	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
024085	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
024185	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
024285	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
024385	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
024485	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
024585	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
024685	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
024785	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
024885	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
024985	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
025085	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
025185	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	130100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
025285	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
025385	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
025485	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
025585	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
025685	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
025785	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
025885	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
025985	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
026085	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
026185	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
026285	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
026385	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
026485	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
026585	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
026685	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
026785	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
026885	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
026985	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
027085	02-19	149	260		Maria-Chapdelaine	85-01-28	180100
027185	02-19	81	22490	St-Anselme vl	Bellechasse	85-01-28	180100
027285	02-20	72-71.1	180		La Mitis	85-02-04	310100
027385	02-20	81	53480	St-Alexandre p	Le Haut-Richelieu	85-02-20 ré	171310
027485	02-20	81	53400	St-Alexandre vl	Le Haut-Richelieu	85-02-04	310100
027585	02-21	72-71.1	415		Drummond	85-02-06	310100
027685	02-21	72-71.1	415		Drummond	85-02-21 ré	171310
027785	02-22	72-71.1	405		L'Érable	85-02-21 ré	171310
027885	02-22	72-71.1	710		Papineau	84-12-03 ré	171310
027985	02-25	109-95-91	20140	Charlesbourg v	CUQ	85-02-22 ré	171310
028085	02-25	109-99	20140	Charlesbourg v	CUQ	84-10-01	331100
028185	02-25	102	20140	Charlesbourg v	CUQ	85-02-01 ev	331900
028285	02-26	72-67	634		Champlain	85-01-21	341300
028385	02-26	72-67	150		Denis-Riverin	85-02-26 ré	171300
028485	02-26	72-71.1	370		Les Chutes-de-la-Chaudière	85-02-26 ré	171300
028585	02-26	72-67	540		Memphrémagog	85-02-27 ré	171110
028685	02-27	149	600		Brome-Missisquoi	85-02-26 ré	171300
028785	02-27	149	634		Champlain	85-01-08	180100
028885	02-27	149	435		Francheville	84-12-17	180100
028985	02-27	149	680		Joliette	85-01-22	180100
029085	02-27	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-12-17	180100
029185	02-27	149	210		Le Fjord-du-Saguenay	84-12-17	180100
029285	02-27	149	560		Sherbrooke	84-12-17	180100
029385	02-27	149	560		Sherbrooke	84-12-17	180100
029485	02-27	149	300		Témiscouata	85-01-08	180100
						85-01-07	180100

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
029585	02-27	72-71	673		Thérèse-de-Blainville	85-03-09 ev	171800
029685	02-27	149	628		Vaudreuil-Soulanges	85-01-08	180100
029785	02-28	72-67	315		Rivière-du-Loup	85-02-28 ré	171300
029885	03-01	72-67	120		Bonaventure	85-01-25 ré	171300
029985	03-01	72-71.1	120		Bonaventure	85-03-06 ré	171310
030085	03-01	15	398		Charlevoix-Est	85-02-26 ré	111300
030185	03-04	150	210		Le Fjord-du-Saguenay	85-02-26	180200
030285	03-06	16	580		L'Or-Blanc	84-09-10 ém	111500
030385	03-06	16	170		La Matapédia	84-07-04 ém	111500
030485	03-06	12	665		Lajemmerais	85-02-14	110300
030585	03-06	12	350		Robert-Cliche	85-01-30	110300
030685	03-06	12	640		Rouville	85-02-06	110300
030785	03-07	72-67	600		Brome-Missisquoi	85-03-05 ré	171300
030885	03-07	150	435		Francheville	85-02-20	180200
030985	03-07	16	520		Le Haut-St-François	85-02-18 ém	111500
031085	03-11	72-71	570		Le Val-St-François	85-03-02 ev	171800
031185	03-12	72-67	625		Beauharnois-Salaberry	85-03-11 ré	171100
031285	03-12	109-95-91	21420	Lauzon v	Desjardins	85-01-14	331100
031385	03-12	109-99	21420	Lauzon v	Desjardins	85-02-12 ev	331900
031485	03-12	72-67	730		La Vallée-de-la-Gatineau	85-02-28 ré	171300
031585	03-13	109-95-91	21220	St-Étienne-de-Lauzon sd	Les Chutes-de-la-Chaudière	84-12-17	331100
031685	03-13	109-99	21220	St-Étienne-de-Lauzon sd	Les Chutes-de-la-Chaudière	85-01-28 ev	331900
031785	03-13	102	21220	St-Étienne-de-Lauzon sd	Les Chutes-de-la-Chaudière	85-02-04	341300
031885	03-15	72-67	615		Les Jardins-de-Napierville	85-02-26 ré	171300
031985	03-15	111-72-67	20290	Ancienne-Lorette v	CUQ	85-03-15 ré	371300
032085	03-18	72-71.1	190		Rimouski-Neigette	85-03-18 ré	171310
032185	03-19	72-67	365		Desjardins	85-03-20 ré	171300
032285	03-19	72-67	665		Lajemmerais	85-03-19 ré	171300
032385	03-20	72-67	676		L'Assomption	85-02-28 ré	171300
032485	03-20	85.1-81	65480	St-Laurent v	CUM	84-03-12	410100
032585	03-21	12	150		Denis-Riverin	85-02-21	110300
032685	03-21	72-67	660		Le Bas-Richelieu	85-03-04 ré	171300
032785	03-21	72-67	660		Le Bas-Richelieu	85-03-04 ré	171300
032885	03-21	72-67	660		Le Bas-Richelieu	85-03-21 ré	171300
032985	03-21	15	065		CUM	85-02-27 ré	111300
033085	03-21	12	660		Le Bas-Richelieu	85-02-13	110300
033185	03-22	12	420		Nicolet-Yamaska	85-02-21	110300
033285	03-22	81	38500	Lac-Brome v	Brome-Missisquoi	85-03-11	310100
033385	03-25	72-67	676		L'Assomption	85-03-25 ré	171300
033485	03-25	72-67	570		Le Val-St-François	85-03-25 ré	171300
033585	03-25	72-67	570		Le Val-St-François	85-03-25 ré	171300
033685	03-25	72-67	632		Roussillon	85-03-25 ré	171300
033785	03-26	150	634		Champlain	85-03-19	180200

Enregistrement			Municipalité			Document	
Numéro	Date	Article	Code	Municipalité locale	MRC	Adoption	Référ.
033885	03-26	72-67	678		D'Autray	85-03-26 ré	171300
033985	03-27	72-67	676		L'Assomption	85-03-25 ré	171300
034085	03-28	150	230		Lac-St-Jean-Est	85-03-19	180200
034185	03-28	150	230		Lac-St-Jean-Est	85-03-19	180200
034285	03-28	72-67	830		Vallée-de-l'Or	85-03-27 ré	171300
034385	03-28	85.1-81	56650	Longueuil v	Champlain	85-03-20	410100
034485	03-28	95-91	22490	St-Anselme vl	Bellechasse	85-03-04	311100
034585	03-29	109-95-91	57280	Ste-Julie v	Lajemmerais	85-03-05	331100

ev: entrée en vigueur ré: réception ém: émission

Tableau IV

Statistiques cumulatives des enregistrements au 31 mars 1985

Articles de la loi	Description	Enregistrements 1984-1985	1979-1985
	Plan d'urbanisme		
81	Entreprise de l'élaboration d'un plan d'urbanisme	10	136
81	Modification de la résolution autorisant l'élaboration du PU	2	3
112.1-81	Abrogation de la résolution autorisant l'élaboration du PU		10
111-67	Règlement de contrôle intérimaire	1	44
111-71.1	Modification par résolution d'un RCI	1	13
111-71	Désaveu d'un RCI		5
111-72-67	Modification d'un RCI	1	5
111-72-71	Désaveu d'un règlement modifiant un RCI		1
91	Proposition préliminaire d'urbanisme		1
95-91	Projet de plan d'urbanisme	7	104
99	Plan d'urbanisme adopté mais ne pouvant entrer en vigueur	1	5
99	Plan d'urbanisme en vigueur	5	89
99-87	Description des travaux	3	88
239-102	Prolongation d'un délai – Adoption d'un règlement d'urbanisme		4
239-102	Nouveau délai – Adoption d'un règlement d'urbanisme	1	11
102	Règlement d'urbanisme	5	88
102	Modification d'un règlement d'urbanisme		2
104	Avis sur la conformité au PU d'un règlement d'urbanisme		2
239-106	Prolongation d'un délai – Modification d'un RU		2
106	Modification d'un RU pour le rendre conforme au PU		2
107-104	Avis sur la conformité au PU d'un RU modifié		1
		37	**616**
	Modification du plan d'urbanisme		
109-95-91	Projet de règlement modifiant le PU	21	56
109-99	Modification du plan d'urbanisme en vigueur	20	51
109-99-87	Modification de la description des travaux		4
102	Modification d'un règlement d'urbanisme	16	41
		57	**152**
	Programme particulier d'urbanisme		
85.1-81	Entreprise de l'élaboration d'un PPA	2	2
		2	**2**
	Schéma d'aménagement		
239-3	Prolongation d'un délai – Entreprise de l'élaboration du SA	1	27
239-3	Nouveau délai – Entreprise de l'élaboration du SA	1	29
4	Entreprise de l'élaboration d'un schéma d'aménagement	2	95
67	Règlement de contrôle intérimaire	1	97
71.1	Modification par résolution d'un RCI	8	111
71	Désaveu partiel d'un RCI	3	8
71	Désaveu d'un RCI	1	3
72-67	Modification d'un RCI	174	378

Articles de la loi	Description	Enregistrements 1984-1985	Enregistrements 1979-1985
72-71.1	Modification par résolution d'un règlement modifiant le RCI	58	119
72-67	Règlement de contrôle intérimaire refondu	8	9
72-71.1	Résolution modifiant un RCI refondu	4	4
72-71	Désaveu partiel d'un règlement modifiant le RCI	13	33
72-71	Désaveu d'un règlement modifiant le RCI	5	7
12	Proposition préliminaire d'aménagement	28	37
239-14	Prolongation d'un délai – Avis sur la PPA	3	3
15	Proposition d'aménagement	7	10
16	Orientations, projets et objections du Gouvernement	3	4
18	Version définitive du schéma d'aménagement	1	1
239-56-49-25	Prolongation d'un terme – Révision du schéma d'aménagement		3
239-56-49-25	Nouveau terme – Révision du schéma d'aménagement	1	2
56-49-25	Schéma d'aménagement révisé	1	1
55	Proposition de schéma d'aménagement révisé		1
56-16	Orientations, projets et objections du Gouvernement		1
56-49-18	Version définitive du schéma d'aménagement révisé		1
149	Avis relatif à un projet d'intervention gouvernementale	780	1055
150	Opinion sur la conformité au RCI d'une intervention projetée	51	116
		1 154	**2 155**
	Total des enregistrements	**1 250**	**2 925**

Tableau V

Sommaire des documents devant être transmis par les MRC pour enregistrement

Élaboration et adoption du schéma d'aménagement			
Articles	**Document**		**Informations accessoires**
4	Résolution:	Entreprise de l'élaboration du schéma d'aménagement	
67	Règlement:	Contrôle intérimaire	
12	Résolution:	Proposition préliminaire d'aménagement	
15	Résolution:	Proposition d'aménagement	
18	Résolution:	Version définitive du schéma d'aménagement	Avis des dates, heures et lieux des assemblées publiques
25	Règlement:	Schéma d'aménagement	
25-7	Résolution:	Coûts des équipements et infrastructure municipaux	
25-7	Résolution:	Modalités et conclusions de la consultation	Motifs d'accord et de désaccord des personnes et organismes consultés
30	Règlement:	Schéma d'aménagement en vigueur	Avis de la date de son entrée en vigueur
30-7	Résolution:	Coûts des équipements et infrastructures intermunicipaux	
30-7	Résolution:	Modalités et conclusions de la consultation	Motifs d'accord et de désaccord des personnes et organismes consultés
78-76	Règlement:	Zonage, lotissement et construction	
78-77	ou:	Modification d'un règlement d'urbanisme (Pour les territoires non organisés)	
150	Résolution:	Opinion sur la conformité d'un projet d'intervention gouvernementale	

Notes: 1) Les documents doivent être authentifiés par le secrétaire et accompagnés d'une copie certifiée de la résolution d'adoption.

2) Les modifications subséquentes aux documents enregistrés doivent aussi être enregistrées.

Tableau VI

Sommaire des documents devant être transmis par les municipalités pour enregistrement

Élaboration et adoption d'un plan et de règlements d'urbanisme			
Articles	**Document**		**Informations accessoires**
81	Résolution:	Entreprise de l'élaboration d'un plan d'urbanisme	Délai d'adoption du plan d'urbanisme
111-67 (112)	Règlement:	Contrôle intérimaire	
91	Résolution:	Proposition préliminaire d'urbanisme	Avis des date, heure, lieu et objet de l'assemblée publique
95-91 (109)	Résolution:	Projet de plan d'urbanisme	Avis des date, heure, lieu et objet de l'assemblée publique
99 (109)	Règlement:	Plan d'urbanisme en vigueur	Avis de la date de son entrée en vigueur
99-87 (109)	Résolution:	Description des travaux et indication de leurs coûts approximatifs	
85.1-81	Résolution:	Entreprise de l'élaboration d'un programme particulier d'urbanisme	Délai d'adoption du plan d'urbanisme
85.1-111-67 (112)	Règlement:	Contrôle intérimaire	
85.1-91	Résolution:	Proposition préliminaire d'un programme particulier d'urbanisme	Avis des date, heure, lieu et objet de l'assemblée publique
85.1-95-91 (109)	Résolution:	Projet de programme particulier d'urbanisme	Avis des date, heure, lieu et objet de l'assemblée publique
85.1-99 (109)	Règlement:	Programme particulier d'urbanisme en vigueur	Avis de la date de son entrée en vigueur
102	Règlement: ou:	Zonage, lotissement et construction Règlement d'urbanisme en vigueur, modifié ou non	

Notes: 1) Les documents doivent être authentifiés par le secrétaire et accompagnés d'une copie certifiée de la résolution d'adoption.

2) Les modifications subséquentes aux documents enregistrés doivent aussi être enregistrées.

Tableau VII

Sommaire des documents devant être transmis par le ministre des Affaires municipales pour enregistrement

Articles	Document		Agent administratif
	Schéma d'aménagement		
16 (56)	Avis	: Orientations, projets et objections du Gouvernement	Ministre désigné
27 (49)	Avis	: Demande de modification du schéma d'aménagement	Ministre désigné
29 (49)	Décret	: Modification du schéma d'aménagement	Gouvernement
30 (49)	Schéma d'aménagement en vigueur suite à un décret		Ministre
	Règlement de contrôle intérimaire		
71 (111)	Ordonnance	: Modification ou désaveu du RCI	Ministre
72-71 (111)	Ordonnance	: Modification ou désaveu d'un règlement modifiant le RCI	Ministre
	Projet d'intervention gouvernementale		
149	Avis	: Projet d'intervention gouvernementale	Ministre désigné*
153	Avis	: Demande de modification du SA ou du RCI	Ministre désigné
157	Décret	: Modification du SA ou du RCI	Gouvernement
	Zone d'intervention spéciale		
161	Projet de décret	: Zone d'intervention spéciale	Ministre désigné
164	Décret	: Zone d'intervention spéciale	Gouvernement
	Dispositions générales		
238	Décision	: Substitution à une municipalité ou une MRC	Ministre
239	Décision	: Prolongation d'un délai ou terme	Ministre
	ou	: Nouveau délai ou terme	Ministre
240	Demande	: Avis de la Commission sur la conformité	Ministre
241	Règlement	: Prescription de règles, tarifs d'honoraires ou rémunération	Gouvernement

Note : Les documents doivent être des originaux signés par le ministre ou dûment certifiés conformes.

* Par délégation, cet avis peut être préparé et transmis par le ministre concerné.

Chapitre 5

Requêtes déposées à la Commission municipale du Québec

5.1 Requêtes en appel des décisions du sous-ministre de l'Environnement

L'article 96 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) se lit comme suit:

« 96. Toute municipalité ou personne visée par une ordonnance émise par le sous-ministre en vertu de la présente loi peut interjeter appel de la décision devant la Commission municipale du Québec si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont erronés, si la procédure suivie est entachée d'une irrégularité grave ou si la décision n'a pas été rendue avec impartialité.

Il en est de même dans tous les cas où le sous-ministre refuse d'accorder ou révoque un certificat d'autorisation, un certificat, une autorisation, une approbation, une permission ou un permis, fixe à moins de cinq ans la durée du renouvellement d'un permis en vertu de l'article 55, exige une modification à une demande qui lui est faite, refuse de renouveler ou suspend un permis, fixe ou répartit des coûts et des frais et détermine une indemnité en vertu de l'article 61, refuse de fixer des taux en vertu de l'article 64.1 ou signifie une dénégation de conformité à l'initiateur d'un projet.

Dans le cas où le sous-ministre approuve des taux avec modification en vertu de l'article 32.9, l'exploitant peut en appeler devant la Commission municipale.

Une ordonnance rendue en vertu de l'article 59 n'est cependant pas susceptible d'appel. »

	1982-1983	1983-1984	1984-1985
Appels reçus	4	5	3
Décisions confirmées	—	—	1*
Décisions infirmées	—	—	—
Désistements	—	—	—
Causes pendantes	4	5	2

* Pour 1984-1985, la décision concerne l'appel logé au cours du présent exercice et formulé par:

— Derick Adams
Saint-Georges-de-Clarenceville

Désistements ou décisions rendus sur des appels logés au cours d'exercices financiers précédents:

	1982-1983	1983-1984	1984-1985
Décisions confirmées	1	2	2
Décisions infirmées	2	—	—
Désistements	5	4	—
Causes pendantes	3	3	4

Pour 1984-1985, les deux décisions sur appel concernent les appels logés au cours de l'exercice financier précédent et formulés par les personnes et organismes suivants:

— Alex Couture inc.
Charny

— Michel Masse et als (et Construction Gérobec inc.)
Pointe-aux-Trembles, [illegible]

5.2 Requêtes en appel de la part de fonctionnaires municipaux

Ces appels sont fondés, principalement, sur les articles 72 et 73.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), 181 et 182 du Code municipal (L.R.Q., c. C-27.1)

a. 72 L.C.V.:

« La résolution destituant un fonctionnaire ou employé visé au deuxième alinéa de l'article 71, le suspendant sans traitement ou réduisant son traitement, doit lui être signifiée en lui remettant copie en mains propres. La personne ainsi destituée ou suspendue ou dont le traitement a été ainsi réduit peut, sous réserve de l'article 79 de la Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13), interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale du Québec qui décide en dernier ressort, après enquête.

Cet appel doit être formulé dans les quinze jours qui suivent le moment où la résolution du conseil a été signifiée.

Si l'appel est maintenu, la Commission peut aussi ordonner à la municipalité de payer à l'appelant une somme d'argent qu'elle détermine pour l'indemniser des dépenses qu'il a faites pour cet appel. L'ordonnance à cette fin est homologuée, sur

requête de l'appelant, par le tribunal de juridiction civile compétent. L'appelant peut ensuite exécuter le jugement contre la municipalité. »

a. 73.1 L.C.V.:

« Les articles 71 à 73 ne s'appliquent à une suspension sans traitement que si elle:

1° est de plus de vingt jours ouvrables, ou

2° survient, quelle que soit sa durée, dans les douze mois qui suivent l'expiration d'une suspension sans traitement de plus de vingt jours ouvrables. ».

a. 181 C.M.:

« La résolution destituant le secrétaire-trésorier, le suspendant sans traitement ou réduisant son traitement doit lui être signifiée en lui remettant copie en mains propres. Le secrétaire-trésorier qui a été en fonction pendant au moins 12 mois consécutifs peut interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale du Québec qui décide en dernier ressort, après enquête.

Cet appel doit être formulé dans les 15 jours qui suivent le moment où la décision du conseil de la corporation a été signifiée.

Si l'appel est maintenu, la Commission peut aussi ordonner à la corporation de payer à l'appelant une somme d'argent qu'elle détermine pour l'indemniser des dépenses qu'il a faites pour cet appel. L'ordonnance à cette fin est homologuée, sur requête de l'appelant, par le tribunal de juridiction civile compétent. L'appelant peut ensuite exécuter le jugement contre la corporation.

Une disposition d'une charte d'une corporation qui abroge, remplace ou modifie directement ou indirectement l'article 180, en totalité ou en partie, ou qui édicte un article 181, n'exclut pas l'application du présent article. ».

a. 182 C.M.:

« Les articles 180 et 181 ne s'appliquent à une suspension sans traitement que si elle:

1° est de plus de 20 jours ouvrables, ou

2° survient, quelle que soit sa durée, dans les 12 mois qui suivent l'expiration d'une suspension sans traitement de plus de 20 jours ouvrables. ».

Décisions concluant au droit à l'appel:

— Paroisse de Saint-François-Xavier-des-Hauteurs
Clément Dupont, secrétaire-trésorier

— Municipalité de Stukely-Sud
Aline Guèvremont, secrétaire-trésorière adjointe

— Ville de L'Assomption
Robert Dénommé, responsable du service d'urbanisme et inspecteur en bâtiments

— Ville de Montréal
Georges S. Bonhomme, surintendant des programmes

Décisions concluant au rejet de l'appel:

— Paroisse de Saint-Thomas
Marcel Goyet, inspecteur municipal

— Ville de Châteauguay
Bernard Beaudry, chef (surintendant) du département des travaux publics

— Communauté urbaine de Québec
Jacques Huot, directeur du service de la promotion industrielle

	1982-1983	1983-1984	1984-1985
— Nombre d'appels reçus	51	69	33
— Décision sur appel logé entre le 1er avril 1977 et le 31 mars 1978	—	—	1
— Décisions ou désistements sur appels logés entre le 1er avril 1979 et le 31 mars 1980	16	—	—
— Décisions ou désistements sur appels logés entre le 1er avril 1980 et le 31 mars 1981	4	1	1
— Décisions ou désistements sur appels logés entre le 1er avril 1981 et le 31 mars 1982	12	2	2
— Décisions ou désistements sur appels logés entre le 1er avril 1982 et le 31 mars 1983	27	21	3
— Décisions ou désistements sur appels logés entre le 1er avril 1983 et le 31 mars 1984	—	17	48
— Décisions ou désistements sur appels logés entre le 1er avril 1984 et le 31 mars 1985	—	—	19

— Ville de Lac-Etchemin
Marcel Lachance, contremaître municipal

— Ville de Pierrefonds
Jean-Marie Thivierge, adjoint au directeur du service de prévention des incendies

— Ville de Pierrefonds
Jean-Guy Richer, directeur du service de prévention des incendies

— Ville de Geeenfield-Park
William Rowden, chef du service des incendies

— Municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley
J.R. Guy Gaudreau, secrétaire-trésorier

— Ville de Sainte-Foy
Edmund O'Neill, ex-trésorier et ex-directeur des finances

Désistements :

— Ville de Longueuil
Bruno Grondin, assistant-trésorier

— Ville de Saint-Léonard
Gilles Beaudry, adjoint au directeur des travaux publics

— Ville de Saint-Léonard
Gilles Beaudry, adjoint au directeur du service des travaux publics

— Ville de Saint-Jérôme
Robert Duchesne, directeur du service de l'informatique

— Corporation du comté de Labelle et municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle
Yvan Deslauriers, gérant-secrétaire-trésorier

— Ville de Varennes
Paul-Émile Rousseau, inspecteur municipal

— Ville de Dolbeau
Gaston Blouin, greffier de la Cour municipale

— Ville de Dolbeau
Gaston Blouin, greffier

— Ville de Dolbeau
Yvon Lavoie, assistant greffier de la Cour municipale

— Ville de Dolbeau
Marcel Boily, directeur des travaux publics

— Ville de Dolbeau
Michel Lallemand, assistant directeur des loisirs

— Ville de Dolbeau
André Chiasson, directeur de l'usine de filtration

— Ville de Dolbeau
Régis Lessard, contremaître

— Municipalité de Prévost
Gaétan Charette, secrétaire-trésorier (réduction)

— Municipalité de Prévost
Gaétan Charette, secrétaire-trésorier

— Paroisse de Saint-Adelphe
Monique Cloutier-Bordeleau, secrétaire-trésorière

— Paroisse de La Plaine
Marcel Hardy, secrétaire-trésorier

— Ville de Buckingham
Denis Boucher, directeur des loisirs (suspension)

— Ville de Buckingham
Denis Boucher, directeur des loisirs (destitution)

— Ville de Buckingham
Denis Boucher, directeur des loisirs (destitution)

— Ville de Grand'Mère
Réal Trépanier, directeur du service des loisirs

— Ville de Grand'Mère
Pierre Pellerin, adjoint administratif

— Municipalité de Terrasse-Vaudreuil
Roland Frenette, secrétaire-trésorier

— Municipalité de Grande-Vallée
Charles-Émile Minville, secrétaire-trésorier

— Canton Turgeon
Jean-Paul Allard, inspecteur municipal

— Municipalité de Prévost
Gaétan Charette, secrétaire-trésorier

— Ville de Sainte-Catherine
Guy Derome, gérant-secrétaire-trésorier

— Ville de Bromont
Clément Beauregard, surintendant-contremaître au service des travaux publics

— Ville de Chicoutimi
Edmond Hubert, fonctionnaire municipal (modification à l'organigramme)

— Ville de Chicoutimi
Edmond Hubert, fonctionnaire municipal (modification à l'organigramme)

— Ville d'Arthabaska
Jean-Noël Côté, assistant-secrétaire-trésorier

— Ville de Montréal
René Lamontagne, service des incendies (rétrogradation)

— Ville de Montréal
Roland Beaulieu, service des incendies (rétrogradation)

— Ville de Montréal
Michel Girard, service des incendies (rétrogradation)

— Ville de Sherbrooke
Marc Lareau, chef de section électrométrie, service hydro

— Ville de Sherbrooke
Guy Couture, chef de division compteurs, service hydro

— Ville de Sherbrooke
Hervé Duquette, adjoint au chef de division des compteurs, service hydro

— Ville de Sherbrooke
Yvan Beaulieu, adjoint au directeur, coordonnateur, équipement et soutien technique, services récréatifs et communautaires

— Ville de Sherbrooke
Allen Dufour, directeur de la bibliothèque, services récréatifs et communautaires

— Ville de Sherbrooke
Paul Dufresne, adjoint au chef de division des lignes, service hydro

— Ville de Sherbrooke
Raynald Roy, analyste, budget et méthodes, service des travaux publics

— Ville de Sherbrooke
Roger Dion, chef de la section services, service hydro

— Ville de Sherbrooke
Camille Gendron, directeur adjoint, administration, service des incendies

— Ville de Sherbrooke
Vincent Roselli, gérant du palais des sports

— Ville de Sherbrooke
Roland Choinière, chef de section, pourvoyeur d'équipement lourd, service des travaux publics

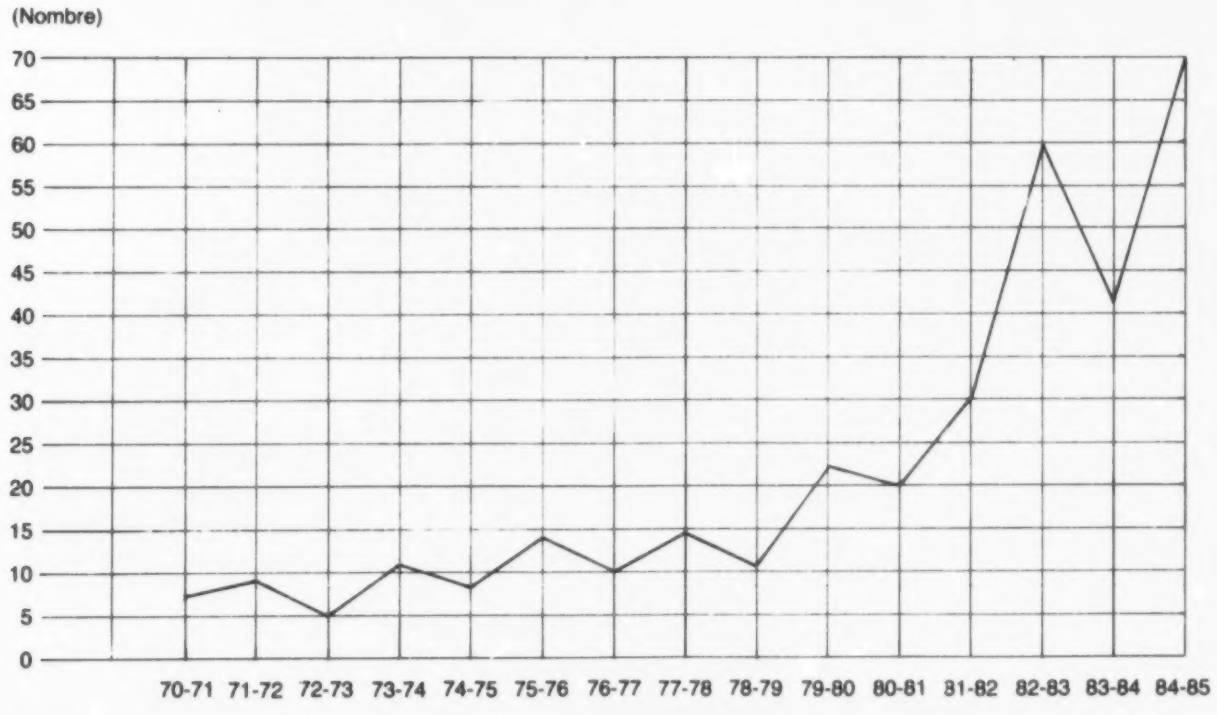
— Ville de Sherbrooke
Jacques Langlois, chef de division, services et exploitation, service hydro

— Ville de Sherbrooke
Gaston Lebrun, coordonnateur, service des travaux publics

— Ville de Sherbrooke
Jean Tremblay, conseiller technique en équipement motorisé, service des travaux publics

— Ville de Sherbrooke
Aurèle Brouillard, chef de section relevés et bureau, service hydro

Nombre des décisions et désistements des appels de fonctionnaires municipaux logés à la Commission municipale, de 1970-1971 à 1984-1985:



— Ville de Sherbrooke
Jean-Guy Duplessis, chef de section mécanique, service des travaux publics

— Ville de Sherbrooke
André Désilets, adjoint au directeur, services techniques

— Ville de Sherbrooke
Omer Giguère, surintendant des services auxiliaires, service de la police

— Ville de Sherbrooke
Léonard Crevier, chef de section, entretien ménager et sécurité

— Ville de Sherbrooke
Robert Bélisle, surveillant à l'enlèvement des déchets

— Ville de Sherbrooke
Jean-Claude Leclerc, surveillant à l'enlèvement des déchets

— Ville de Sherbrooke
Jean-Denis Letendre, chef de section, commodités publiques

— Comité intermunicipal d'aqueduc de la Vallée du Richelieu
Clément Wallace Lemaire, surintendant de l'usine (suspension)

— Ville de Dolbeau
Yvon Lavoie, assistant trésorier

— Ville de L'Assomption
Robert Dénommé, responsable du service d'urbanisme et inspecteur en bâtiments

— Paroisse de Sainte-Élizabeth-de-Warwick
Johanne Dionne, secrétaire-trésorière

5.3 Requêtes en reconnaissance à des fins d'exemption de taxes foncières

Le paragraphe 10 de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) se lit comme suit:

« Sont exempts de toute taxe foncière, municipale ou scolaire: ...
Un immeuble qui appartient à une institution ou un organisme qui est reconnu par la Commission, après consultation de la corporation municipale, comme remplissant les conditions du présent paragraphe:

a) qui est à l'usage du public et utilisé sans but lucratif principalement à des fins culturelles, scientifiques, récréatives, charitables ou sociales, ou

b) qui est utilisé par une institution ou un organisme qui est un organisme de charité enregistré aux fins de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3), pour y faire la charité ou pour y exercer des activités administratives dans la poursuite de cet objectif; ... »

Les requêtes agréées ont impliqué les organismes et corporations municipales suivants:

— Les établissements du gentilhomme inc. -et-
Ville de Beauport

— Lions club de Chertsey -et-
Canton de Chertsey

— Maison carrefour pour elle inc./
Carrefour pour elle -et-
Ville de Longueuil

— Les jeunes entreprises du Québec inc. -et-
Ville de Montréal

— Maison Notre-Dame-de-Sorel -et-
Ville de Sorel

— Centre communautaire Notre-Dame inc. -et-
Ville de Sorel

— Accueil Mater Christi -et-
Municipalité de Saint-Calixte

— Fonds de recherche et de développement forestier F.R.D.F. inc. -et-
Ville de Saint-Jean-Chrysostome

— Maison d'hébergement pour personnes en difficultés de Granby inc. -et-
Ville de Granby

— Habitation pour femmes en difficulté, Saint-Hyacinthe (La clé sur la porte inc.) -et-
Ville de Saint-Hyacinthe

— YMCA of Montreal (Young Men's Christian Association of Montreal -et-
Ville de Westmount

— La villa des handicapés P.L. inc. -et-
Ville de Mascouche

— Les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Joseph de Hull -et-
Ville de Hull

— Centre d'hébergement l'entre-temps inc. -et-
Ville de Victoriaville

— Centre culturel, éducatif et social « Sons et lumières pour handicapés visuels » -et-
Ville de Montréal

— Maison populaire de Joliette -et-
Ville de Joliette

— Centre culturel et sportif de l'Est inc. -et-
Ville de Montréal

— La fondation MacDonald Stewart -et-
Ville de Pointe-Claire

— Maison la Licorne inc. -et-
Ville de Sainte-Foy

— Fondation Peter Hall inc. -et-
Ville de Saint-Laurent

— Les services familiaux Étienne Pernet -et-
Ville de Montréal

— Centre coopératif de locaux communautaires de Sherbrooke -et-
Ville de Sherbrooke

— L'éveil de l'Estrie -et-
Ville de Sherbrooke

— Corporation d'animation l'ouvre-boîte du quartier -et-
Ville de Québec

— Association de Montréal pour les déficients mentaux -et-
Ville de Montréal

— Les associés de Marie, Mère des pauvres -et-
Municipalité de Saint-Calixte

— Club de l'âge d'or d'Escourt inc. -et-
Ville de Pohénégamook

— Club lions de Sayabec inc. -et-
Municipalité de Sayabec

— Club de l'âge d'or de St-Gervais inc. -et-
Paroisse de Saints-Gervais et Protais

— Fédération des guides catholiques du diocèse de Saint-Jean -et-
Paroisse de Sainte-Émilie-de-l'Énergie

— Centre culturel et sportif de l'Est inc. -et-
Paroisse de Sainte-Émilie-de-l'Énergie

— Association des résidents du village Fairview -et-
Ville de Dollard-des-Ormeaux

— Chambre de commerce de Rivière-au-Renard -et-
Ville de Gaspé

— Club de l'âge d'or de St-Majorique -et-
Ville de Gaspé

— Club de l'âge d'or de Sayabec -et-
Municipalité de Sayabec

— Club de l'âge d'or beau sourire de Chandler -et-
Ville de Chandler

— Association régionale d'organismes de soutien du Saguenay — Lac-St-Jean inc. -et-
Ville de Chicoutimi

— Les ailes de l'espérance (Québec) inc. -et-
Ville de Montréal

— La société du patrimoine de la vallée de la rouge -et-
Municipalité de Lac-Nominingue

— Club de l'amitié des handicapés physiques du secteur de La Sarre inc. -et-
Ville de La Sarre

— Filles de la sagesse -et-
Paroisse de Saint-Côme

— La fabrique de Saint-Marcellin -et-
Paroisse de Saint-Marcellin

— Camp de Rivière-Ouelle inc. -et-
Municipalité de Rivière-Ouelle

— La corporation de l'observatoire de Témiscouata inc. -et-
Paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha!

— Réseau de plein air La Mirabelle inc. -et-
Ville de Mirabel

— Base de plein air Jean-jeune -et-
Canton d'Amherst

— Club plein air Cameron -et-
Municipalité de Saint-Eugène-de-Guigues

— Association des propriétaires de Mont-Cascades -et-
Ville de Gatineau

— Club de ski le sillon inc. -et-
Paroisse de Saint-Tite

— Cercle des fermières des Escoumins -et-
Municipalité des Escoumins

— Maison d'accueil et d'espoir de Charlevoix inc. -et-
Paroisse de Sainte-Agnès

— Pro-santé inc. -et-
Ville de Baie-Saint-Paul

— Centre d'amitié de Gatineau ltée -et-
Ville de Gatineau

— Centre communautaire de la sucrerie des pères -et-
Ville de Gatineau

— Centre éducatif des Haïtiens de Montréal C E H M -et-
Ville de Montréal

— L'escale pour elle (Montréal) -et-
Ville de Montréal

— Les amis du troisième âge de Disraëli inc. -et-
Ville de Disraëli

— Le centre Vie-O inc. -et-
Ville de Baie-Saint-Paul

— Centre des loisirs de Sainte-Louise inc. -et-
Paroisse de Sainte-Louise

— F.V.A.T. Sept-Îles inc. -et-
Ville de Sept-Îles

— Centre d'action bénévole de Sept-Îles inc. -et-
Ville de Sept-Îles

— La fondation Saint-Dominique de Rimouski -et-
Ville de Rimouski

— Association sportive Saint-Cyprien inc. -et-
Municipalité de Saint-Cyprien

— Chevaliers de colomb, conseil 3053 -et-
Ville de Disraëli

— Conseil régional des personnes âgées
italo-canadiennes de Montréal -et-
Ville de Montréal

— Centre écologique hier aujourd'hui demain -et-
Ville de Montréal

— La société d'histoire de Témiscamingue -et-
Ville de Sainte-Marie

— Société d'action nationale de
St-Octave-de-Métis -et-
Paroisse de Saint-Octave-de-Métis

— Centre récréatif St-Charles de Portneuf inc. -et-
Paroisse de Notre-Dame-de-Portneuf

— Cercle des fermières de Sault-au-Mouton -et-
Village de Sault-au-Mouton

— L'atelier continu inc. -et-
Ville de Montréal

— Benedict Labre House -et-
Ville de Montréal

— Centre culturel et sportif de l'Est inc. -et-
Ville de Montréal

— Tel-ressources inc. -et-
Ville de Montréal

— La joujouthèque Hochelaga-Maisonneuve inc. -et-
Ville de Montréal

— Domaine touristique La Tuque inc. -et-
Canton Langelier

— Association des parents et amis du club Amki -et-
Ville de Sainte-Foy

— Centre d'action sanitaire et sociale F.E.C.E.P. -et-
Paroisse de Disraëli

— Club de ski de fond 2 temps de
Lebel-sur-Quévillon inc. -et-
Ville de Lebel-sur-Quévillon

— Service d'aménagement populaire de Montréal -et-
Ville de Montréal

— Le club de l'âge d'or de Val d'Or -et-
Ville de Val d'Or

— Club de motos-neige anti-loups inc. -et-
Canton Kiamika

— Maison les étapes inc. -et-
Ville de Montréal

— La maison des femmes de Québec -et-
Ville de Québec

— Club tem-fond de Ville-Marie inc. -et-
Municipalité de Béarn

— Club de l'âge d'or de Baie-Trinité -et-
Village de Baie-Trinité

— Club sportif du Lac-aux-Canards inc. -et-
Paroisse de Saint-Raphaël

— La maison « unies-vers-femmes » -et-
Ville de Gatineau

— Service amical Basse-Ville inc. -et-
Ville de Québec

— Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur -et-
Ville de Québec

— Centre récréatif Poupart inc. -et-
Ville de Montréal

— Société de développement du livre et
du périodique (SDLP) -et-
Ville de Montréal

— Communauté Khmère du Canada -et-
Ville de Montréal

— Centre communautaire Christophe-Colomb -et-
Ville de Montréal

— Club optimiste de Sainte-Sophie, Québec inc. -et-
Municipalité de Sainte-Sophie

— Centre d'information et de référence pour
femmes de Montréal -et-
Ville de Montréal

— L'institut mécanique de Montréal connu sous
le nom de Bibliothèque Atwater -et-
Ville de Westmount

— Le club de l'âge d'or de Lacolle et
St-Bernard inc. -et-
Village de Lacolle

— Centre civique de Valleyfield inc. -et-
Ville de Salaberry-de-Valleyfield

— Centre sportif régional Louis Cyr inc. -et-
Village de Napierville

— Centre Marc Vanier inc. -et-
Ville de Lachine

— Solitude Myriam inc. -et-
Ville de Mirabel

— Maison Marie-Lucille inc. -et-
Ville de Longueuil

— La maison de l'unité de Beloeil inc. -et-
Ville de Beloeil

— Club de l'amitié de l'âge d'or de Beloeil inc. -et-
Ville de Beloeil

— Le club garçons et filles Unity -et-
Ville de Westmount

— Association canadienne libanaise syrienne
du Québec -et-
Ville de Montréal

Les requêtes refusées ont impliqué les organismes et corporations municipales suivants:

— Le tennis magnymontois inc. -et-
Ville de Montmagny

— Villa Ignatia inc. -et-
Municipalité de Lac-Saint-Charles

— Amicale des vétérans de Terrebonne -et-
Ville de Terrebonne

— Légion royale canadienne, filiale 128 -et-
Village d'Ayer's-Cliff

— CAPEQ inc. -et-
Ville d'Anjou

— Vidéographe inc. -et-
Ville de Montréal

— Communauté hellénique de Montréal -et-
Ville de Montréal

— Comité de logement Rosemont -et-
Ville de Montréal

— Société montréalaise d'ontologie inc. -et-
Ville de Montréal

— Service d'aide aux prisonniers de Sherbrooke inc. -et-
Ville de Sherbrooke

— L'étoile de Bethléem inc. -et-
Ville de Sherbrooke

— La corporation du parc des chutes Shawinigan inc. -et-
Ville de Shawinigan

— Unité Domrémy de Mont-Joli inc. -et-
Ville de Mont-Joli

— Le club de l'âge d'or les joyeux copains -et-
Ville de Grande-Rivière

— Télévision communautaire de Grande-Rivière -et-
Ville de Grande-Rivière

— Légion royale canadienne Copper Mountain (Quebec no 218) -et-
Ville de Murdochville

— Centre plein air Pabok -et-
Municipalité de Newport

— Les industries modulaires de la vallée inc. -et-
Ville d'Amqui

— Club coopératif de consommation de Chandler -et-
Ville de Chandler

— Conseil St-Martin no 5931 des chevaliers de Colomb de Rivière-au-Renard inc. -et-
Ville de Gaspé

— Résidence la source inc. -et-
Ville de Vanier

— Club de moto-neige les loups du Nord inc. -et-
Paroisse de La Doré

— Groupement des organismes communautaires de Matane inc. -et-
Ville de Matane

— Le club de yacht Saguenay Chicoutimi-Nord inc. -et-
Canton Tremblay

— Association des pêcheurs et chasseurs de Drummondville inc. -et-
Municipalité de Saint-Nicéphore

— Service budgétaire populaire de Chicoutimi inc. -et-
Ville de Chicoutimi

— Chevaliers de Colomb, conseil 2722 -et-
Ville d'Alma

— Club de golf de Dolbeau inc. -et-
Ville de Dolbeau

— La chambre de commerce de Dolbeau -et-
Ville de Dolbeau

— Association des loisirs du domaine Siesta inc. -et-
Municipalité de Saint-Calixte

— Bleuetière coopérative de Sainte-Jeanne-d'Arc -et-
Village de Sainte-Jeanne-d'Arc

— SACERF des passes inc. -et-
Municipalité de Saint-Ludger-de-Milot

— L'oasis Myriam Bethléem inc. -et-
Municipalité de Saint-Donat

— Centre civique de Dolbeau inc. -et-
Ville de Dolbeau

— Les ateliers du Godendard inc. -et-
Ville de Saint-Jérôme

— Le cercle AFÉAS -et-
Municipalité de Sayabec

— La maison des jeunes de Lanaudière -et-
Ville de Joliette

— L'Association de tourisme des Lacs Lombard de Buckingham-Nord -et-
Cantons unis de Mulgrave-et-Derry

— La société zoologique de Québec inc. -et-
Ville de Charlesbourg

— Fondation Ram Canada inc. -et-
Ville de Montréal

— Du côté des filles inc. -et-
Ville de Rosemère

— Camps Massad of Canada -et-
Paroisse de Sainte-Agathe

— Loisirs Saint-Jean-Baptiste-Marie-Vianney de Châteauguay inc. -et-
Ville de Châteauguay

— Club Saint-Jude inc. -et-
Ville de Châteauguay

— La légion royale canadienne, filiale numéro 51 -et-
Ville de Drummondville

— Chevaliers de colomb, conseil 2174 -et-
Ville de Drummondville

— Base plein air Le Carefour inc. -et-
Municipalité de L'Avenir

— Club motoneige St-François de Montmagny inc. -et-
Paroisse de Saint-Vallier

— Service de contrôle et de secours aux animaux (Québec) -et-
Ville de Québec

— Témoignage jeunesse nord-ouest inc. -et-
Ville de Malartic

— L'arche arc-en-ciel inc. -et-
Municipalité de Saint-Prosper

— Église luthérienne évangélique Lettone de Montréal -et-
Canton de Grenville

— Centre de loisirs Dupéré -et-
Ville de Montréal

— Coopérative d'habitation feu vert de Montréal -et-
Ville de Montréal

— Les chevaliers de colomb, conseil 5908 inc. -et-
Ville de Cadillac

— Chevaliers de colomb, conseil 2837 -et-
Ville de Malartic

— Théâtre de l'oeil inc. -et-
Ville de Montréal

— The Canadian Heritage of Quebec -et-
Ville de Montréal

— Club de golf Quévillon inc. -et-
Ville de Lebel-sur-Quévillon

— Café chrétien St-Georges-de-Beauce inc. -et-
Ville de Saint-Georges

— Radio centre-ville Saint-Louis -et-
Ville de Montréal

— Corporation d'habitation du centre uni de la communauté chinoise de Montréal -et-
Ville de Montréal

— Maison Beamish -et-
Ville de Montréal

— Centre éducatif en communications sociales C.E.C.S. inc. -et-
Ville de Montréal

— Association gnostique internationale de recherches anthropologiques -et-
Ville de Montréal

— Club des rodeurs inc. -et-
Paroisse de Ragueneau

— Centre de ski Mont-St-Mathieu inc. -et-
Paroisse de Saint-Mathieu-de-Rioux

— Fondation pour les déficients mentaux (Québec) inc. -et-
Ville de Montréal

— Association Maniaton du Canada -et-
Ville de Montréal

— Association récréative Terrasse Châteauguay -et-
Ville de Châteauguay

— Les communautés merci mon Dieu (Résidence mère d'Youville) -et-
Ville de Beloeil

Les désistements ont impliqué les organismes et corporations municipales suivants:

— United Talmud Torahs of Montreal inc. -et-
Ville de Montréal

— Centre des loisirs du Mont-Bleu inc. -et-
Ville de Pohénégamook

— Comité de l'exposition régionale de Sherbrooke inc. -et-
Ville de Sherbrooke

— Hébergement-Jeunesse-Bromont inc. -et-
Ville de Bromont

— Le Parasco inc. -et-
Ville de Montréal

— Club social des employés civiques du Québec inc. -et-
Ville de Québec

— L'Association des églises des frères mennonites de langue française de la province de Québec -et-
Municipalité de Saint-Donat

— F.C.E. Fondation pour la culture et l'éducation -et-
Ville de Montréal

— L'armée du salut -et-
Ville de Québec

— Fatima mosque inc. -et-
Ville de Montréal

— Comité social centre-sud inc. -et-
Ville de Montréal

— Scouts et guides, Saguenay-Lac-St-Jean -et-
Municipalité de Saint-Henri-de-Taillon

— Le centre de plein air Lasallien inc. -et-
Paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport

— Bibliothèque des jeunes de Montréal -et-
Ville de Westmount

— Garderie de jour le jardin charmant -et-
Ville de Montréal

— Les chercheurs d'art -et-
Ville de Montréal

— La fondation des services communautaires catholiques inc. (rue Coursol) -et-
Ville de Montréal

— Congrégation juive francophone de Montréal -et-
Ville de Montréal

— Association renaître inc. -et-
Ville de Sherbrooke

— Compagnie de quat'sous inc. -et-
Ville de Montréal

— O.T.J. St-Bruno inc. -et-
Canton Woodbridge

Nombre des décisions et désistements pour les exercices financiers (1er avril au 31 mars) suivants, à l'égard des demandes formulées en vertu de l'article 18.10 de la Loi de l'évaluation foncière, maintenant 204.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1)

	1982-1983				1983-1984				1984-1985			
Nombre de requêtes reçues	**174**				**236**				**241**			
	Accord	**Refus**	**Désist.**	**Total**	**Accord**	**Refus**	**Désist.**	**Total**	**Accord**	**Refus**	**Désist.**	**Total**
Décisions (agréées ou non) et désistements sur requêtes formulées entre les 1er avril 1979 et 31 mars 1980	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Décisions (agréées ou non) et désistements sur requêtes formulées entre les 1er avril 1980 et 31 mars 1981	12	9	6	27	1	—	1	2	—	—	—	—
Décisions (agréées ou non) et désistements sur requêtes formulées entre les 1er avril 1981 et 31 mars 1982	60	40	19	119	9	5	1	15	—	1	—	1
Décisions (agréées ou non) et désistements sur requêtes formulées entre les 1er avril 1982 et 31 mars 1983	23	15	11	49	59	23	24	106	8	7	3	18
Décisions (agréées ou non) et désistements sur requêtes formulées entre les 1er avril 1983 et 31 mars 1984					35	24	7	66	69	40	11	120
Décisions (agréées ou non) et désistements sur requêtes formulées entre les 1er avril 1984 et 31 mars 1985									32	25	7	64
Total global des décisions ou désistements pour l'exercice financier 1984-1985									**109**	**73**	**21**	**203**

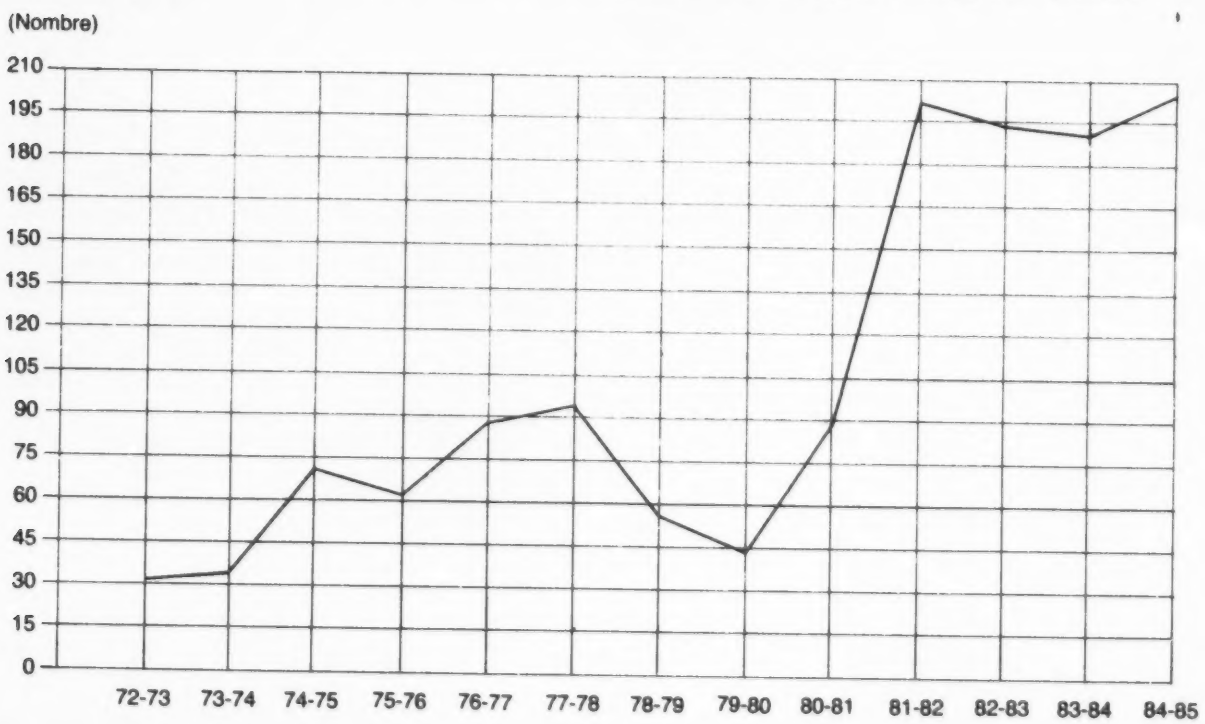
	Demandes agréées	Demandes refusées	Désistements	Total
1972-1973	6	25	—*	31
1973-1974	21	15	—*	36
1974-1975	25	45	—*	70
1975-1976	23	38	—*	61
1976-1977	29	56	—*	85
1977-1978	30	60	5	95
1978-1979	20	31	6	57
1979-1980	13	17	12	42
1980-1981	34	23	30	87
1981-1982	92	75	34	201
1982-1983	96	64	34	194
1983-1984	104	52	34	190
1984-1985	109	73	21	203
Total global	**602**	**574**	**176**	**1 342**

* non disponible

5.4 Requêtes en fixation du prix de vente d'eau

Le troisième alinéa de l'article 34 de la Loi sur la qualité de l'environnement prévoit qu'« à défaut d'entente, la Commission municipale fixe les taux de vente d'eau ou du service d'égout entre les municipalités, ou entre une municipalité et une personne visée à l'article 32.1, ou dans le cas où une personne vend de l'eau ou fournit le traitement des eaux à une municipalité ».

Nombre des décisions et désistements, pour les exercices financiers 1972-1973 à 1984-1985, à l'égard des demandes formulées en vertu de l'article 18.10 de la Loi de l'évaluation foncière, maintenant 204.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1):



	1982-1983	1983-1984	1984-1985
Requêtes	12	6	10
Décisions sur requêtes formulées au cours du présent exercice	2	1	—
Décisions sur requêtes présentées lors d'exercices antérieurs	9	6	5
Désistements sur requêtes pour l'année en cours et exercices antérieurs	6	—	2

Dix requêtes reçues entre le 1er avril 1984 et le 31 mars 1985:

— Ville de Berthierville -et- Paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola

— Paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola -et- Municipalité de La Visitation-de-l'Île-Dupas

— Paroisse de Saint-Raphaël -et- Village de Saint-Raphaël

— Ville de Pincourt -et- Municipalité de Terrasse-Vaudreuil

— Paroisse de Saint-Louis-de-Pintendre -et- Municipalité de Saint-Henri

— Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier -et- Ville de Berthierville

— Paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon -et- Ville de Saint-Gabriel

— Ville de Baie-Saint-Paul -et- Paroisse de Baie-Saint-Paul et Municipalité de Rivière-du-Gouffre

— Paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche -et- Village de Yamachiche

— Village de Sainte-Agathe-Sud -et- Domaine Chanteclair ltée

Cinq requêtes, dont une a été reçue au cours de l'année 1978-1979, deux en 1982-1983 et deux en 1983-1984, ont fait l'objet d'une décision au cours du présent exercice financier.

— Village de Saint-Georges -et- Ville de Grand-Mère

— Saint-Paul-de-Châteauguay -et- Ville de Mercier; mises en cause: paroisses de Saint-Urbain-Premier, Saint-Isidore et Sainte-Martine

— Paroisse de Sainte-Martine -et- Ville de Mercier; mises en cause: municipalité de Saint-Paul-de-Châteauguay et les paroisses de Saint-Isidore et Saint-Urbain-Premier

— Village de Saint-Émile -et- Ville de Québec

— Paroisse de Saint-Anselme -et- Village de Saint-Anselme

Une requête reçue au cours de l'année 1981-1982 et une autre reçue au cours de l'année 1984-1985 ont fait l'objet de désistements:

— Émile Ferland -et- Yvon Asselin et als (St-Pierre, I.O.)

— Paroisse de Saint-Raphaël -et- Village de Saint-Raphaël

5.5 Requête en arbitrage d'une entente intermunicipale

Les articles 468.53 et 469 de la Loi sur les cités et villes ainsi que les articles 622 et 623 du Code municipal se lisent comme suit:

« Lorsque des corporations sont en désaccord sur l'application de l'entente signée entre elles, l'une d'elles peut demander au ministre des Affaires municipales de désigner un conciliateur pour les aider à trouver un accord.

Avis de cette demande doit être donné à l'autre partie et à la régie intermunicipale, s'il y a lieu.

Sur réception de la demande, le ministre désigne un conciliateur.

Celui-ci doit remettre au ministre un rapport de sa conciliation dans le délai imparti par le ministre.

Lorsque le conciliateur n'a pu amener les corporations à un accord, la Commission municipale du Québec peut, à la demande d'une d'entre elles, dont avis est donné à l'autre partie et à la régie intermunicipale, s'il y a lieu, rendre la décision qu'elle estime juste, après avoir entendu les corporations intéressées et la régie et après avoir pris connaissance du rapport du conciliateur que lui remet le ministre. L'article 950 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) s'applique à la décision de la Commission. »

La Commission municipale a rendu deux décisions à l'égard de demandes reçues au cours du présent exercice, et ce, dans les dossiers suivants:

— Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de Beauce Centre -et-Paroisse de Saint-Éphrem-de-Beauce et village de Saint-Éphrem-de-Tring

— Ville de Saint-Joseph-de-Beauce -et- Paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce et municipalité de Saint-Joseph-des-Érables relativement à une entente concernant un service d'incendie en commun

5.6 Requête en appel de la répartition du déficit d'exploitation de la C.T.C.U.M. (L.R.Q., c. C-37.2)

Les articles 302 à 306* de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal relatifs à la répartition du déficit d'exploitation de la Commission de transport de la Communauté se lisent comme suit :

« 302. La Commission doit tenir une comptabilité à l'égard de tout service de transport fourni à l'extérieur du territoire décrit à l'annexe B.
(1978, c. 104, a. 11.)

303. La Commission doit répartir, entre les municipalités desservies par un service visé à l'article 302, le déficit, s'il en est, attribuable à tel service. Ce déficit doit être réparti entre les municipalités impliquées en attribuant à chacune la portion du déficit afférente au service dont elle a bénéficié en proportion du potentiel fiscal de chaque municipalité. Aux fins du premier alinéa, les mots « potentiel fiscal » ont le sens que leur confère le troisième alinéa de l'article 220.
(1978, c. 104, a. 11; 1979, c. 72, a. 429.)

304. La Commission doit faire parvenir à toute municipalité visée à l'article 302, un avis adressé au greffier ou au secrétaire-trésorier établissant la quote-part du déficit d'exploitation payable par cette municipalité et attribuable au service dont elle a bénéficié. L'article 279 s'applique mutatis mutandis au paiement de cette quote-part.
(1978, c. 104, a. 11.)

305. 1. La Commission doit faire parvenir l'avis prévu à l'article 304 et à la date qui y est mentionnée, à toute municipalité desservie en vertu de l'article 302. Elle doit également transmettre une copie de cet avis à la Commission municipale du Québec.

2. Toute municipalité visée dans le paragraphe 1 doit s'acquitter du montant de sa quote-part dans les trente jours de la réception de l'avis de la Commission, à moins qu'elle ne décide d'en appeler à la Commission municipale du Québec par requête qui y est produite et signifiée à la Commission à l'intérieur de ce délai de trente jours.
(1978, c. 104, a. 11.)

306. 1. La Commission municipale du Québec, après avoir entendu la Commission et la municipalité appelante, doit rendre sa décision dans les deux mois qui suivent et en informer toutes les parties. Elle peut également exercer mutatis mutandis, à l'égard de cette décision, les pouvoirs prévus aux cinquième, sixième et septième alinéas de l'article 210.

2. Toute municipalité visée dans le paragraphe 1 doit s'acquitter du montant fixé par la Commission municipale du Québec dans les trente jours de sa décision, à défaut de quoi la Commission municipale du Québec peut, à la demande de la Commission, présenter une requête pour faire déclarer cette municipalité en défaut selon la section VI de la Loi sur la Commission municipale. »

La Commission municipale a été saisie d'une demande au cours du présent exercice impliquant certaines municipalités desservies par la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, et ce, pour la répartition du déficit d'exploitation pour l'année 1983.

La Commission municipale a été saisie d'une demande au cours de l'exercice précédent impliquant certaines municipalités desservies par la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, et ce, pour la répartition du déficit d'exploitation pour l'année 1982 et elle a rendu une décision le 6 novembre 1984.

5.7 Requête en appel de la répartition du déficit d'exploitation de la C.T.R.S.M. (L.Q. 1971, c. 98)

Les articles 74a, 74b, 74c et 74d* de la Loi constituant la Commission de transport de la Rive-Sud de Montréal se lisent comme suit :

« 74a. Tout déficit d'exploitation, s'il en est, attribuable à un service de transport fourni par la Commission par le biais d'une filiale doit être assumé par les municipalités impliquées et réparti entre elles par la Commission en attribuant à chacune la portion de ce déficit d'exploitation afférente au service dont elle a bénéficié en proportion soit de l'évaluation totale des biens-fonds imposables situés dans chacune de ces municipalités, soit de toute autre formule déterminée par règlement du Gouvernement.

* abrogés 1983, c. 45, a. 51

* abrogés 1983, c. 45, a. 76

Le troisième alinéa de l'article 62 s'applique pour déterminer l'évaluation totale des biens-fonds imposables situés dans une municipalité, aux fins du présent article.

La Commission n'est pas obligée de répartir le déficit d'exploitation prévu au présent article afférent aux divers modes de transport en commun, ni le déficit d'exploitation afférent à divers circuits d'un même mode de transport en commun entre les mêmes municipalités ou selon le même critère.

74b. 1. La Commission doit, à l'époque prévue à l'article 61, faire parvenir à toute municipalité visée à l'article 74a, un avis adressé au greffier ou au secrétaire-trésorier établissant la quote-part du déficit d'exploitation payable par cette municipalité. La Commission doit également transmettre une copie de cet avis à la Commission municipale du Québec.

2. Toute municipalité visée dans le paragraphe 1 doit s'acquitter du montant de sa quote-part dans les trente jours de la réception de l'avis de la Commission, à moins qu'elle ne décide d'en appeler à la Commission municipale du Québec par requête qui y est produite et signifiée à la Commission à l'intérieur de ce délai de trente jours.

74c. La Commission municipale du Québec, après avoir entendu la Commission et la municipalité appelante, doit rendre sa décision dans les deux mois qui suivent et en informer toutes les parties intéressées.

Elle peut confirmer la répartition du déficit d'exploitation de la Commission ou la modifier. Elle ne peut cependant la modifier que si elle est convaincue qu'elle comporte un préjudice sérieux pour les contribuables.

Elle peut ordonner le paiement par la partie qui succombe du montant qu'elle estime équitable pour couvrir les dépenses encourues pour cet appel; l'ordonnance à cette fin est homologuée sur requête à la Cour provinciale ou à la Cour supérieure selon leur juridiction respective; l'ordonnance ainsi homologuée est exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement d'une telle cour.

Elle peut rendre toute ordonnance interlocutoire pour sauvegarder les droits des intéressés pendant l'instance.

74d. Toute municipalité visée dans l'article 74c doit s'acquitter du montant fixé par la Commission municipale du Québec dans les trente jours de sa décision, à défaut de quoi la Commission municipale du Québec peut, à la demande de la Commission, présenter une requête pour faire déclarer cette municipalité en défaut selon la section VI de la Loi sur la Commission municipale. »

La Commission municipale a été saisie d'une demande au cours du présent exercice, relativement au déficit d'exploitation pour l'année 1983.

La Commission municipale a été saisie d'une demande au cours de l'exercice précédent impliquant certaines municipalités desservies par la Commission de transport de la Rive-Sud de Montréal, et ce, pour la répartition du déficit d'exploitation pour l'année 1982 et elle a rendu une décision le 5 décembre 1984.

5.8 Requête en vertu de la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., c. C-70)

Les articles 85 et 88 se lisent comme suit:

« 85. Le paiement des déficits d'exploitation, s'il en est, de la corporation intermunicipale de transport, y compris ceux qui résultent du paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts de cette dernière, sont à la charge des municipalités dont le territoire est soumis à la juridiction de la corporation.

Ces déficits sont répartis entre les municipalités intéressées en proportion soit du nombre de milles parcourus sur le territoire de chacune durant l'année financière précédente, soit de la somme du nombre d'heures pendant lesquelles chaque véhicule de la corporation a circulé sur le territoire de chacune durant l'année financière précédente, soit de leur population, soit de l'évaluation totale des immeubles imposables situés dans chacune de ces municipalités soit de toute autre formule déterminée par règlement du Gouvernement, soit en proportion de l'un ou de plusieurs de ces critères.

Le nombre de milles parcourus et le nombre d'heures passées par les véhicules de la corporation dans le territoire de chaque municipalité peuvent être établis par échantillonnage.

Pour déterminer l'évaluation totale des immeubles imposables situés dans une municipalité, aux fins du présent article, les valeurs inscrites au rôle d'évaluation de cette municipalité sont multipliées par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1). De plus, le deuxième alinéa du paragraphe 6 de l'article 681 du Code municipal (chapitre C-27.1) s'applique, en l'adaptant, au cas prévu par le présent article.

La corporation n'est pas obligée de répartir les déficits d'exploitation, s'il en est, afférents aux divers modes de transport en commun ni les déficits

d'exploitation, s'il en est, afférents à divers circuits d'un même mode de transport en commun entre les mêmes municipalités ou selon les mêmes critères.

88. Toute municipalité intéressée ou la corporation peut en appeler, par requête signifiée à la corporation ou le cas échéant à toutes les municipalités dont le territoire est soumis à sa juridiction, et produite à la Commission municipale du Québec, avant le 1er novembre qui suit, pour faire modifier, en tout ou en partie, le budget dressé par la corporation ou pour faire confirmer le budget modifié par les municipalités.

La Commission municipale du Québec, après avoir entendu la corporation et toute municipalité appelantes, doit rendre sa décision avant le 1er décembre suivant et en informer toutes les parties intéressées.

Elle peut confirmer le budget dressé par la corporation ou le modifier. Elle ne peut cependant le modifier que si elle est convaincue qu'il comporte un préjudice sérieux pour les contribuables.

Elle peut confirmer ou refuser le budget modifié par les municipalités.

Elle peut ordonner le paiement par la partie qui succombe, du montant qu'elle estime équitable pour couvrir les dépenses encourues pour cet appel; l'ordonnance à cette fin est homologuée sur requête à la Cour provinciale ou à la Cour supérieure selon leur juridiction respective; l'ordonnance ainsi homologuée est exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement d'une telle Cour.

Elle peut rendre toute ordonnance interlocutoire pour sauvegarder les droits des intéressés pendant l'instance. »

La Commission municipale a été saisie d'une demande, laquelle a fait l'objet d'une décision, au cours du présent exercice, impliquant les parties ci-après mentionnées:

— Corporation intermunicipale de transport du Saguenay -et- Villes de Chicoutimi, Jonquière et La Baie

5.9 Requête en appel de la fixation de la contribution financière du village de Saint-Sauveur-des-Monts

L'article 3 de la Loi concernant le village de Saint-Sauveur-des-Monts , la paroisse de Saint-Sauveur et la municipalité de Piedmont (L.Q. 1983, c. 76, a. 3) se lit comme suit:

« À défaut d'une entente conclue en vertu de l'article 2, sur demande du village ou de la paroisse, la Commission établit le montant de la contribution financière de la paroisse. Celle-ci porte intérêt à compter du 31 décembre de l'exercice financier au cours duquel elle aurait due être payée au taux fixé par la paroisse en vertu de l'article 687 du Code municipal et en vigueur à cette date, à moins que la Commission ne fixe un autre taux.

Dans sa décision, la Commission doit respecter les règles de partage et, le cas échéant, les coûts établis par l'ordonnance numéro 54 rendue le 5 mars 1976 par le directeur des services de protection de l'environnement.

En outre, la Commission peut ordonner à la paroisse de payer au village tout montant qu'elle estime équitable pour couvrir les dépenses encourues en vue d'établir et de percevoir cette contribution financière, compte tenu, le cas échéant, des dépenses encourues par la paroisse elle-même à cet égard. »

La Commission a été saisie, au cours de l'exercice précédent, de la requête de la corporation du village de Saint-Sauveur-des-Monts à l'effet d'établir la contribution de la corporation de la paroisse de Saint-Sauveur.

La Commission a été saisie d'un désistement au cours du présent exercice.

5.10 Requêtes en opposition de modifications de règlements d'emprunt*

L'article 565 de la Loi sur les cités et villes, ainsi que l'article 1077 du Code municipal permettant à des conseils municipaux de modifier des règlements d'emprunt, ont donné lieu à 55 approbations de la part de la Commission municipale:

Neuf de ces approbations ont été précédées d'enquêtes publiques par la Commission:

— La Commission a tenu enquête à propos du règlement 750-1 de la ville de Pierrefonds ayant pour objet de modifier la clause d'imposition du règlement 750.

— La Commission a tenu enquête à propos du règlement 84-109-1 de la corporation du village de Sainte-Agathe-Sud ayant pour objet d'abroger le règlement 84-109 et de modifier la clause d'imposition du règlement 32.

— La Commission a tenu enquête à propos du règlement 84-10 de la corporation du village de Saint-Ambroise ayant pour objet de modifier la clause d'imposition du règlement 76-46 qui modifiait le règlement 156.

* Le ministre des Affaires municipales a été substitué à la Commission municipale du Québec le 1er janvier 1985 (1984, c. 38, a. 83)

— La Commission a tenu enquête à propos du règlement 84-323 de la ville de Lemoyne ayant pour objet de modifier la clause d'imposition des règlements 216, 218, 224, 235, 238, 79-268, 79-272 et 81-299.

— La Commission a tenu enquête à propos des règlements 410, 413 et 416 de la ville de Saint-Rédempteur ayant pour objet de modifier la clause d'imposition du règlement 350.

— La Commission a tenu enquête à propos du règlement 354-1 de la ville de Saint-Basile-le-Grand ayant pour objet d'abroger le règlement 354 et de modifier la clause d'imposition du règlement 303.

— La Commission a tenu enquête à propos du règlement 84-2345 de la ville de Longueuil ayant pour objet d'abroger le règlement 84-2300 et de modifier la clause d'imposition du règlement 79-1373.

— La Commission a tenu enquête à propos du règlement 591 de la ville de Rock Forest ayant pour objet d'abroger le règlement 562 et de modifier la clause d'imposition du règlement 283.

— La Commission a tenu enquête à propos du règlement 301 de la corporation de la paroisse de Saint-Louis-de-Pintendre ayant pour objet de modifier la clause d'imposition de divers règlements d'emprunt.

La Commission a également tenu une enquête publique à propos du règlement suivant sans cependant en recommander l'approbation:

— règlement 296 modifiant le règlement 70 de la ville de Varennes.

La Commission a reçu des oppositions à propos du règlement suivant et elle n'a pas procédé à une enquête au cours du présent exercice:

— règlement 229 modifiant divers règlements de la corporation municipale de Sainte-Lucie-des-Laurentides.

N.B.: Ce règlement 229 fut abrogé par le règlement 233.

5.11 Requête en opposition d'un regroupement municipal

L'article 9 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., c. R-19) se lit comme suit:

« 9. Toute personne intéressée qui s'oppose au principe de la fusion ou aux modalités de la requête conjointe peut, dans les trente jours qui suivent la dernière publication de l'avis prévu à l'article 6, faire connaître les motifs de son opposition en s'adressant par écrit à la Commission.

Si une opposition lui est parvenue suivant le premier alinéa, ou si le ministre le requiert, la Commission doit tenir une enquête publique aux fins d'entendre les intéressés.

Après enquête, la Commission fait rapport au ministre et transmet copie de son rapport à chacune des municipalités visées par la requête conjointe. Elle peut également recommander au ministre d'ordonner, suivant l'article 12, la consultation des personnes intéressées de toute municipalité visée par la requête conjointe. »

La Commission a reçu au cours du présent exercice trois demandes pour la tenue d'enquêtes sur les fusions des municipalités suivantes:

— Village de Les Cèdres -et- Paroisse de Saint-Joseph-de-Soulanges

— Ville de Terrebonne -et- Paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne

— Village de Frelighsburg -et- Paroisse de Frelighsburg

La Commission a fait rapport d'une telle enquête au ministre des Affaires municipales dans le dossier ci-dessous:

— Village de Les Cèdres -et- Paroisse de Saint-Joseph-de-Soulanges

La Commission a également fait rapport au ministre des Affaires municipales d'une telle enquête à l'égard d'une demande reçue au cours de l'exercice précédent dans le dossier suivant:

— Corporations municipales du village et de la paroisse de Saint-Charles-des-Grondines

5.12 Annexion municipale

L'article 60 du Code municipal et l'article 42 de la Loi sur les cités et villes se lisent comme suit:

« La Commission municipale du Québec doit, si le ministre des Affaires municipales le requiert, tenir une enquête publique dans le but de s'enquérir de l'opportunité de l'annexion projetée ... »

La Commission a tenu une enquête à propos des annexions suivantes:

— Annexion d'une partie du territoire de la paroisse de Saint-Mathias par la ville de Richelieu

— Annexion d'une partie du territoire de la paroisse de Princeville par la ville de Princeville

Le rapport de ces enquêtes a été transmis au ministre des Affaires municipales.

5.13 Relevé général des décisions prises mensuellement par la C.M.Q. sur les requêtes traitées au présent chapitre (auditions publiques)*

Mois	1982-1983	1983-1984	1984-1985
Avril	22	17	20
Mai	20	16	10
Juin	22	18	12
Juillet	18	17	16
Août	31	20	29
Septembre	21	20	18
Octobre	15	10	32
Novembre	9	20	25
Décembre	23	17	26
Janvier	6	11	20
Février	13	7	17
Mars	12	21	15
Total global	**212**	**194**	**240**

* Ce relevé englobe toutes les décisions qui font l'objet des sous-chapitres 5.1 à 5.9 (pouvoirs quasi judiciaires) et 5.10 à 5.12 (pouvoirs administratifs).

Chapitre 6
Tutelle des municipalités

6.1 Mise en tutelle

Une municipalité peut être déclarée en défaut ou être assujettie au contrôle de la Commission municipale, c'est-à-dire être placée sous sa tutelle, si l'une ou l'autre des six situations qui suivent se présente.

1. Une municipalité peut être déclarée en défaut:

1.1 lorsqu'elle n'a pas acquitté à échéance les intérêts et le principal d'un emprunt;

1.2 lorsqu'elle a cessé d'acquitter généralement ses dettes courantes à l'échéance;

1.3 lorsqu'elle a négligé pendant plus de 30 jours de satisfaire à un jugement définitif la condamnant à payer une somme d'argent.

Chaque fois que l'un ou l'autre de ces trois événements survient, la Commission municipale, de sa propre initiative, peut s'adresser à la Cour supérieure pour faire déclarer la municipalité en défaut. Elle est obligée de s'adresser à cette Cour lorsque la demande lui en est faite par la municipalité elle-même, ou par des créanciers détenant contre elle des créances représentant au moins 25 % de la dette totale de la municipalité. (L.R.Q., c. C-35, a. 38)

2. Une municipalité peut être assujettie au contrôle de la Commission municipale lorsque son conseil est dans l'impossibilité de fait d'administrer ses affaires depuis plus de 30 jours, bien qu'il y ait en fonction un nombre suffisant de membres pour former quorum et qu'il apparaît à la Commission qu'il est d'intérêt public de mettre fin à cette situation.

Cette décision de la Commission doit être confirmée par la Cour supérieure pour entrer en vigueur. (L.R.Q., c. C-35, a. 46.)

3. Une municipalité peut être assujettie au contrôle de la Commission municipale par un juge de la Cour supérieure conduisant une enquête dans cette municipalité en vertu de la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales. (L.R.Q., c. F-6, a. 9 à a. 24.)

4. Une municipalité peut être assujettie au contrôle de la Commission municipale par le Gouvernement à l'occasion d'une demande d'enquête de celui-ci sur l'administration de la municipalité. (L.R.Q., c. C-35, a. 45.)

5. Une municipalité nouvellement constituée à l'occasion d'une fusion peut également être assujettie au contrôle de la Commission municipale par le Gouvernement, lorsque la Commission lui fait rapport qu'il est nécessaire d'agir ainsi pour la bonne administration des affaires de cette municipalité. (L.R.Q., c. R-19, a. 21.)

6. Une municipalité devient assujetttie au contrôle de la Commission municipale lorsqu'un jugement de la Cour provinciale annule l'élection de la majorité des membres d'un conseil sans déclarer d'autres personnes dûment élues en nombre suffisant pour que le conseil puisse siéger valablement. (L.R.Q., c. C-19, a. 309, p. 13.)

Cessation des tutelles

Toutes les tutelles, à l'exception de celles qui sont imposées par le Gouvernement à l'occasion ou à la suite d'une demande d'enquête sur l'administration d'une municipalité ou qui résultent d'un jugement de la Cour annulant l'élection de la majorité des membres d'un conseil, cessent lorsque la Commission municipale est d'opinion qu'il n'y a plus lieu de considérer la municipalité en défaut.

À la demande de la municipalité, la cessation de la tutelle peut n'être que partielle, en ce sens que la Commission peut continuer à exercer son contrôle sur certaines activités municipales.

Une tutelle imposée par le Gouvernement, à l'occasion ou à la suite d'une enquête qu'il a commandée sur l'administration d'une municipalité, cesse à l'expiration des 30 jours qui suivent la remise du rapport au Gouvernement, à moins que celui-ci décide de la prolonger pour la période qu'il détermine.

Une tutelle découlant d'un jugement de la Cour annulant l'élection de la majorité des membres d'un conseil cesse au moment du prononcé d'un jugement de la Cour d'appel renversant le jugement de première instance ou lors de l'entrée en fonction des personnes qui remplacent celles dont l'élection a été annulée, si le jugement est maintenu, s'il n'y a pas eu appel ou si l'appel n'a pas été poursuivi.

Lorsqu'une municipalité cesse d'être en tutelle, elle reprend tous ses pouvoirs. (L.R.Q., c. C-35, a. 45 et a. 57.)

6.2 Contrôle des municipalités en tutelle

1. Tant que dure une tutelle, aucune action, exécution ou autre procédure ne peut être commencée ou continuée contre la municipalité, sans l'autorisation de la Commission municipale; (a. 44)
2. La Commission doit approuver, au préalable, tous les contrats d'exécution de travaux municipaux; (a. 48a)
3. Tous les fonds perçus par la municipalité doivent être déposés dans une banque au nom de la Commission municipale, en fiducie pour la municipalité, et tous les chèques tirés sur ce compte doivent être contresignés par le représentant de la Commission; (a. 48b)
4. La Commission fixe chaque année le taux et le montant des taxes, licences ou permis ainsi que le prix pour les services municipaux;

   À défaut par le conseil municipal d'imposer les taxes, licences, permis ou prix dans le délai fixé par la Commission, cette dernière les impose en lieu et place du conseil municipal.

   Après un avis préalable de 30 jours, la Commission prélève elle-même toute taxe spéciale que refuse ou néglige de prélever le conseil municipal; (a. 48c)
5. Lorsqu'une municipalité en tutelle refuse ou néglige de faire ou d'exécuter dans le délai fixé par la Commission un acte que celle-ci lui commande, la Commission est substituée de droit à la municipalité pour poser cet acte; (a. 48d)
6. Le budget d'une municipalité en tutelle requiert l'approbation de la Commission pour entrer en vigueur; (a. 48f)
7. La nomination ou la destitution des fonctionnaires ou employés d'une municipalité en tutelle est sans effet tant qu'elle n'est pas approuvée par la Commission; (a. 48g)

   La Commission peut, par un avis donné à la municipalité, se réserver le pouvoir exclusif de nommer et destituer les fonctionnaires et employés; (a. 48g)
8. Les achats et les ventes d'immeubles par une municipalité en tutelle requièrent l'intervention de la Commission dans l'acte; (a. 48h et a. 48i)
9. La Commission peut intervenir dans toute cause commencée ou intentée contre une municipalité en tutelle; (a. 48j)
10. Aucune décision du conseil d'une municipalité en tutelle n'entre en vigueur et ne devient exécutoire avant que la Commission n'ait approuvé le procès-verbal de la séance au cours de laquelle elle a été prise; (a. 48k)
11. Tout fonctionnaire ou employé d'une municipalité en tutelle qui autorise une dépense d'argent ou un paiement sans l'autorisation de la Commission est personnellement responsable de la dépense ainsi autorisée ou payée; (a. 51)
12. La Commission peut intenter des procédures judiciaires pour empêcher ou arrêter l'exécution de tout projet ou travaux qu'elle n'a pas approuvés lorsque cette approbation est requise; (a. 52)
13. La Commission peut ester en justice au nom d'une municipalité en tutelle, sans être tenue d'obtenir le consentement de celle-ci; (a. 53)
14. La Commission peut ratifier ou confirmer tout plan de réorganisation financière soumis par une municipalité en défaut et intéressant ses créanciers; (a. 54)
15. Une municipalité en tutelle peut, avec l'approbation de la Commission municipale et le ministre des Affaires municipales, consolider les arrérages de taxes; (a. 55)
16. La Commission peut ordonner à un fonctionnaire ou un employé de la municipalité ou à toute autre personne qu'elle désigne de procéder à la vente pour défaut du paiement des taxes des immeubles qu'elle indique; (a. 61)

6.3 Municipalités en tutelle au 1er avril 1984:

— Ville de Bromont

La tutelle de Bromont a été décrétée par le Gouvernement en raison d'une enquête ordonnée sur tous les aspects de l'établissement de l'aéroport de la ville à l'exclusion de ceux qui se rapportent au partage des dépenses avec la ville de Cowansville.

L'assujettissement de la ville de Bromont au contrôle de la Commission municipale a été maintenu jusqu'au 31 décembre 1983 par le décret du Gouvernement portant le numéro 2275-82 du 6 octobre 1982; le Gouvernement a prolongé ce contrôle jusqu'au 31 décembre 1984 par le décret numéro 2592-83 du 14 décembre 1983; le Gouvernement a également prolongé ce contrôle jusqu'au 31 décembre 1985 par le décret numéro 2804-84 du 19 décembre 1984.

— Ville de Notre-Dame-du-Lac

La tutelle de Notre-Dame-du-Lac a été décrétée par la Cour supérieure pour des raisons financières.

Municipalité devenue en tutelle entre le 1er avril 1984 et le 31 mars 1985:

— Paroisse de Saint-Didace.

La tutelle de la paroisse de Saint-Didace a été décrétée par le Gouvernement en raison d'une enquête ordonnée sur tous les contrats de fourniture de service accordés par cette corporation municipale entre le 1er janvier 1979 et le 31 décembre 1983 (décret numéro 1124-84 du 16 mai 1984).

La Commission a eu à se prononcer sur 77 procès-verbaux comportant 740 résolutions. En outre, elle a accordé 9 autorisations de poursuivre ces municipalités en tutelle. (a. 44)

6.4 Relevé des résolutions administratives lors des tutelles

Numéro des articles de la Loi sur la C.M.Q.	Nombre		
	1982-1983	1983-1984	1984-1985
a. 39	3	—	—
a. 44	6	8	9
a. 48a et k	1	—	—
a. 48d	1	—	2
a. 48f	6	1	1
a. 48g	16	22	38
autres	—	—	35
Total global	**33**	**31**	**85**

Chapitre 7
Administration de municipalités sans conseil

7.1 Loi sur la Commission municipale (a. 100)

Lorsque, pour quelque cause que ce soit, un conseil municipal ne peut plus siéger valablement, la Commission peut, tant que dure la situation, adopter par résolution toute mesure d'urgence qu'elle juge nécessaire pour l'administration courante de la municipalité. Les actes ainsi posés ont le même effet, à tous égards, que si le conseil avait agi lui-même.
(1970, c. 45, a. 9)

Relevé des interventions (résolutions administratives) effectuées par la C.M.Q. en vertu de l'article 100 de sa Loi constitutive

1982-1983		1983-1984		1984-1985	
Municipalités	**Nombre de résolutions**	**Municipalités**	**Nombre de résolutions**	**Municipalités**	**Nombre de résolutions**
Baie-Saint-Paul	20	Grande-Vallée	7	Baie-Trinité, vl	19
La Pérade, vl	13	Saint-Blaise, p	52	Cadillac	12
Prévost	5	Saint-Côme, p	47	Duhamel, s.d.	16
Saint-Calixte	13	Saint-François-Xavier-		Fermont	10
Saint-Côme, p	20	de-la-Petite-Rivière, p	14	Notre-Dame-du-Lac	5
Saint-Étienne-de-		Saint-Jude, p	19	Rivière-Saint-Jean, s.d.	23
Bolton	5	Saint-Moïse, p	11	Saint-Joseph-de-Lanoraie, p	7
		Schefferville	11	Saint-Sulpice, p	5
				Turgeon, ct	4
Total global	**76**	**Total global**	**161**	**Total global**	**101**

Chapitre 8
Les enquêtes de la Commission municipale

8.1 Compétence

8.1.1 Pouvoir général d'enquête

« Dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés, la Commission peut, par elle-même ou par toute personne que désigne le président, enquêter sur toute matière de sa compétence... » (L.R.Q., c. C-35, a. 8)

8.1.2 Pouvoirs spéciaux d'enquête

— Administration financière

« La Commission peut de sa propre initiative et doit, si demande lui en est faite par le ministre, faire une enquête sur l'administration financière d'une municipalité. » (L.R.Q., c. C-35, a. 22.1, 1er alinéa)

— Tout aspect de l'administration

« Elle doit aussi faire enquête, chaque fois que demande lui en est faite par le Gouvernement, sur tout aspect de l'administration qu'il indique. » (L.R.Q., c. C-35, a. 22.1, 2e alinéa)

— Travaux utiles à plusieurs

« La Commission peut faire enquête à la demande de toute municipalité intéressée lorsqu'il y a lieu dans l'intérêt public d'exécuter des travaux utiles à plusieurs municipalités. » (L.R.Q., c. C-35, a. 22.2, 1er alinéa)

8.2 Pouvoirs des enquêteurs

« Pour les fins d'une enquête que la Commission est autorisée à faire, chacun de ses membres et tout enquêteur délégué par elle sont investis des pouvoirs et d'immunité de commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37). » (L.R.Q., c. C-35, a. 23, 1er alinéa)

Selon cette loi, les commissaires peuvent, par tous les moyens légaux qu'ils jugent les meilleurs, s'enquérir des choses dont l'investigation leur a été déférée.

La majorité des commissaires doit assister et présider à l'examen des témoins et les commissaires ou la majorité d'entre eux ont, en ce qui concerne les procédures de cet examen, tous les pouvoirs d'un juge de la Cour supérieure siégeant en terme.

Les commissaires peuvent assigner des témoins et les enjoindre de produire des documents.

Le refus, sans raison valable, de comparaître, de prêter serment, de témoigner ou de produire des documents, rend passible de sanctions.

8.3 Déroulement des enquêtes

— Administration de la preuve

La Cour d'appel, dans l'affaire « Ville de Beloeil et Commission municipale du Québec » (1975, R.D.T. 245), s'est exprimée ainsi:

« La Commission municipale doit respecter les règles fondamentales de justice, mais il faut bien se garder d'imposer un Code de procédure à un organisme que la loi a voulu rendre maître de sa procédure. Il faut donc accorder une assez grande latitude à la Commission municipale chargée d'une enquête et qui est un organisme qui rend des décisions quasi judiciaires. Elle s'occupe de questions pratiques et doit juger selon l'équité et le bon sens. »

La Cour d'appel a voulu démarquer ainsi la différence fondamentale qui existe entre une enquête tenue par un organisme possédant des pouvoirs quasi judiciaires et un procès se déroulant devant une cour de justice.

Néanmoins, la Commission adopte en pratique dans toutes ses enquêtes une procédure identique à celle qui prévaut devant les cours de justice pour les matières contentieuses en permettant, notamment, l'interrogatoire et le contre-interrogatoire sans personne interposée.

Il y a une exception à cette pratique, cependant, car une telle procédure n'est pas appliquée à l'occasion de la tenue des enquêtes sur l'administration des municipalités à la demande du Gouvernement. Dans ces enquêtes, l'interrogatoire et le contre-interrogatoire ne sont permis que dans la mesure jugée appropriée par les commissaires.

Lors des auditions pour entendre des appels interjetés à la suite d'une destitution ou d'une réduction de traitement, la municipalité est appelée à faire sa preuve la première vu qu'elle n'est pas tenue de mentionner dans la résolution les motifs pour lesquels la décision est prise.

— Sténographie

Il n'y a pas de sténographe lors des enquêtes de la Commission, sauf s'il s'agit d'enquêtes sur l'administration des municipalités.

Toutefois, les parties peuvent, avec l'autorisation de la Commission, se faire accompagner du sténographe de leur choix et en assumer les frais.

8.4 Aboutissements des enquêtes

Les enquêtes en matière quasi judiciaire conduisent à une décision finale qui lie les parties.

Les enquêtes en matière administrative débouchent, selon leur nature, sur une décision finale ou sur la présentation d'un rapport.

8.5 Enquêtes en cours d'exercice

a) L'enquête sur la municipalité ci-dessous mentionnée était toujours en cours à la fin de l'exercice 1984-1985.

Depuis le 1er avril 1979:

Cité de Rimouski
Arrêté en conseil numéro 1998-79:

« **Attendu qu'**en vertu du paragraphe 1 de l'article 22 de la Loi de la Commission (S.R., 1964, c. 170), le gouvernement peut demander à la Commission municipale du Québec de faire enquête sur tout aspect de l'administration municipale qu'il indique;

Attendu qu'il est opportun de demander à la Commission municipale du Québec de faire enquête sur tous les aspects de l'administration de la cité de Rimouski, à l'exclusion de ceux qui se rapportent au service de la police.

Il est ordonné sur la proposition du ministre des Affaires municipales:
Qu'une demande soit faite à la Commission municipale du Québec de tenir sans délai une enquête sur tous les aspects de l'administration municipale de la cité de Rimouski, pour la période s'étendant du 1er janvier 1971 au 31 décembre 1978, à l'exclusion de ceux qui se rapportent au service de la police. »

b) L'enquête sur la municipalité ci-dessous mentionnée a été décrétée au cours du présent exercice 1984-1985.

Depuis le 16 mai 1984:

Paroisse de Saint-Didace
Décret numéro 1124-84:

« **Attendu qu'**en vertu du paragraphe 1 de l'article 22 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., c. C-35), le gouvernement peut demander à la Commission municipale du Québec de faire enquête sur tout aspect de l'administration municipale qu'il indique;

Attendu qu'il est opportun de demander à la Commission municipale du Québec de faire enquête sur tous les contrats de fourniture de service accordés par la corporation municipale de la paroisse de Saint-Didace entre le 1er janvier 1979 et le 31 décembre 1983.

Il est ordonné, sur la proposition du ministre des Affaires municipales:
QU'une demande soit faite à la Commission municipale du Québec de tenir sans délai une enquête sur tous les contrats de fourniture de service accordés par la corporation municipale de la paroisse de Saint-Didace entre le 1er janvier 1979 et le 31 décembre 1983. »

Chapitre 9

Résolutions et approbations diverses, permis d'évaluateur, ainsi que recommandations au ministre des Affaires municipales

9.1 Résolutions et approbations diverses

La C.M.Q. a adopté ou approuvé 69 résolutions ou règlements divers concernant:

	Nombre		
	1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**
— des émissions d'obligations, de billets ou titres de créance par différentes villes, la C.T.C.U.M., la C.U.Q. et la C.U.M.	27	13	12
— la tenue de concours pour la délivrance de permis d'évaluateur	4	1	1
— la délivrance de permis d'évaluateur	4	2	2
— des ententes relatives à la gestion des déchets (a. 549, C.M.), à l'établissement et au maintien de régimes de rente de retraite (a. 710, C.M.) à la fourniture d'un service de transport en commun et d'un service d'aqueduc et d'égout	5	3	37
— des prolongations de délai de remboursement d'emprunts temporaires	7	2	1
— des Communautés urbaines ou régionales	6	—	—
— des Commissions de transport et Corporations municipales ou intermunicipales de transport	5	1	—
— autres	44	23	16
Total global	**102**	**45**	**69**

9.2 Permis d'évaluateur

Aux termes de l'article 22 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1), la Commission est habilitée à délivrer des permis pour agir à titre d'évaluateur.

Permis d'évaluateur

	1982-1983	**1983-1984**	**1984-1985**
Demandes reçues	19	5	2
Demandes agréées	4	2	—
Demandes refusées	15	1	2
Désistements	—	2	—

9.3 Recommandations à l'égard de soumissions publiques

L'article 573 de la Loi sur les cités et villes et l'article 935 du Code municipal, ainsi que quelques autres dispositions législatives au même effet, exigent que l'on obtienne au préalable l'autorisation du ministre des Affaires municipales avant d'accorder un contrat à une personne autre que celle qui a présenté, dans le délai fixé, la soumission la plus basse.

Le texte de ces articles ne fait nulle mention de la Commission municipale du Québec. Toutefois, les ministres des Affaires municipales ont toujours demandé l'avis de la Commission municipale sur ce genre de demande, et ce, depuis l'introduction de cette obligation dans la loi.

La Commission municipale a fait 36 recommandations au ministre. De ce nombre, 14 ont été agréées, 21 refusées et une n'a pas fait l'objet d'une décision au cours du présent exercice.

Le tableau suivant illustre la situation pour le présent exercice et les exercices financiers précédents.

	1982-1983	1983-1984	1984-1985
Recommandations au ministre	37	32	36
Agréées	12	13	14
Refusées	23	18	21

Noms des municipalités dont les demandes ont été agréées et refusées en 1984-1985, pour l'octroi d'un contrat à un autre que le plus bas soumissionnaire

Demandes agréées	Demandes refusées
Beauceville (2)	Anjou
Dolbeau	Antoine-Labelle, m.r.c.
Dudswell, ct	Chartierville, s.d.
Farnham	Dorval
Granby, ct	Gore, ct
Lachine	Granby
L'Annonciation, vl	Jonquière (2)
Pierrefonds	Lac-des-Écorces, vl
Port-Cartier	La Durantaye, p
Québec	Laval
Rimouski	Laverlochère, p
Sainte-Anne-des-Lacs, p	Masson
Saint-Cyrille-de-Wendover, s.d.	Rivière-du-Gouffre, s.d.
	Saint-Agapit, s.d.
	Saint-Jacques-le-Majeur-de-Causapscal, p
	Saint-Léon-le-Grand, p
	Saint-Louis-de-Kamouraska, p
	Saint-Mathieu-de-Beloeil, p
	Sherbrooke
	Ville-Marie